

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - Nº 14028 - 6 F

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MARS 1990

Transition chaotique à Managua

A tension qui règne au Nicaragua, après le triomphe de l'opposition aux élections du 25 février, est à la mesure de la surprise causée par la victoire de M- Violeta Chamorro. Résultats toujours incompiets, déclarations contradictoires des dirigeants - nouveaux ou anciens -, campagnes d'intimidation ; la période de transition, qui ne prendra fin que le 25 avril prochain avec l'introni tion de la nouvelle présidente, s'annonce bien chaotique.

Hier murés dans leur certitude d'une impossible défaite, les dirigeants sandinistes tentent aujourd'hui de sauver ce qu'ils estiment essentiel. Le contrôle sur une armée pléthorique et « révolutionnaire », la réforme agraire ou encore les nationalisations représentent pour eux autant d'intouchables « acquis de la révolution ». Ils sont cepen-

ALORS que le président Daniel Ortega multiplie les appels au calme et les discours conciliants, d'autres responsables du régime - qui apparais-sent cependant isolés - comme le ministre de l'intérieur Tomas Borge campent sur une ligne beaucoup plus intransigeante. Il en va d'ailleurs de même dans les rangs de l'ancienne opposition, pas toujours à l'abri d'un rigoureux asprit de revanche.

Dans ce contexte, la future présidente, qui entend bien conserver ses prérogatives -« C'est moi qui commande » a rappelé Mme Chamorro, - dispose d'un atout non négligeables La Constitution nicaraquavenne octroie en effet au chef de l'Etat vre, lui permet de gouverner par décrets-lois, et réduit le rôle du Parlement à celui d'une Chambre d'enregistrement. Mais ce texte interdit aussi de manière « irrévocable » la privatisation des banques, et restreint le droit à la propriété privée, autant de freins à l'action d'une équipe qui n'a jamais caché sa volonté de réformer en profondeur un système maintes fois condamné.

ES négociations engagées entre les deux parties peuvent permettre d'aboutir à un « modus vivendi » dans les semaines qui viennent. Mais il est permis de s'interroger sur la viabilité de cet hypothétique tandem entre un gouvernement et une opposition qui se sont affrontés pendant dix années de querre. Cela d'autant plus que la population attend une amélioration rapide de ses conditions de vie, dont on voit mai par quei miracle elle pourrait être obtenue en dehors d'une aide extérieure.

A l'heure de la détente et alors que le bon déroulement des élections nicaraguayennes a été unanimement salué -et les deux « candidats » étant félicités dans la plupart des capitales étrangères, y compris par le présidium du Soviet suprême de l'URSSl'issue de cette laborieuse transition déterminera l'avenir d'un petit pays qui depuis les débuts de la dictature Somoza n'a pas comu beaucoup de répit.

Lire page 4 Particle de BEKTRAND DE LA GRANGE



CEPAS CETTE SEMANE

Le PC soviétique menacé d'éclatement

La « Pravda » publie les thèses | Les ventes françaises d'armes des réformateurs radicaux

Alors que les habitants de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie s'apprêtaient à élire, dimanche 4 mars, les membres soviets locaux, la « Pravda » de samedi a publié la « plate-forme » des réformateurs radicaux, les opposants progressistes du PC. Ce texte plaide en faveur d'une conception parlementariste du parti et laisse prévoir l'éclatement du PC.

MOSCOU

de notre correspondant

Il y avait queue, samedi 3 mars, au petit matin, devant les kiosques à journaux de Moscou. Pour la première fois depuis la fin des années 20, la Pravda vient, en effet, de publier, dans le cadre de la préparation du prochain congrès du parti, un projet de programme alternatif à celui que propose le comité cen-

En soi seulement, l'événement est de taille, puisqu'il signifie que le droit de tendance est d'ores et déjà rétabli au sein du parti. Si pourtant l'intérêt des Soviétiques, alertés par les pre-

miers bulletins radio, a été si grand, c'est que ce texte émane d'un véritable et influent conrant, la « plate-forme démocratique», implanté dans cent villes et treize des quinze Républiques de l'URSS.

Officiellement formé le 20 janvier à Moscou, ce courant regroupe les animateurs de plusieurs formations informelles apparues ces dernières années. beaucoup des plus radicanx des candidats aux élections en cours dans les Républiques et de grandes figures, enfin, du nouveau Parlement fédéral.

> **BERNARD GUETTA** Lire la suite page 6

L'agriculture entre culture et nature

Le vingt-esptième Salon de l'agriculture s'ouvre le dimanche mars, porte de Versailles à Paris, pour une semaine. Trois thèmes domineront, cette année, cette grande manifestation où sont attendus plus de sept cent mille personnes : les conséquences de la sécheresse de 1989, la pollution des eaux et la résentativité syndicale des organisations professionnelles.

Dans le cadre du Salon, un colloque consacré à « Eau et agriculture, les leçons d'une sécheresse » doit avoir lieu, le jeudi 8 mars, en présence du ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet. Les déclarations du ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, sur les « agriculteurs-pollueurs » devraient y être vivement dénoncées. Les défenseurs de l'agriculture biologique, cette qui s'interdit cause dens des conditions qui leur sont désormais plus favorables.

Lire page 13, l'article d'ERIC FOTTORINO

Baisse de 40 % des commandes en 1989

sont en forte diminution

Conséquence du désarmement, les ventes d'armes françaises à l'étranger auraient chuté de près de 40 %, en 1989, par rapport à 1988. D'après une estimation du ministère de la défense, elles auraient été de 23 milliards de francs environ. Par ailleurs, le vice-amiral Hervé Le Pichon, chargé de l'innovation au ministère de la défense, a vivement dénoncé, vendredi 2 mars, le « lobby militaro-industriel ».



Les frontières de l'Altemagne unifiée

La controverse s'intensifie entre Bonn et Varsovie

Les troubles en Côte-d'Ivoire

Le président Houphouët-Boigny conspué

La construction d'Airbus

Une chaîne de montage à Hambourg. Fin de la grève de British Aerospace page 13

Déficit japonais Pour la première fois

des paiements courants

« Grand Jury RTL- le Monde »

M. Jean-Pierre Soisson, invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

Informatique, fantasmes et libertés

L'informatisation de données sensibles fait l'objet de violentes attaques : c'est surtout la faiblesse des moyens de contrôle qui alimente l'inquiétude

Les tribunaux judiciaires et administratifs peu à peu s'infor-matisent. Ce n'est pas nouveau. Dans toutes les juridictions, dès lors que le système est au point, on se réjouit de la commodité et du gain de temps qu'il apporte, dès l'ouverture d'une procédure.

Au moins depuis Joseph Fou-ché au XIX siècle, la police a établi des fiches sur la popula- l'avait-on vu ? Et avait-on, voulu tion que l'Etat entendait surveil-ler. Les fichiers des Renseigne-est dans le flon. Un flou qui

ments généraux existent depuis 1941. Ils ont été partiellement informatisés en 1982. En 1986, la direction de la surveillance du territoire (DST) et la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ont obtenu le même droit. Cela n'est pas nouveau non plus, comme on le voit. Mais

arrange. Lorsqu'il chausse ses bésicles, le monde apparaît plus net, et ce que le myope y voit risque de ne pas lui plaire.

C'est là que l'on découvre qu'il existe des ordinateurs, que l'on dresse dans l'ombre et sans contrôle des fiches de renseigne-

> AGATHE LOGEART Lire la suite page 8

La sculpture en état de choc

« Le corps en morceaux », une exposition spectaculaire sur la permanence du fragment en sculpture, organisée au Musée d'Orsay et dont Rodin est le pivot

proposa cependant à Côme de Médicis de travailler la tête, les bras et les pieds d'un marbre grec, et même d'y ajouter un aigle pour en faire un Gany-mède : la qualité de chef-d'œuvre de la pièce l'incitait à « rendre service à son auteur ». Cette attitude, qui nous paraît aujourd'hui si peu respectueuse envers les témoignages de l'art du passé, de la Renaissance au néoclassicisme, était parfaite-ment normale et justifiée : le regard ne pouvait se satisfaire d'œuvres fragmentaires. Il fallait que la figure soit achevée. On « restaura » donc les statues ab?mées, réinventant la beauté que devait être l'art des maîtres de la sculpture antique, et la grandeur de la pièce complète. Sans complexe, on remodela, on ajouta. Et Girardon de retailler la poitrine de la Vénus d'Arles, et de la doter de bras.

Les exemples de ce genre d'opérations de chirurgie esthétique, de greffes et de transplantations abondent. Il en est d'amusants, comme celui de la statue de Louis XII du château de Gaillon, due à Lorenzo de Mugiano (1508), et qui, mutilée à la Révolution, et réduite à un peut dire, qui participe tout à la

Benvenuto Cellini n'aimait torse couvert d'une cuirasse fois d'une évolution du goût pas s'occuper de restauration. Il ouvragée, fut à deux reprises proposa cependant à Côme de Médicis de travailler la tête, les par l'habile Beauvailet, qui lui bras et les pieds d'un marbre mit une tête en albâtre et la main qui manquait (on en tira même un bronze) ; une seconde fois par Lange, qui lui fit des jambes, car on ne pouvait décemment exposer à Versailles, au nouveau musée des « Gloires de la France », l'effigie d'un roi réduit

> Louis XII, dérestauré au vingtième siècle, et accompagné de ses prothèses en pièces détaes, figure au copieux menu de l'étonnante exposition du Musée d'Orsay, parmi d'autres hors-d'œuvre d'époques, de nature et de savenre diverses : ex-voto, reliquaires en forme de pied ou de main, cires anatomiques de l'ancienne collection du docteur Spitzner, moulages d'antiques et moulages sur nature ayant servi de modèles dans les ateliers de sculpture. Soit autant de morceaux d'anatomie vénérés, charentés, préparant au plat de résistance : le fragment de corps livré par le sculpteur comme œuvre ache-

d'une révolution du regard (orienté par les photographes) et d'une nouvelle approche (médicale et naturaliste) du corps humain, et qui nous situe au cœur d'un épisode explosif et capital de l'histoire de la sculpture. Rodin en est le héros incontesté, celui par qui le scandale arriva, ponr avoir rompu avec les idéaux académiques, et pratiqué phuôt que l'art de la composition, la science du modelé, pour avoir préféré aux · poupées inconsistantes comme glacées par la mort » des maîtres néoclassiques, « la vie [qui] anime et réchauffe les muscles palpitants des statues grecques ». dont il admirait la vérité et la force, qui passent mieux à tra-vers certaines pièces brisées, que si l'œuvre nous était parvenue dans son intégralité. Et le maître, cité par Paul Gsell, de s'exclamer lors d'une visite au département des Antiquités du Louvre: « Quelle élégance! Ce jeune torse sans tête semble sourire à la lumière et au printemps mieux que des yeux et des lèvres ne le pourraient faire. »

GENEVIÈVE BREERETTE

châtelet

Molière Marc-Antoine Charpentier

16 mars - 8 avril 1990

Le Malade imaginaire

Comédie mêlée de musique et de danses

Mise en scène : Jean-Marie Villégier et Christophe Galland Direction musicale: William Christie Chorégraphie: Francine Lancelot Décors : Carlo Tommasi Costumes: Patrice Cauchetier Lumières : Philippe Arlaud Commedia dell'arte: Adriano Sinivia

Comédiens et chanteurs Ris et danceries

Les Arts Florissants

Coproduction Opéra de Montpellier

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE

MAIRE DE PARIS RTL 40.28.28.40

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Marca, 6 dir.; Turninia, 709 m.; Allemagne, 2,50 DM; Authore, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Carada, 1,95 S; Antilies/Rémion, 7,20 F; Côta-d'Avoire, 315 F CFA; Danesrark, 11 kr.; Espagne, 180 par.; G.-B., 60 p.; Grice, 180 dr.; klande, 80 p.; Italia, 2000 L.; Libye, 0,400 DL; Linembourg, 40 f.; Norwige, 13 kr.; Paye-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 140 esc.; Sécégal, 335 F CFA; Suède, 14 cr.; Science, 1,50 f.; USA (NY), 1,50 S; USA (NY),

Principaux associés de la société : Société civile
Les rédacteurs du Monde Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Mª Geneviève Beuve-Méry. M. André Foutsine, gérant.



Reproduction interdite de tout article. sauf accord avec l'administration

on paritaire des journaus et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 t index du Monde au (1) 42-47-99-61

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS 11, RUE JEAN-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL: (1) 49-60-32-90

T.		PANCE		SUESK	PAYS voic moreomic
3		365 F	399 F	594 F	700 F
		720 ਵ	762 F	972 F	1400 F
1,	•	1 300 F	1 388 F	1 300 F	2658 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne. Tarif sur demand Pour vous abonner RENVOYEZ, CE BULLETIN accompagné de votre réglement à l'adresse ca-dessus 08 per MINITEL 3615 LEMONDE

code d'accès ABO SERVICE A DOMICILE: rour tous renscignement tél. : (1) 49-60-34-70

		ы	IJĿ	LE		N.		
0	'A	В	ON	N	ΞΜ	13	TV	
		_		_				

DURÉE CHOISIE

Prénom: Adresse:

Code postal: Localité:

Pays: Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 011 MQM01



frant : André Fontaine recteur de la publication Ancien directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jecques Fauvet (1989-1982) André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts Directeur de la rédacti Deniel Vernet dacteurs en chaf : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 T&L: {1} 42-47-97-27 Copieur : (1) 45-23-06-81 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CÉDEX TOL: (1) 49-80-30-00

ur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a soixante-dix ans

Horthy prend le pouvoir en Hongrie

B UDAPEST, le 1º mars 1920. A 10 h 25, dans l'aile sud du Parlement au bord du Danube, le président de l'Assemblée. Istvan Rakovszky, ouvre la séance. Autour du bâtiment, construit au début du siècle en s'inspirant du palais de Westmins-ter à Londres, déambulent des détachements ter à Londres, deambulent des détachements armés. Au moment où les députés, convo-qués pour élire le régent de Hongrie, sont appelés à déposer leur bulletin de vote dans l'urne placée au milieu de la salle, trois offi-ciers, chacun armé d'un sabre, d'un revolver et de deux grenades accrochées à la ceinture, se promènent devant le banc des ministres, vraisemblablement pour impressionner les narlementaires.

Le résultat du vote est sans sur-prise : 130 voix en faveur du contre-amiral Miklos Horthy, ministre de la défense, et 7 seulement pour le comte Albert Apponyi. Aussitôt la séance levée, une délégation, dirigée par l'évêque Ottokar Probaszka, est envoyée auprès de l'élu.

Horthy avait établi son quartier général à l'hôtel Gellert, qui reste, soixante-dix ans plus tard, un haut lieu du tourisme hongrois. Surprise : le contre-amiral fait semblant de ne pas accepter le poste. Prié de se rendre au Parlement pour la prestation de serment, il demande l'élargissement de ses pouvoirs. Les palabres vont durer une heure.

Finalement, tout s'arrange. Arrivée place Kossuth, accueil par tous les notables, dont le président de l'Assemblée, qui lui dit respectueusement : « Dicte: vos conditions. nous les acceptons, » Il est vrai que le Parle-ment était entouré par les partisans armés de Horthy. Beaucoup parleront par la suite de coup de force plus ou moins déguisé...

Quoi qu'il en soit, le contre-amiral Horthy devient chef d'Etat en exerçant pratiquement tous les droits monarchiques, avec une restriction : il est privé du droit de conférer des titres de noblesse. Mais – nuance – il peut créer de nouvelles dignités : d'où la fondation de l'ordre des Preux (Vitèti Rend). une sorte de « noblesse de l'empire » à la hongroise, disparu en 1945...

La monarchie n'était pas abolie, seule-ment « suspendue » : le dernier roi, Charles IV (père du député européen Otto de Habsbourg), privé du trône, était toujours vivant. De son exil suisse, il tentera d'allleurs à deux reprises, au début des années 20, de retrouver son royaume. Sans aucun succès, et il finira sa vie à Madère en 1922.

La disparition de la flotte

Miklos Horthy peut donc régner : son his-toire ne manque pas d'intérêt. Né en 1868, cinquième de neuf enfants dont le père se consacrait entièrement à l'administration de ses domaines, le futur régent réalise son rève de jeunesse en faisant son service militaire dans la marine. A l'époque de la monarchie austro-hongroise, cette marine était l'une des plus importantes du monde. Ses unités, stationnées dans les ports adriatiques, et notamment à Fiume (aujourd'hui Rijeka), sillonnaient les mers. Le jeune Horthy par-tait souvent pour des voyages lointains et visitait les cinq continents. Considéré par ses supérieurs comme l'un des plus brillants officiers de sa génération, il est nommé en 1909. à l'âge de quarante et un ans, aide de camp de Sa Majesté Impériale et Royale,

Il a passé cinq ans auprès du souverain à Vienne, oubliant peu à peu sa langue mater-nelle. Peu familiarisé avec les problèmes politiques, Horthy était peut-être la dernière personne qui puisse être désignée pour jouer un rôle politique après l'écroulement de la monarchie en 1918. Promu amiral en 1917, il commandait la flotte austro-hongroise au moment de la débâcle. La guerre perdue, Horthy rentre chez lui à Kenderes, au cœur de la campagne hongroise. Très affecté par la disparition de « sa » flotte, il observe en simple spectateur le début des bouleverse-ments qui se succèdent dans son pays natal.

Suivant de près les événements de Russie, un mouvement révolutionnaire socialiste avait pris le pouvoir en Hongrie le 31 octo-bre 1918. Mais le comte Minaly Karolyi, président de la République remplaçant la monarchie, avait été rapidement débordé par le groupe communiste de Béla Kun, qui instaura la République des Conseils le 21 mars 1919. Les forces traditionnelles et conservatrices, aides par les puissances occidentales et la Roumanie, brisèrent en cent trente-trois jours la Commune hongroise. Cette période révolutionnaire laissa de longues et douloureuses traces, bien que



La 1- mars 1920, Mildos Horthy est élu régent par l'Assemblée nationale en attendant que la Hongrie se donne un nouveau roi.

la contre-révolution fit encore plus de victimes... Or le chef militaire de cette contre-révolution était précisément Miklos Horthy, invité pendant l'été par le comte Gyula Karolyi, chef d'un contre-gouvernement qui s'organise dans la ville d'Arad, à former une armée nationale.

La situation du pays était chaotique, la population était terrorisée, l'avenir politique incertain. Profitant de la présence de plu-sieurs missions militaires occidentales (pritannique, française, italienne et américaine), les Roumains, qui occupaient notamment la capitale, préparaient les négociations à venir sur les nouvelles frontières de leur pays reconstitué, comprenant la Transylvanie

Des contacts diplomatiques permirent à Horthy d'arriver à Budapest pour y restaurer avec ses soldats la souveraineté nongroise. Les missions alliées avaient réussi convaincre les occupants de quitter le terri-toire situé à l'est de la rivière de Tisza.

16 novembre 1919. Au cours d'une matinée pluvieuse, la population de la capitale accueille devant l'hôtel Gellert le contreamiral Horthy arrivé à cheval. Le comman-dant en chef de l'armée nationale, vêtu de l'uniforme de la marine royale et impériale (disparue), prononce un discours très dur, pour dire que « Budapest est une ville coupa-ble (...) ayant laissé trainer dans la poussière les couleurs nationales, et la Sainte Couronne dans les loques rouges », allusion à la dictature du prolétariat, écrasée par la

Juin 1920. Locataire du palais royal sur les collines de Buda. Son Altesse Sérénissime (c'est désormais son titre officiel) Miklos Horthy se trouve dans l'obligation d'accepter au nom de son pays le traité de paix imposé par les vainqueurs. Tous les dra-peaux sont mis en berne pour « saluer » la signature du traité an Petit Trianon, dans le parc de Versailles. Aujourd'hui encore, le mot « Trianon » (que connaît chaque Hongrois) reste synonyme d'injustice, toutes opi-nions confondues.

Car - faut-il encore le rappeler ? - le traité priva la Hongrie des deux tiers d'un territoire millénaire. Ce qui est plus grave : trois millions et demi de Hongrois furent ainsi exclus de la mère-patrie, ce qui aggrava les antagonismes entre nations danubienne exploités successivement par Hitler et Staline. A l'heure actuelle encore, les décisions de 1919 pèsent lourdement sur les relations hangaro-roumaines, avec ou sans Nicolae

Miklos Horthy plaçait la récupération des anciens territoires hongrois au-dessus de toute autre considération. La première rai-son fondamentale du rapprochement de la Hongrie avec les puissances de l'Axe fut la

promesse de révision du traité de Trianon, partiellement honorée par les deux « arbi-trages » de Vienne en novembre 1938 (au détriment de la Tchécoslovaquie) et en août 1940 (au détriment de la Roumanie). En même temps, la Hongrie horthyste s'est éloignée des alliés occidentaux, protecteurs d'une Petite Entente (Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) dont elle se jugeait

Pourtant, Miklos Horthy bésitait à s'attacher inconditionnellement à la politique de Hitler. L'aristocratie, dont un représentant briller. L'airstocratie, dont un représentant brillant, le comte Istvan Bethlen, fut président du Conseil de 1921 à 1931, critiqua pendant – et surtout après – son règne la brutalité et l'idéologie primaire des nazis, alors que certains éléments s'agitaient en sens opposé. Il s'agissait surtout de représentants de la petite noblesse, de la petite bourgeoise et d'officiers. Des éléments de boune foi, auxquels le présents et cours parional et geoisie et d'officiers. Des éléments de bonne foi, auxquels le prétendu « cours national et chrétien » du pays ne donnait pas la possibi-lité de s'exprimer, glissèrent vers une bruyante extrême droite encouragée par l'Al-lemagne de Hitler.

Un Alot de paix relative

Ainsi, les forces traditionnelles soutenant le régime horthyste offraient une résistance aux visées nazies : la droite y trouva, elle, un puissant appui extérieur. Enfin, alors que le Parti communiste embryonnaire était impitoyablement étouffé par la police, la Hongrie de l'amiral tolérait le fonctionnement de plusieurs partis d'opposition (comme celui du Parti social-démocrate, représenté au

La Hongrie, en partie grace à l'amiral Horthy, préoccupé de gagner du temps à tout prix et de survivre à l'orage qui ravageait l'Europe, parvenait tant bien que mal, jusqu'au printemps 1944, à demeurer un îlot plusqu'au printemps 1944, a demeurer un not de paix relative au cœur de l'Europe centrale. C'est ainsi que le pays, qui n'était pas en était de guerre avec la France, hébergea plus de mille cinq cents évadés français. Horthy refusa le passage des troupes allemandes pour l'invasion de la Pologne (septamble 1020). Il n'accepta le passage des troupes de l'accepta le passage des troupes allemandes pour l'invasorate le passage de l'accepta le l'accepta le passage de l'accepta le passage de l'accepta l'accepta le passage de l'accepta l'accept tembre 1939) ; il n'accepta le passage des mêmes troupes en direction de la Roumanie mêmes troupes en direction de la koumanie que dans les wagons plombés (août 1940), et le président du Conseil Pal Teleki se donna la mort en signe de protestation lorsque, sans autorisation du régent, la Wehrmacht franchit les frontières hongroises pour attaquer la Yongoslavie (avril 1941).

Il est néanmoins exact que la Hongrie par-ticipa dès la fin du mois de juin 1941 aux opérations militaires contre l'URSS. Mais la majeure partie de ses forces ayant été anéan-

ties durant l'hiver 1942-1943, l'armée hon-

groise ne fournit plus dès iors que des troupes d'occupation. A partir de 1943, il apparaît de plus en plus clairement que les Allemands risquent de perdre la guerre. Pré-maturès ou maladroits, les contacts pris avec les alliés occidentaux sons l'impulsion du régent furent découverts par les Allemands. Ils contribuèrent beaucoup à l'occupation de ils contribuerent deaucoup à l'occupanon de la Hongrie décidée par Hitler au moment de l'écroulement du front oriental. Retenant sous un faux prétexte Hortby à son quartier général, le Führer donna l'ordre à ses troupes, le 19 mars 1944 à l'aube, de franchir les frontières hongroises. En l'absence du régent, personne n'osa décréter la résistance armée. Du fait de l'écrasante supériorité des Allemands et de la germannehilie rité des Allemands et de la germanophilie aveugle d'une grande partie de l'état-major hongrois d'origine souabe, cette résistance aurait sans doute été vaine.

Tout en restant officiellement l'alliée de l'Allemagne, la Hongrie subit des lors les mêmes contraintes et les mêmes humiliations que les autres pays occupés par cette dernière. Les juifs payaient le prix le plus élevé de l'occupation avec 618 000 déportés et tués jusqu'à la fin de la guerre (sur une population juive de 825 000 personnes).

Le règent, hésitant, se laisse un temps per-suader que la meilleure solution est de rester à son poste, donnant ainsi une façade de légalité à l'occupation – tel le maréchal Pétain en France. L'approche de la défaite allemande l'encourage pourtant dans une autre direction. Mais le 15 octobre 1944, an moment où le régent - en accord avec la résistance antifasciste - lisait à la radio l'ordre de cesser les hostilités contre les alliés, les Allemands intervintent avec brutalité.

 $\mathbb{R}^{n_{\mathrm{pol}}} = \mathbb{Z}^{n_{\mathrm{pol}}}$

 $\omega \to \pi_{m_1} \to \pi_{m_2}$

 $x_k + \varepsilon_{2k}$

 $f \in \mathcal{F}_{2^{n-2^{n}}}$

Strain Strain

100 m

Contract of the

1.4.7

دومين عيميات

100

15 July -

Dans une salle de bains du château royal de Buda, l'amiral signe une seuille de papier hativement rédigée en hongrois et en allemand par le plénipotentiaire de Hitler, annonçant son abdication et la nomination du cher des Croix-Fléchées (les fascistes hongrois) Ferenc Szalasi à la tête du pays. De cette signature dépendant le sont de son der-nier enfant encore vivant, kidnappé vingtquatre heures plus tot par un détachement de SS dans un appartement de Pest.

Emmené en Allemagne, placé en résidence surveillée, interrogé six fois par les Américains après la fin de la guerre, Horthy ne sera jamais accusé de crimes de guerre et les autorités communistes ne demanderont pas son extradition. Le contre-amiral sans flotte, le régent du royaume sans roi, le chef d'Etai. de religion protestante d'un pays dont la population, dans son immense majorité, est catholique, finira paisiblement ses jours en 1957 au Portugal, peu après l'écrasement de l'insurrection hongroise, pratiquement oublié de tout le monde...

THOMAS SCHREIBER

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30

JEAN-PIERRE Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

animé par Jean-Pierre DEFRAIN

> avec André PASSERON et Alain LEBAUBE (le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT er Janine PERRIMOND (RTL)

en direct sur

ÉTRANGER

L'unité allemande et la question des frontières

La controverse s'intensifie entre Bonn et Varsovie

Au lendemain de la ferme mise au point de Paris, le chancelier Helmut Kohl a riposté vendredi 2 mars en liant la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse par un traité avec la Pologne à la renonciation formelle par Varsovie à toute réparation de guerre.

M. François Mitterrand avait fait donner son ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas ; le chancelier Kohl a, lui, délégué le porte-parole du gouvernement fédéral M. Dieter Vogel pour énoncer, dans un communiqué, les conditions posées par Bonn. Certes, M. Vogel y rétière la proposition de M. Kohl suggérant que les Parlements librement élus des deux Allemagnes ment élus des deux Allemagnes reconnaissent dans une résolution la frontière tracée le long de la ligne Oder-Neisse, en 1945, après la défaite nazie. Mais, cette fois-ci, le gouvernement ouest-allemand pré-cise que ces résolutions « doivent cise que ces résolutions a doivent indiquer clairement que la déclaration du gouvernement polonais en date du 23 août 1953, renonçant à toute demande de réparations à l'égard de l'Allemagne, reste en vigueur, et que les droits des Allemants (en Pologne) solent régis par un traité, comme convenu entre le chancelier Kohl et le premier ministre Mazowiecki dans leur déclaration commune du 14 novembre 1989 ».

Une fois ces conditions remplies et la résolution adoptée par les deux Parlements, ouest-allemand et est-allemand, un traité pourrait alors être conclu, en temps voulu, entre le gouvernement de l'Allemagne réuni-fiée et le gouvernement polonais, puis ratifié par le Parlement de l'Al-lemagne unie.

Ces « précisions » apportées par Bonn pourraient constituer une ten-tative de la part de M. Kohl pour

trouver une issue à ce qui ressemble de plus en plus à une impasse. M. Vogel a affirmé à l'AFP que Bonn ne voyait « aucune contra tion » entre les demandes de M. Roland Dumas, qui dénonçait jeudi « le silence lourd d'ambiguités » de M. Kohl, et la position du chancelier ouest-allemand en faveur d'une déclaration parlementaire

Le chancelier Kohl de plus en plus critiqué

Mais la réaction de Varsovie ne s'est pas fait attendre. Conforté par le soutien de Paris, où M. Mitter-rand accueillera vendredi prochain MM. Jaruzelski et Mazowiecki, ainsi que le ministre des affaires étran-ches Kraustof Skubissauski. Ja geres Krzysztof Skubiszewski, le gouvernement polonais a menacé, par la voix de son porte-parole M= Malgorzata Niezabitowska, de réclamer à l'Allemagne des réparations pour le million de Polonais contraints à travailler de force pour les nevies

« La Pologne ne voulait pas lier à un quelconque autre problème la question de la reconnaissance par un traité de la frontière délimitée par la ligne Oder-Neisse », a déclaré M. Niezabitowska à la télévision. e Maintenant, si la partie ouest-alle-mande veut élargir le champ du débat, nous soulèverons le problème des réparations pour les Polonais -ils furent plus d'un million - qui ont dit effectuer des travaux forces pour le Troisième Reich pendant la deuxième guerre mondiale ».

Parallèlement, le premier ministre Tadeusz Mazowiecki regrettait, sur les ondes de la télévision ouest-alle-mande, que « les ambiguités et les quent de nuire aux relations bilatérales, tandis que Lech Walesa appe-lait à la rescousse le président des syndicats ouest-allemands DGB, rité », afin qu'il appuie, « par son autorité personnelle et celle de son organisation », la position polo-

L'attitude du chancelier Kohl, à viai dire, est de plus en plus criti-quée un peu partout. A Bruxelles, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dientsbier, a fait part de son soutien à la position polonaise. A Berlin-Est, les chrépotonaise. A hermi-est, les chre-tiens-démocrates de RDA ont repro-ché à M. Kohi, leur « protecteur » ouest-allemand, de perturber les pays européens voisins en laissant planer un donte sur la frontière Oder-Neisse.

Il faut « en finir avec l'ambi-guilé », écrivait vendredi l'organe de ce parti, Neues Zeit. Recevant à Moscou - où est attendu lundi le premier ministre de RDA, M. Hans Modrow - le leader des sociaux-dé-mocrates est-allemands, M. Ibrahim Bôhme, le chef de la diplomatie soviétique Edouard Chevardnadze a souligné que la réunification alle-mande ne pouvait se faire sans tenir compte des revendications des Etats

En tournée dans les capitales ouest-européennes pour expliquer la position de Bonn, le ministre libéral des affaires étrangères Hans Die-trich Genscher a affirmé à Madrid, que les déclarations du chancelier Kohl étaient mai interprétées. « Nous n'avons aucune revendication territoriale sur nos voisins », a-t-il

De son côté, M. Oskar Lafon-taine, le dirigeant social-démocrate vision du chancelier Kohl d'une Allemagne unifiée membre de l'OTAN. L'Allemagne unie, estime M. Lafontaine, « doit être ancrée dans une nouvelle communuaté euro-péenne de défense ». — (Reuter, AFP, AP.)

La réunification, dans quelles conditions et à quel rythme?

Quel est le calendrier de l'unité allemande ? Il a suffi que le chancelier Kohl fasse référence, jeudi 1º mars, à l'article 23 de la Loi fondamentale (la Constitution quest-allemande), pour que certains de ses détracteurs, qui lui reprochent ses procédés à la hussarde, crient à l'Anschluss,

BONN

de notre envoyée spéciale Le fameux article 23 de la Consti-

tation permet théoriquement tout. Il énonce simplement que la Loi fondamentale s'applique non seulement aux Lander de la République fédérale mais à tout entre partie de la République fédérale mais à tout entre partie de rale, mais à toute autre partie de l'Allemagne qui y adhère.

A la limite, dès le lendemain des elections du 18 mars, le nouveau Parlement est-allemand pourrait, sans même que soit formé un gou-vernement à Berlin-Est, sans forcevernement à Berlin-Est, sans forcé-ment que soit organisé un référen-dum, adhérer de la sorte à la Loi fondamentale. La RDA disparaîtrait par fusion dans la République fédé-rale, qui pourrait conserver intactes sa Constitution, ses institutions nationales et ses obligations interna-tionales.

Ce n'est pas le scénario que le chancelier a en tête, et il l'a précisé. Les conditions de l'unité seront négociées avec le futur gouverne-ment est-allemand, des mesures transitoires peuvent être envisag voire des modifications de la Loi fondamentale. La particularité de l'article 23, c'est qu'il permet de proclamer l'unité avant que soient résolus tous les problèmes qui en découlent et dont les fonctonnaires des divers ministères ouest-allemands commencent à mesurer l'énormité.

méthode inverse : on négocie tout entre les deux gouvernements, et on élabore une nouvelle Constitution pour l'Allemagne unie, dont l'adop-tion populaire tient lieu d'acte unificateur. C'est la procédure dite de l'article 146, lequel déclare que la Loi fondamentale est remplaçable par toute autre Constitution libre-ment adoptée par le peuple.

L'inconvénient de cette méthode souligné, non sculement à la CDU mais par le Parti libéral, et même dans certains secteurs du SPD ouestallemand, c'est - outre qu'elle remet en cause la Loi fondamentale, considérée comme un modèle de démo-cratie, – qu'elle peut prendre des années de laborieuses tractations et qu'elle s'accommode mai de l'impa-tience croissante des Allemands de

L'entrée de facto dans l'OTAN

Personne, en fait, à Bonn ne se risque à avancer un calendrier car, à la lumière de l'expérience récente, on se dit qu'il pourrait être encore une fois dicté par la rue en RDA. L'idée, à la chancellerie, est qu'on ne peut espérer endiguer l'exode constant des Allemands de l'Est que par une union monetaire rapide – la date du l= juillet est avancée – et une proclamation d'unité assez rapide aussi, à l'automne par exemple, même si sa mise en œuvre peut prendre un peu de temps (dans le cas de la Sarre, souligne-t-on, le pro-cessus a pris quatre ans). On n'envisage cependant pas - ou plus - que les élections de décembre soient des élections pour toute l'Allemagne.

On fait valoir qu'il faut refaire une loi électorale, procéder au déli-cat exercice du découpage des circonscriptions à l'Est. Il est vraisem-blable aussi que le chancelier se sent de meilleures chances dans des élec-

tions à l'Ouest que dans une consultation à laquelle seraient conviés quelques millions d'électeurs supplé mentaires que les sondages disent majoritairement sociaux-démocrates. D'autres font valoir qu'il y a là une certaine incohérence, que s'il y a accord dans les grandes lignes sur les conditions de la réunification, la logique veut que soit élu un Pariement pour toute l'Allemagne et que la date de cette consultation peut d'ailleurs être repoussée jusqu'en février 1991.

On « suppose » d'autre part à la chancellerie que, sauf précipitation incontrôlable, les aspects extérieurs fiés » dans le cadre de la conférence à six avant la déclaration d'unité. Les plus chauds partisans d'un usage brutal de l'article 23, c'est à Washington qu'on les trouve. « Aucun gouvernement est-allemand ne sera enthousiaste pour l'entrée dans l'OTAN », disait récemment un haut fonctionnaire américain.

La procédure de l'article 23 permettrait d'éviter qu'un débat se questions de sécurité, « les Allemands de l'Est, ajoutait-il, n'au-raient pas à décider dans quelle alliance ils veulent être, ils seraient dans l'OTAN ». L'alliance atlantique, dans cette hypothèse de réunification accélérée, se retronverait dans la situation, provisoire mais inédite, d'héberger sur une partie de son territoire plusieurs centaines de milliers de soldats soviétiques... La conférence à six deviendrait de facto une conférence à cinq.

Une telle perspective rend évi-demment les Soviétiques assez nerveux, et c'est une des raisons pour lesquelles on s'efforce de convaincre à Bonn qu'on ne fera pas d'usage expéditif de l'article 23.

LIBAN: les affrontements

entre chrétiens

Le patriarche

maronite menace

PROCHE-ORIENT

ISRAËL: le malaise au sein du Likoud

M. Shamir doit faire face à une rébellion ouverte de la droite

M. Itzhak Shamir va devoir faire appel à tous ses talents manœuvriers. Pressé par la gauche, confronté à une rébellion à droite, dans son parti, enfin sommé par les Etats-Unis de faire un pas en direction d'un dialogue avec les Palestiniens, le premier ministre s'apprête à passer des jours difficiles. Enjeu: l'existence du gouvernement d'union nationale Likoudtravaillistes formé il y a quatorze mois et promis à l'éclatement s'il ne parvient à surmonter ses contradictions sur la question des négociations israélo-palestiniennes.

JERUSALEM

de notre correspondant

La situation ne serait pas nouvelle s'il n'y avait, cette fois, des rendez-vous à tenir, un calendrier fixé par les partenaires-adversaires travaillistes du premier ministre, et un secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui vient de faire publiquement part de l'impatience des

Expert dans l'art de l'attentisme, M. Shamir se trouve contraint à ce qui lui déplait le plus : agir sons la pression. Et le terrain ou il est attendu est difficile : il s'agit de la nise en œuvre du projet d'élections dans les territoires occupés adopté par le gouvernement il y a

A la demande d'Israel, les Etats-Unis et l'Egypte ont servi d'intermédiaires pour sonder « les Pales-tiniens » - comprendre : l'OLP et savoir à quelles conditions « ils » donneraient lenr feu vert pour discuter de ce projet et des modalités de sa mise en œuvre. Faute de vouloir négocier directement avec l'OLP et de pouvoir unilatéralement organiser des élections - qui irait voter ? -, les auto-rités israéliennes sont obligées d'en passer par là, par un dialogne preliminaire avec « des » Palestiniens. Reste à savoir lesquels.

A en croire la presse israélienne et les ministres travaillistes, les médiateurs américains et égyptiens viennent de conclure leurs démarches et de poser une série de

La délégation palestinienne qui entamera les pourparlers sur le projet israélien comprendra, outre des résidents de Cisjordanie et Gaza, un délégué de « l'extérieur » représentant la diaspora et qui pourrait être un des Palestiniens bannis des territoires mais y disposant toujours d'une adresse. Elle comptera aussi un représentant des Palestiniens de Jérusalem - qu'il soit on non domicilié dans la Ville sainte ; c'est le plus dur à accepter

pour nombre d'Israéliens qui estiment qu'aucun secteur de Jérusaiem ne fait plus partie des territoires depuis que la ville a été

A ces conditions, dit-on à Washington, il y aura un partenaire palestinien pour discuter avec les Israéliens de leur projet d'élec-tions. M. Baker a dit cette semaine qu'il « attendait une réponse du ement israėlien » .

La fraction travailliste du gouvernement a répondu. Et le minis-tre des finances, M. Shimon Pérès, et celui de la défense, M. Itzhak Rabin, ont dit « oui » : ils sont disposés à dialoguer avec une délégation palestinienne ainsi formée. Ils estiment même que le gouverne-ment d'union nationale n'aura plus

de raison d'être si M. Shamir refuse l'ouverture de ce dialogue et ils lui demandent de prendre une décision dans le courant de la

Un parti proche de l'hystérie

M. Shamir, qui doit consulter ses amis ce week-end et réunir le gou-vernement dimanche, a'a encore donné aucun élément de réponse, mais son parti est déjà dans un étai proche de l'hystérie. M. Ariel Sharon, qui vient de quitter le gouver pement, et les ministres Itzhak Modai et David Lévy mènent la bataille an sein du Likoud. Pour eux. le mécanisme envisagé porte en serme une négociation avec des

représentants déguisés de l'OLP, donc, à terme, une négociation sur un compromis territorial, voire sur la création d'un Etat palestinien. C'est inacceptable pour un parti qui veut, avant tout, garder les ter-

L'argument porte, et le projet d'élections suscite un vrai malaise dans les rangs du Likoud, un malaise qui va bien au-delà des querelles de clans qui le divisent. Vingt-trois députés du Likoud, sur quarante, ont demandé à M. Shamir de venir s'expliquer à la Knesset. Des proches du premier ministre, comme le député Benny Begin, lui recommandent d'interrompre le processus en cours. Les colons menacent de manifester, la presse parle d'une rébellion ouverte de la droite contre M. Shamir.

Ce dernier dispose d'un argument-massue pour calmer ses troupes : si le gouvernement d'union nationale doit éclater, M. Pérès affirme être en mesure de prendre la tête d'une coalition restreinte travaillistes partis religieux et d'imposer sa ligne.

ALAIN FRACHON

□ EGYPTE : trois Français disparus après l'incendie du Sheraton. Trois ressortissants français qui participaient à un voyage organisé sont actuellement portés disparus après l'incendie de l'hôtel Sheraton au Caire, et cinq antres ont été légèrement blessés, apprenait-on vendredi soir 2 mars au ministère français des affaires étrangères. Les vérifications effectuées ont permis de retrouver tous les autres Français dont les noms avaient été fournis par le Sheraton, ajoute-t-on au Quai d'Orsay, où l'on estime que ce bilan de trois disparus ne devrait pas s'aggraver.

d'excommunier les belligérants Le patriarche maronite a menacé, vendredi 2 mars, d'ex-

> communier ceux qui mettent à feu et à sang le € pays chrétien » au Liban, et cette mise en garde sans précédent a aussitôt été suivie d'une pause dans les combats. Mgr Nasrallah Sfeir, chef spirituel de la communauté chrétienne

la plus influente du Liban, a lancé cet avertissement au second jour d'une violente bataille aux portes de Beyrouth entre l'armée du général Michel Aoun et la milice chrétienne des Forces Libanaises (FL, de M. Samir Geagea).

L'armée avait repris à l'aube son offensive contre les dernières positions de la milice dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, où sa légère progression de la veille a été stoppée par une farouche résistance, seion des témoignages concordants. Ces combats se sont accompagnés de duels d'artillerie. et les habitants des quartiers qui entourent la colline d'Achrasiyeh, le cœeur du Beyrouth chrétien, transformée en camp retranché par les FL, ont été pris pendant plus de quatre heures sous les obus.

Après avoir multiplié en vain les appels au calme, le patriarche maronite est intervenu avec une fermeté exceptionnelle dans un message radiodiffusé. « Je préviens, a-t-il dit, ceux qui donneni l'ordre d'ouvrir le seu et tous ceux qui leur obéissent qu'ils sont passi-bles d'excommunication. » Il a accusé le général Aoun et M. Geagea - tous deux membres de la communauté maronite - de « ne pas avoir tenu parole », après lui avoir promis vendredi matin de respecter un cessez-le-feu « par pitic pour les habitants ».

Moins d'une heure après l'intervention de Mgr Sfeir, diffusée par l'ensemble des radios du « pays chrétien », les affrontements ont nettement baissé d'intensité. -

on direct su

20 : E31

AND THE STREET

大きない かっしょ

THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN TW

Market North and

-

就基础 1700

SAME STATE OF THE SAME OF THE

AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN TWO I

ALBERT OF THE

359-254 *

被强力不

Sales Company of the Sales of t

* 1350 to 150 ----

・ サービル・ 京、 全性を使い

THE WAS SCHOOL

State Party of Street Land

最後 野神子 マルフェ

de man

Censure préalable sur toute information concernant l'immigration soviétique

JÉRUSALEM de notre correspondant

Après avoir favorisé la plus ample couverture médiatique de l'immigration des juifs soviétiques, le gouvernement vient d'interdire la publication de toute information 'sur cette affaire qui n'aurait été préalablement soumise à la censure militaire.

Diffusé vendredi 2 mars, quelques heures avant le sabbat, un communiqué officiel indiquait : Les services de la censure, militaire annoncent que toute information sur l'immigration des juifs soviétiques devra dorénavant être soumise à la censure avant publication. » Aucune précision n'a été fournie sur la portée d'une mesure dont on ne sait, par exemple, si elle vise la publication de chiffres sur l'immigration ou la mention des filières empruntées par les nouveaux immigrants pour venir en Israel. Dens certains milieux lors des précédentes grandes

officiels à Jérusalem, on expliquair que la décision avait pour objet d'assurer la sécurité des immigrants après que le gouvernement « eut vent d'informations selon lesquelles des organisations arabes, et pas seulement palestiniennes, se préparaient à commettre des attentats ».

Au début de la semaine, le député Michael Kleiner, président de la commission de la Knesset sur l'immigration, avait fait valoir que la publication régulière de chiffres sans cesse plus importants sur les arrivées de juifs soviétiques en Israel ne pouvait qu'exaspérer un peu plus encore les pays arabes et les inciter à accentuer leur campagne de pression sur l'URSS afin qu'elle mette un terme ou des limites à l'émigration. « Pourquoi leur donner cette arme, demandait M. Kleiner. Pourquoi ne pas soumettre ces informations à la censure comme

vagues d'immigration? » Une mystérieuse « fuite » annonçant l'immigration dans les dix prochains mois de quelque 230 000 juifs soviétiques - estimation des plus spéculatives - avait tout particulièrement imité les milleux offi-

Pourtant, il y a encore quélques semaines, ces mêmes milieux, premier ministre en tête, clamaient heut et fort qu'il fallait s'attendre à des arrivées encore plus massives. De même M, Itzhak Sharrir avait-il lui même contribué à mobiliser les pays arabes - et à exaspérer les Etats-Unis - en lançant publiquement, à la mi-janvier, qu'une grande immigration supposait un Grand Israel, c'est-à-dire de garder les territoires occupés de Cisiordanie et Gaza, Craindrait-on maintenant que la publicité faite autour de cette alva miracle n'ait des effets négatifs ?

« Houphouët voleur, Houphouët corrompu, Houphouët démission! »

« On ne veut plus d'Houphouet » scandent des jeunes dolescents dans le quartier des **4** 220 logements >, un secteur d'habitations à loyer modéré où sont logés des fonctionnaires et des étudiants. Les manifestants sont en réalité des lycéens qui ont rejoint le mouvement de leurs ainés. Dans la matinée du vendredi 2 mars, des instructions ont été données pour renvover les étèves à leur domicile. La situation est tendue. La veille des tracts anonymes avaient circulé annonçant une grande marche pacifique contre le régime du président Félix Houphouet-Boigny, agé de quatrevingt quatre ans officiellement, au pouvoir depuis trente ans.

ABIDJAN

de notre correspondant

Tôt vendredi matin les premiers incidents ont éclaté dans le quartier résidentiel et universitaire de Cocody . Devant le lycée technique et le Lycée classique, deux établissements « phares » d'Abidjaz, les forces de l'ordre (qui avaient reçu des instructions pour réprimer « en douceur ») ont lance des gaz lacrymogènes.

Une heure plus tard, les occupants de la rue se retrouvent près des tours administratives où la plupart des ministères sont installés. Les CRS chargent, aidés des sapeurs-pompiers qui usent de leurs lances à eau. Les fonctionnaires ont rejoints les étudiants. Ils sont alors plus d'un millier. Les bus de la « SOTRA » (transports en commun) sont stoppés par la foule exitée qui chante l'hymne

Les voyageurs sont invités à des-cendre et à se joindre avec les manifestants. « Les travalleurs avec nous »; « à bas Houphouet » crie la foule. « Houphouet voleur, Houphouet corrompu, Houphouet demission! ». Du jamais entendu à Abidjan. Un jeune garçon est blessé tandis qu'un pare-brise d'autocar vole en éclat. Le cortège recule et les forces de l'ordre peuvent alors quadriller le secteur des tours administratives.

C'est ensuite à Adjamé que les manifestants se rendent. L'excitation est a son comble. Un hélicop-tère blanc survole le défilé. A la mi-journée d'autres incidents sont signalés dans différents quartiers de la ville. À Treicheville, des pil-lards arrosent les vitrines de cail-

L'alerte se propage plus vite que l'éclair : les commerçants libanais baissent leur rideaux de fer. Les soldats aux bérets rouges bloquent désormais l'accès à la maison du parti unique, à deux pas du marché où les étals sont délaissés. Sur le boulevard Giscard-d'Estaing, la grande artère qui mène du centreville à l'aéroport, des petits groupes d'enfants entre six et douze ans font la loi à coup de pierres. Des vitrines sont brisées. Devant le super-marché « Nour Al Ayat », un responsable paskistanais s'estime heureux : e il n'y a

Un défi au « père de la nation »

Cependant un europées au volant de sa voiture sans vitre constate les dégats : « Je ne serai pas remboursé, les assurances n'ont même plus de fric ici ». La colère de la rue a surpris tout le monde. Pour la première fois, on a entendu des slogans hostiles au résident et à son régime.

M. Houphouet-Boigny continue ses concertations avec les diffé-rents syndicats après le refus caté-gorique de l'union générale des travailleurs d'accepter les mesures annoncées en début de semaine par le chef de l'Etat. Les fonctionnaires s'attendent à une réduction de leurs salaires de 15 à 40 % et les travailleurs du privé vont voir leur prélèvement au titre de la contibu-

tion solidarité grimper de 10 %. Il est vrai qu'à l'époque du « miracle ivoirien », dans les années 70, ce pays s'était payé le luxe de créer des sociétés d'Etat gérées comme des entreprises privées, avec des salaires largement au-dessus de la moyenne. L'explosion de colère dans les rues d'Abidjan est le résultat d'une frustration : l'étalage du luxe devant la misère grandissante. Un défi lancé an « père de la nation ».

Vendredi soir, un communique du gouvernement a annoncé la fermeture jusqu'à nouvel ordre des établissements scolaires et universitaires dans les dix communes d'Abidjan et à Bingerville.

Autre mesure qui risque de maintenir la crispation chez les étudiants : la fermeture de tous les internats et des résidences universitaires. A Yopougon, la résidence naiversitaire d'où est partie la contestation il y a treize jours, les étudiants béninois, cap-verdiens et burkinnais ont quitté les lieux sans incidents. Après avoir « laché du lest » (baisse de moitié du prix des chambres et des tickets de restaurant, remplacement du ministre de eignement secondaire et sunérieur), le chef de l'Etat utilise à

Mais la denzième manche s'annonce difficile pour le président ivoiriez contraînt par les bailleurs de fonds d'apoliquer des mesures d'austérité. Les salariés ne voulent pas payer seuls la « facture » de la crise. « Les riches doivent payer et rapatrier leur capitaux ».

Le mauvais exemple a été donné par le président ivoirien lui-même. Il s'est déjà expliqué, sans houte, sur sa fortune personnelle placée dans des comptes en banque en Suisse. Une fortune tenne secrète et que les tracts anonymes distriés ces derniers jours estiment à 3 000 milliards de Francs CFA.

ROBERT MINANGOY

AMÉRIQUES

NICARAGUA: alors que certains se livrent à la violence

Les sandinistes restent partagés devant les conséquences de leur défaite

Près d'une semaine agrès les élections du 25 février et alors que les résultats définitifs ne sont pas encore connus, les d'avoir quelques difficultés à admettre leur défaite, même si le président Daniel Ortega multiplie les déclarations conci-

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

La composition définitive de Assemblée nationale n'avait toujours pas été annonée samedi 3 mars « Ces retards nous inquiè-3 mars. « Ces retards nous inquie-tent au plus haut point », affirme M. Hernaido Zuniga, conseiller juridique de l'Union nationale d'opposition (UNO), qui à rem-porté les élections ; il dénonce « la manipulation grossière des résultats au profit du FSLN (Front sandi-niste de libération nationale) ». L'UNO sourconne le parti actuel-L'UNO soupconne le parti actuel-lement au pouvoir de faire des pressions sur les conseils régionaux électoraux pour modifier les résultats transmis par les bureaux de vote avant de les remettre au Conseil suprême électoral chargé d'annoncer les chiffres définitifs.

Les premières projections établies par cet organisme accordaient ciuquante-deux sièges à l'UNO et trente-huit au FSLN. Selon l'un des principaux dirigeants sandi-nistes, le commandant Bayardo nistes, le commandant Bayardo Arce, l'ancienne opposition pourrait n'avoir finalement que quarante neuf ou cinquante sièges sur quatre-vingt-dix. Cela lui donnerait toujours la majorité absolue, mais l'éloignerait de la majorité qualifiée (60 % des sièges, soit 54 députés) nécessaire pour modifier la Constitution que les sandinistes s'étaient taillée sur mesure en 1987 et que l'UNO souhaite réviser en profondeur.

Selon M. Zuniga, certains dirigeants sandinistes chercheraient tout simplement à protèger des intérêts personnels en exerçant des pressions sur les autorités électo-rales. Il cite le cas de M. Rogelio-Ramirez, frère de l'actuel vice pré-ident de la Personal vice président de la République, qui figu-rait en bonne position sur la liste des quatorze candidats du FSLN pour la région de Granada, troi-sième ville du pays. Dans l'hypo-thèse d'une victoire sandinistes anx élections - le seule retenue par le FSLN; qui n'avait jamais voulu envisager la possibilité d'une défaite, - M. Ramirez était assuré de conserver le siège qu'il détient

Avec à peine 38,2 % des suf-frages pour le FSLN contre 58,2 % pour l'UNO dans le département de Granada, seion les derniers chiffres officiels, « il devrait avoir perdu son siège, affirme M. Zuniga, mais il fait des pieds et de mains nous obtenir l'annulation de bulletins qui nous sont favorables et tenter ainsi de récupérer son siège.». Simultanément, selon le conseiller de l'UNO, la campagne d'intimidation menée par certains sandinistes se poursuit dans la plupart des régions du pays pour tenter de faire comprendre aux électeurs de l'UNO qu'ils « se sont trompés en votant en faveur de la coalition proyankee ». La presse sandiniste ne cesse de prétendre que beaucoup d'électeurs ont été « achetés » et

que certains se sont « repentis » depuis. Un cabinet d'avocats a même annonce qu'il avait l'intention de demander l'annulation des a nombreux votes » tmis dans ces

Cette offensive s'accompagne parfois de violences contre ceux qui ont appuyé l'UNO. On continue de signaler des distributions d'armes légères aux organisateurs des turbas, groupes fanatisés qui sément la terreur dans certains quartiers. Ces incidents, qui ont provoque quelques morts des deux côtés, ont incité la Conference épi-scépale à lancer un appel au calme à « ceux qui ne sont pas satisfaits des résultats électoraux ».

L'attitude agressive de certains sandinistes contraste avec le discours conciliant du président Daniel Ortega Depuis qu'il a reconnu sa défaite, lundi à l'aube, M. Ortega s'est adressé à la plupart des secteurs sociaux pour les invi-ter à défendre les « conquêtes de la révolution » dans le respect de la démocratie. Il a répondu sans ambiguité à ceux qui cherchent à disqualifier les résultats : « Les peuples ne se vendent pas, mais ils peuvent se tromper, quitte à recti-fier leurs erreurs par la suite. » Il a donc demandé à ses partisans de poursuivre la lutte dans l'opposition en prévision des élections de

Dans les milieux sandinistes on explique les violences actuelle par les désaccords survenus entre les neuf commandants de la direction nationale du FSNL, principale source du pouvoir au Nicaragua Alors que la plupart des commandants se seraient finalement ralliés à la position du président Ortega, le commandant Tomas Borge, qui représente la ligne cubaine, resterait opposé à la reconnaissance de la victoire de l'UNO et surtout au transfert, à partir du 25 avril, de tous les pouvoirs au nouveau gou vernement; y compris le contrôle de l'armée et le ministère de l'inté-

. « la Lune et le Soleil »

À la tête de ce ministère et de la redoutable sécurité de l'Etat, le commandant Borge dispose de moyens importants et peut créer des désordres à l'échelle nationale A la différence de ses collègues de la direction nationale, qui sont des pragmatiques, il défend un mar-xisme-leninisme pur et dur, peu disposé aux compromis. Pendant campagne électorale, il n'avait pas hésité à dire : « L'UNO a encore moins de chance de gagne que la Lune de tomber ou le Soleil de s'éteindre. » Il s'est lourdement trompé, de la même manière qu'il se fourvoyait en croyant, commi on peut le lire depuis dix ans à l'entrée de ses bureaux, que « le ministère de l'intérieur est la senti-nelle de l'allégresse du peuple ».

De source sandiniste, on indique cependant que le commandant Borge est désormais « très isolé » et aurait perdu le contrôle sur la plupart des troppes du ministère de l'intérieur. Le fondateur du Front sandiniste serait même, dit-on, « sur le point de donner sa démission et de se retirer à Cuba où il se consacrera à l'écriture ».

BERTRAND DE LA GRANGE

GABON

M. Bongo minimise les troubles dans son pays

L'Assemblée nationale gabonaise et le comité central du Parti démocratique gabonais (PDG, parti unique) réunis, vendredi 2 mars, en session extraordinaire ont adopté un projet de loi permettant de prolonger le mandat des députés de

Cette loi, présentée par le président Omar Bongo, doit permettre le report au 1e octobre des élections législatives qui avaient été initialement prévues pour le le avril. Un délai qui doit être utilisé pour procéder à plusieurs modifications institutionnelles préconisées par le président Bongo dopt le pays traverse une crise sociale depuis plusieurs semaines.

Malgré une diminution sensible de la tension, plusieurs foyers de mecontentement persistaient encore vendredi à Libreville, Ainsi, les cours à l'Université Omar Bongo n'ont toujours pas repris, malgré les assurances données par le rectorat. Les professeurs gabonais, mécontents de la lenteur de leurs négociations avec les autorités universitaires pour une amélioration de leur niveau de vie, ont refusé de réintègrer leurs salles de cours. Quant aux employés de l'Office du chemin de fer transgabonais (OCTRA), qui étaient en grève depuis une semaine pour des raisons salariales, tous ont reoris le travail ieudi. Les internes de l'Hópital central de Libreville ont décidé en revanche d'arrêter les soips, faute d'avoir été payés

Interrogé sur la Cinq vendredi soir, le président Omar Bongo s'est montré étonné d'apprendre qu'on avait demandé sa démission. « Je ne suis pas venu par un coup d'Esat, je ne peux partir que le jour où il y aura une élection. Si les gens ne me font plus confiance, eh bien, je m'en irai », a-t-il déclaré.

M. Bongo a minimisé la portée des désordres dans son pays . « Tout ceux qui se mettent dans la rue n'ont pas une raison valable pour le faire. Ils en profitent pour casser les magasins, pour voler, pour piller... Ce qui est terrible, c'est que vous, Français, quand il s'agit de l'Afrique, vous amplifiez. » « Je suis ne optimiste et je le reste » a conclu M. Bongo. - (AFP,

AFRIQUE DU SUD : nommé vice-président de l'ANC

M. Mandela est de nouveau aux commandes

M. Nelson Mandela vient d'obtenir, au sein du Congrès national africain (ANC) dont il n'était que le chef historique, la place qui lui revient, celle de vice-président. Ainsi en a décidé, vendredi 2 mars, à Lusaka, en Zambie, le Comité exécutif national (NEC) du mouvement nationaliste (nos dernières éditions du 3 mars). Ni plus car il n'aurait pas été convenable de déposséder de son titre de président M. Oliver Tambo, qui se remet lentement à Stockholm d'une attaque cérébrale survenu en août dernier. Ni moins, car la stature politique du « camarade Nelcompagnons de route à se ranger derrière lui.

JOHANNESBURG de notre correspondant

C'est donc M. Mandela qui devrait normalement etre, d'une manière ou d'une autre, l'interlo cuteur privilégie du gouverne-ment sud-africain dans les discussions à venir, à moins qu'il ne préfère demeurer en coulisse. N'est-il pas le mieux place pour er avec succès ce rôle de pégociateur. voire d'entremetteur, puisqu'il a appris à connaître en prison ses adversaires politiques avec lesquels il a engage le dialo-gue et qu'une estime réciproque est née de ces contacts infor-

Dans son communiqué l'ANC réitère son intention de rencon-trer le président Frédérik De Klerk et se félicite de sa « réponse positive a a ses initiatives. A cet égard, il annonce sa décision de prendre « immédiatement » les ontacts nécessaires avec les autorités de Pretoria (des émissaires des deux parties viennent de se voir à Londres) pour mettre au point les détails de cette rencontre. Celle-ci aura-t-elle lieu dès la mi-mars? Toujours est-il que M. Mandela, qui est attendu au Zimbabwe et en Tanzanie, pour-rait annuler son étape suédoise au chevet de M. Tambo pour rentrer en Afrique du Sud.

Quoi qu'il en soit, l'ANC va incessamment en Afrique du Sud plusieurs membres du NEC – dans lequel figurent désor-mais MM. Walter Sisulu et Govan Mbeki, libérés respective-ment en octobre dernier et en novembre 1988 – en exil à Lusaka pour y enquêter sur la situation

D'autre part, le quartier général du mouvement nationaliste sera « sans délai » transféré de Lusaka à Johannesburg, et des structures régionales et locales seront mises

en place « des que possible » . Cette « remise à jour » de l'ANC sera onéreuse. Le coût en était estimé par ses responsables à environ 80 millions de dollars.

Aussi Nelson Mandels — qui a longuement rencontré à Lusaka les représentants des Etats du Commonwealth conduits par lepremier ministre malaisien, sinsi qu'une délégation de neuf mem-bres du Congrès américain (il a reçu entre deux portes le ministre irlandais des affaires étrangères agissant en tant que porte-parole de la Communauté européenne) a profité de l'occasion pour inviter la communauté internationale à aider - sen capital et en res*sources* » le mouvement nationaliste à faire front à ces échéances.

Pas davantage

Si empressé soit-il de rencontrer M. De Klerk, l'ANC a répété que cette simple prise de contact ne pourrait déboucher sur des discussions préliminaires aux véritables négociations que lors-que le gouvernement sud-africain aurait satisfait aux préconditions qu'il a posées, à savoir notamment la levée complète de l'état d'urgence et la libération de tous les détenus politiques. A cet égard, dans son communique, le egaru, dans son communique, le mouvement nationaliste salue « la grève de la faim héroique » que 343 prisonniers incarcérés à Robben-island, face au Cap, ont entamée depuis le début de la semaine. « Il ne faut pas attendre de nous que nous fassions davantage de concessions », a averti Nelson Mandela lors d'une conférence de presse. « Il est clair, a-t-il même ajouté, que le gauyernement n'est pas préparé à nous

En tout cas, l'ANC s'est employé à dissuader tous les visi-teurs non africains qui ont fait le voyage de Lusaka pour rencontre Nelson Mandela de baisser la garde à l'égard du régime de Pre-toria qui, selon lui, n'a pas encore toria qui, selon lui, n'a pas encore franchi le Rubicon. M. Joë Slovo, le secrétaire général du Parti communiste sud-africain, a évoqué la possibilité de renforcer les sanctions économiques si les choses restent en l'état. A la délégation américaine il a été demandé d'user de son influence pour faire annuler la visite en Afrique du Sud de M. Dan Quayle, le vice-président américain, et de forcer le Fonds monétaire international à refuser à l'Afrique du Sud un prêt de 250 millions de dollars.

rencontrer ».

De son côté, M. Chris Hani, le responsable de la branche armée du mouvement nationaliste, a précisé qu'à ses yeux la fin du combat s'était liée à la conclusion d'un accord de cessez-le-fen en bonne et due forme avec le gouvernement. Paroles en l'air, (AFP.)

car, jusqu'à preuve du contraire, la lutte armée n'a jamais eu de véritable consistance en Afrique du Sud si ce n'est quelques cam-

pagnes d'attentats. Pour se part. M. De Klerk a souligné, lors d'un récent entre-tien télévisé, qu'il souhaitait mettre on terme au « two men show »; c'est-à-dire ses face-à-face. avec Nelson Mandela et étendre le champ des discussions à venir à « toutes les forces représenta-tives du pays ». Cette perspective ne manque pas d'inquieter cer-tains responsables de l'ANC qui craignent de voir ce mouvement de libération, fer de lance de la lutte contre l'apartheid, se diluer en une banale organisation politi-que appelée à sièger à la table de négociations aux côtés d'autres

Du moins les parties en présence reconnaissent-elles autourd'hui la nécessité de battre le fer quand il est chaud, d'engager de manière irréversible le pro qui doit conduire à la création d'une « nouvelle Afrique du Sud » afin de prendre de vitesse les « radicaux » de tout poil adeptes de la manière forte.

JACQUES DE BARRIN

Important remaniement ministériel

Le président du Niger, le généra Ali Saïtou, a procede, vendredi 2 mars, à un large remaniement ministériel, le second en deux nois. Un nouveau premier ministre, M. Aliou Mahamidou, un cadre quinquagénaire qui dirigeait la Société nigérienne de cimenterie, a été nommé

Autre fait notable, les ministres le l'intérieur et de l'enseignement supérieur quittent le gouverne-ment. Une conséquence des affron-tements entre policiers et étudiants qui, il y a trois semaines, avaient fait officiellement trois morts et une dizaine selon les manifestants. La nouvelle équipe est plus nom-breuse que la précédente (26 membres un lieu 23). .

Le lieutenant-colonel Tanja Mamadou remplace M. Amadou Madougou à l'intérieur, M. Hami-dou Sékou abandonne l'enseignement supérieur à Mr. Aboubakas Adamou, M. Dagra Mamadou quitte l'éducation nationale pour la fonction publique en remplacement de M. Khamed Abdoulaye, qui a était en poste que depuis deux mois. Le nouveau gouvernement compte sept militaires et dixhuit civils, contre six militaires et reixe civile deux la président. seize civils dans le précédent.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde

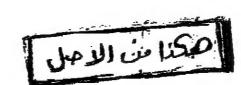
36.17 code IMP

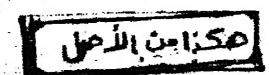
Le bon plaisir de Bernard Frank

Un double album d'entretiens radiophoniques avec Colette Fellous. Un tirage limité.

Une exclusivité Fnac.

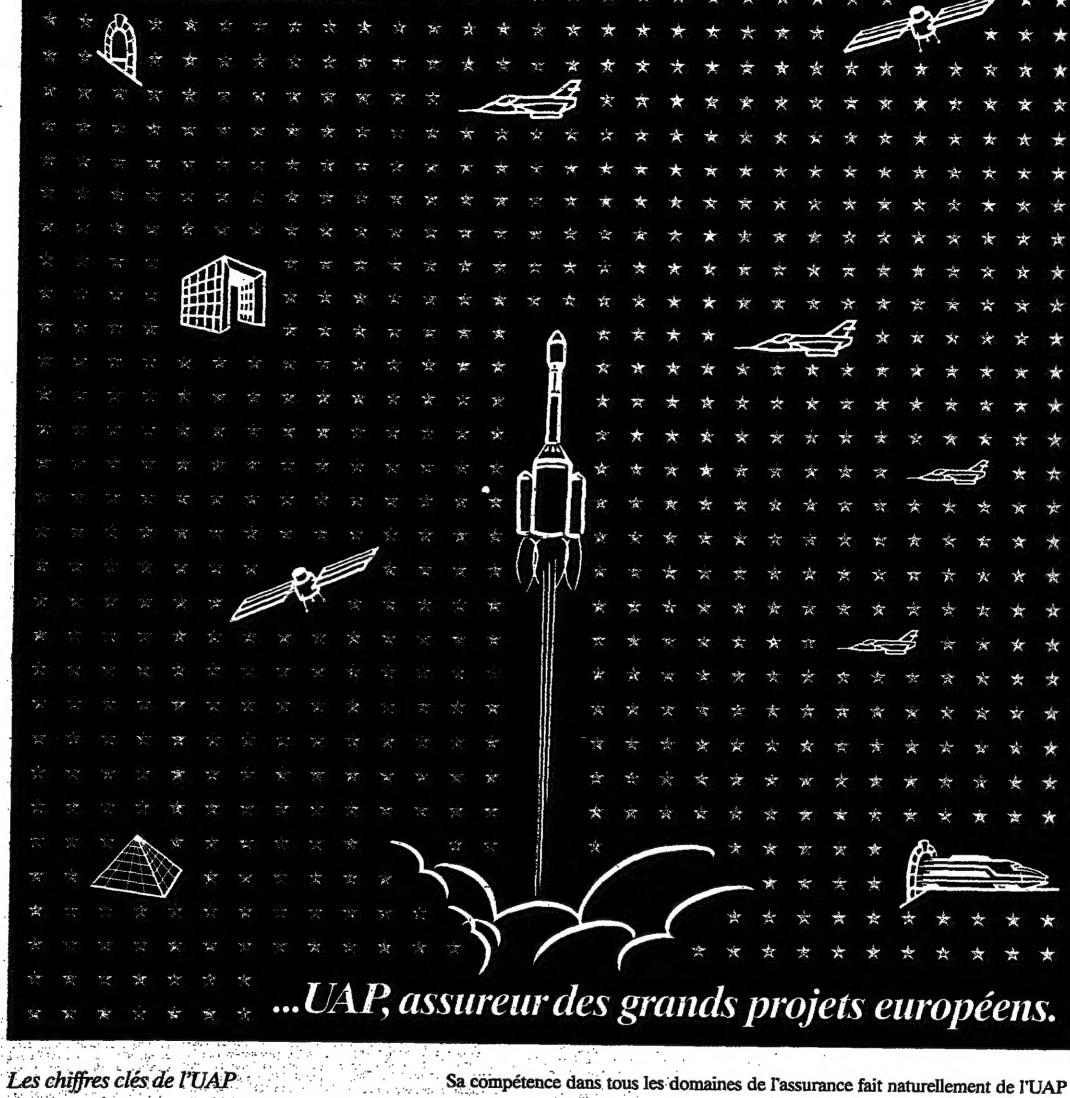






- 12 . EMP

com d'entrette .. le Frac.



Les chiffres clés de l'UAP

Données consolidées (en millions de francs)	1987	1988	1989(e)
Chiffre d'affaires	50.525	55.633	64.000
Résultat net (part du Groupe)	2.550	2.852	3.300 à 3.400
Résultat net par action (en francs)	37,95	42,44	49,1 à 50,6
Valeur des actifs gérés (e)	165.567	202.881	220.000
Cours de l'action (c) h' (en francs) b	437 188	350 205	726 315

l'assureur des grands projets européens.

La fusée Ariane, l'Arche de la Défense, le Tunnel sous la Manche, Eurodisneyland, l'avion Rafale ou encore les satellites de télécommunications, c'est le travail de milliers d'ingénieurs, de techniciens et d'entrepreneurs, ce sont aussi des matériels et des équipements de très haute technologie qui sont assurés par l'UAP. L'UAP est aujourd'hui, l'assureur européen de référence. Pour se donner les

moyens de poursuivre son développement national et international, l'UAP augmente son capital. Associezvous à cette opération.



ROUMANIE

Le président du tribunal qui a condamné les Ceausescu s'est donné la mort

Le président du tribunal militaire qui a condamné à mort les époux Ceausescu, le général Georgica Popa, s'est suicidé lors d'une période de « dépression psychique grave », a déclaré vendredi 2 mars à la presse le ministre roumain de la justice, M. Theofil Pop.

Le général Popa s'est tiré une balle dans la tête jeudi aprèsmidi dans son bureau du ministère de la justice, après avoir laissé une lettre à sa femme lui demandant pardon pour son geste, mais sans en expliquer les raisons, a précisé le ministre, qui ne croit pas à un motif lié à ses activités professionnelles. « Nous avons découvert qu'il avait déjà eu une dépres-sion liée à des problèmes fami-liaux il y a dix ans », a-t-il

Le général Pops, cinquante-sept ans, était président du tri-bunal militaire de Bucarest depuis 1987 et il avait « pro-noncé plusieurs fois la peine capitale » avant de juger les époux Ceausescu le 25 décem-bre dernier, a encore dit le ministre. Ce dernier a confirmé que la voix entendue sur les enregistrements, partiellement diffusés, du procès était bien celle du général.

Queiques heures après la révélation de ce suicide, vendredi 3 mars, le procès-verbal du jugement a été rendu public. ainsi que la composition compiète du tribunal, jusqu'alors e tenue secrète pour des rai-sons de sécurité ». Le vice-président était le colonel loan Nestor (promu quelques jours après général en même temps que le colonel Popa, président), les assesseurs populaires étaient le capitaine Corneliu Sorascu, le lieutenant-major Daniel Condrea et le lieutenant Ion Zamfir. Le mandant Dan Voinea, et le greffier l'adjudant-major Jan

Le jugement, qui porte le « numéro 1 » et la date du 25 décembre 1989, indique que le tribunal « s'est réuni en séance publique », dans la gar-nison de Tirgoviste (80 kilomètres au nord-ouest de Bucarest). Les inculpés étaient « assistés » par les avocats commis d'office Nicolae Teodorescu et Constantin Lucescu, du barreau de

Selon le procès-verbal, le procureur a fait valoir que les faits reprochés (génocide, détournement du pouvoir d'Etat, actes de subversion, etc.) e sont suf-

avoir besoin d'être prouvés ou démontrés » et permettent « de conclure que les accusés ont commis les faits reprochés ». Quant à Me Teodorescu, il « a affirmé que les actes et les prauves (...) sont incontestables et que les faits ont été commis dans leur totalité », concluant que si le tribunal prononçait la peine de mort demandée, « ce serait juste et correspondant à la gravité des faits commis ».

Un proces à Timisoara

A Timisoara, d'autre part, le procès de hauts responsables de la Securitate et de la milice s'est ouvert vendredi devant un tribunal militaire spécial chargé d'établir leur responsabilité dans la répression des manifes-tations de décembre. Accusés de « complicité de génocide », ces fidèles de Ceausescu ont fait tirer sur la foule, fait disparattre des cadavres et des documents compromettants, of procédé à des interrogatoires e brutaux » de prisonniers, selon le procureur, le colonel Vasile Cosma.

Parmi les accusés, le crâne rasé, tenue rayée de bagnard, le général de la Securitate Emil Macri, chef du contre-espionnage, fait aujourd'hui figure de principal accusé au côté de onze coloneis, après la mort (dont l'un par suicide) des généraux Constantin Nunta et Mihalea Velicu, directement chargés de la répression. La bilan de celle-ci, avancé vendredi par le président du tribunal, le colonel Cornel Badolu, est de 98 morts, 300 blessés et 23 disparus.

Le procès, qui devrait durer plus d'un mois, se déroule dans la salle des fêtes de la Maison de la jeunesse de Timisoara, gardée pour l'occasion par une dizaine de chars légers, une centaine de soldats et des tireurs postés sur les toits. Les quelque 500 places sont loin d'âtre toutes occupées, alors que nombreux sont ceux qui auraient souhaité pouvoir assister aux audiences.

L'accusation a insisté sur le rôle du général Macri et du colonet de la police Nicolae Chircoias dans la « vol » de 40 cadavres à la morgue de l'hôpital de Timisoara, afin de e faire disparatire les traces du génocide ». Ces cadavres ment dans un camion réfrigéré jusqu'au crématorium de Bucarest et les cendres ensuite dispersées dans un canal (AFP).

ASIE

Pékin proteste auprès de Paris contre un projet

de radio dissidente installée sur un bateau français

tère des affaires étrangères pour la

deuxième fois depuis le début de

l'année. Il s'y est vu notifier une

protestation contre l'intention

d'opposants chinois d'affrêter un

bateau qui, depuis la mer de Chine

méridionale, émettrait en direction

du continent, à l'occasion du pre-

La « Pravda » et les réformateurs radicaux

L'historien M. Youri Afanassiev qui est, avec M. Etsine, l'un des deux co-présidents du groupe inter-régional des députés, est un des piliers de cette tendance qui constitue, à cette date, la tentative la plus sérieuse de fédération de l'opposition réformatrice.

Pour l'instant, cette opposition agit à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti, mais c'est publiquement qu'elle affirme, dans le même qu'elle affirme, dans le même temps, son intention de jeter les bases d'une nouvelle organisation si elle n'arrivait pas à faire triompher ses thèses devant le Congrès, c'est-à-dire au début de l'été. En ce sens, ce n'est pas seulement une contribution aux débats internes du parti que vient de publier la Pravda. C'est aussi la première déclaration publique d'une force qui pourrait être, demain, à l'origine d'un des futurs nouveaux partis politiques d'Union soviétique. En présentant leur texte dans les En présentant leur texte dans les colonnes de l'organe du comité contral, les organisateurs de la
« plate-forme démocratique »
expliquent d'ailleurs qu'ils se
« distinguent radicalement » du
projet présenté par M. Gorbanchev,
car le parti ne doit plus être un « parti d'avant-garde » mais un « parti parlementaire » comme

D'un modèle à l'antre

Pour eux, la responsabilité essen-tielle de l'approfondissement de la crise « revient au parti diri-

HONGRIE

Le premier ministre révèle qu'un coup d'Etat a été fomenté en 1989

Le premier ministre hongrois M. Miklos Nemeth, a affirme, ven-dredi 2 mars au Parlement, que d'anciens hauts responsables du Parti communiste hongrois (PSOH) avaient projeté de renverser son gouvernement l'an dernier, avec l'appui de la Roumanie et de la Tchécoslovagaie.

M. Nemeth a déclaré au Parlement avoir reçu une lettre anonyme en novembre dernier l'informant que pour certains responsables régionaux du Parti un coup de force mulitaire était le seul moyen de porter un coup d'arrêt aux réformes. Selon cette lettre, dont les révélations, a-f-il dit, ont été authentifiées, des dirigeants du Parti et d'entreprises d'État voulaient déclencher des troubles sociaux en perturbant des troubles sociaux en perturbant l'alimentation en eau et en électri-cité dans tout le pays.

« Après cela, ils arrêterons les dirigeaus du gouvernement. Ils comp-tent sur l'aide militaire de la Rou-manie et de la Tchécoslovaquie manie et de la Tchècoslovaquie voisines », affumait la lettre. - (Reu-

geant, mais au parti en tant que tel atteint d'une « crise idéologique, atteint d'une « crise idéologique, politique, organisationnelle et

Il faut donc, estiment les opposi-Il faut donc, estiment les opposi-tionnels, « fondamentalement réviser » plusieurs « représenta-tions: dogmatiques » portant, notamment, sur la « mission histo-rique de la classe ouvrière », la « passibilité d'un pouvoir popu-laire sans pluralisme politique » et la « primauté des intérêts collectifs sur ceux de l'individu ». Dans le comming politique poursairements. comaine politique, poursuivent-ils, les racines du mal remontent à « l'établissement d'un système totalitaire de pouvoir dans (le) pays (et à) la transformation du PCUS en novau de ce système monopoli-sant la propriété, le pouvoir, l'idéo-

e II y a longtemps que (ce) PCUS n'est plus un parti politique, poursuivent-ils, (et) si certaines de ses couches progressistes ont lancé la Perestroïka, il ne peut pas (...) mener, dans son état actuel, les pro-

dence. Ces Soviétiques là représen-tent pourtant une minorité de gens, pretigieux, à l'influence cha-que jour plus grande, mais pen nombreux – quelques centaines de milliers de personnes, deux mil-lions an mayinne selon une lions an maximum, selon une récente estimation des Izvestia.

Là au contraire, c'est toute l'URSS qui à l'occasion de lire, noir sur blanc, des propos tout simplement inimaginables il y a encore très pen de temps. C'est d'un plaidoyer pour la démocratie parlementaire qu'il s'agit et en lui donnant sa caution, la *Pravda* lègé-

timise ce point de vue.

Nette depuis que M. Gorbatchev
a contraint l'appareil à accepter l'abandon du monopole politique du parti et le passage à un régime présidentiel, cette évolution a vir-tuellement des conséquences d'autant plus grandes que ces thèses sont maintenant développées, devant tout le pays, per des oppo-sitionnels. Contrairement à M. Gorbatchev, ils penvent, eux, s'exprimer explicitement et parce

rejoigvaent ainsi l'idée de plus en plus répandue selon laquelle, comme dans les pays d'Europe centrale, le prochain congrès du parti sera, en fait, son dernier. Car l'avantage de l'introduction de ce desil de tendance dans un marci droit de tendances dans un parti antrefois monolithique n'est pas seulement d'organiser ce qui se serait de toute manière imposé. Il est aussi de forcer les uns et les autres à formuler leurs idées et leurs propositions.

L'élection des délégués au congrès pourra ainsi se faire sur des bases claires. Compte pourra être réellement fait des forces respectives des conservateurs et des réformateurs. Des alliances s'impo-seront entre courants les plus proches – et notamment, entre M. Gorbatchev et son opposition radicale qui dit à haute voix ce qu'il mumme et fait sans le dire.

An bout du compte, la liberté fera apparaître qu'il y a au moias deux grands partis dans le Parti communiste soviétique et que la logique voudrait qu'ils se séparent pour jouer chacun leur carte.

« Notre société, écrivait cette semaine dans les Izvestia Mª Chevtsova, une historienne spécialisée dans les problèmes de l'Europe centrale, n'a pas, on du moins pas encore, une seule force d'opposition capable de devenir un facteur (politique) dominant. C'est pourquoi notre sort ultérieur dépend dans une très large mesure des processus à l'euvre au sein du PCUS (...). La création de deux partis permettralt, poursuivait-elle, partis permettralt, poursuivait-elle, de créer dans notre société ce système de contre-poids qui hi est si nècessaire (et ceia) sur la base du

En tout état de cause, conclusit M. Chevisora, « la délimitation (des courants) au sein du parti trouvers tôt ou tard son issue logique – au cours du congrès ou tout de suite après. Il est seulement

important que ce processus ne nous prenne pas au dépouvu s.

Dirigée comme les favestie par un proche de M. Gorbatchev, la Pravda vient d'y veiller.

BERNARD QUETTA

D URSS: M. Grigoriants empiché de se rendre en France. - Le dissident soviétique Sergueï Grigo-riants, journaliste indépendant, a été empêché par les autorités de son pays de venir en France pour participer, au début de la semaine, au colloque de l'UNESCO sur la presse dans les pays de l'Est. M. Grigoriants a indiqué que, après lui avoir laissé entendre qu'il pourrait partir, on a finalement refusé de lui remettre son passe-



cessus de restructuration à leur aboutissement logique ». Il faut en conséquence qu'il abandonne non seulement un monopole politique qui « conduit à sa dégradation et sa perte d'influence ». Mais aussi le principe de centralisme démocratique et celui, surtout, de la e partisation de toutes les fonc-

En une parase, l'objectif est de « passer d'un modèle de parti tota-litaire à un modèle démocratique de parti parlementaire agissant dans le cadre d'un système plura-liste ». Pour les lecteurs des mil-liers de journaux et bulletins d'opposition qui ont fleuri ces derniers mois, pour les habitués des réu-nions politiques informelles et pour ceux aussi des Soviétiques qui savent lire entre les lignes la plate-forme que M. Gorbatchev a fait adopter par le comité central, l'idée relève déjà presque de l'évi-

tain mais la question à l'ordre du convaincre, les animateurs de la

qu'ils sont des oppositionnels, ils

penvent faire croire à ce qu'ils disent – croire que la démocratie n'est plus seulement un rève loin-

convaincre, les animateurs de la « plate-forme » expliquent que ce passage à la démocratie doit se faire en deux étapes essentielles : la transformation, d'abord, du parti qui doit abandonner les pouvoirs qu'il a usurpés et opter pour la démocratie interne et la transfor-mation, ensuite, du paysage politi-que soviétique: L'éclatement

da PCUS

« Les courants et fractions appapartis politiques (...) », écrivent ensuite les oppositionnels qui

Un transfuge soviétique affirme que c'est bien le KGB qui a tenté d'assassiner le pape en 1981

depuis sa fuite d'URSS, un ancien haut responsable soviétique du KGB, M. Viktor Ivanovitch Cheimov, est apparu au grand jour, vendredi 2 mars, à Washington, fournissant notainment des détails sur la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II. organisée selon lui par le KGB.

M. Cheimov, dans une conférence de presse, a affirmé que c'était bien le KGB qui avait tenté d'assassiner le pape Jean-Paul E à Rome en mai 1981. Il a précisé en avoir été informé en 1979 alors qu'il se trouvait à Varsovis. Un ordre reçu de Moscou, a-1-il indiqué, demandait que l'on e obtienne le maximum d'informations sur les moyens de s'approcher physiquement du pape. » « Cela signifiait qu'ils voulsient l'assassiner », a-t-il

L'ordre recommendant l'utilisation de ressortissants étrangers impossibles à lier aux services d'esplonnage de l'URSS. L'exentrer dans les détails de la ten-

rence de presse il a généralement éludé les questions trop précises, évoquant la sécurité nationale des Etats-Unis.

M. Cheirnov a cependant mentionné d'autres tentatives d'assassinats, parlant notamment du danseur Rudolf Noureev, qui avait fui l'URSS lors d'une tournée à Paris en 1961. Un câble à ce sujet, dont il avait eut connaissance, envisageait la possibilité de faire briser les

jambes du danseur, a-t-il affirmé. Il a également parlé d'une tentative contre un autre transfuge du KGB, M. Youri Nosenko, réfu-gié aux Etats-Unis en 1964. M. Nosenko était censé mourir empoisonné par une minuscule aiguille plantée dans le siège de sa voiture. Pour des raisons qu'il a déclaré ignorer, la tentative avait échoué. Soulignant qu'il ne

agissait que de « rumeurs », M. Cheimov a ajouté qu'une autre tentative contre M. Nosenko devalt avoir lieu à Paris, et il a précisé que le meurtrier en puissance était un com-

Selon M. Cheimov, les églises orthodoxes à l'étranger sont également largement utilisées par le KGB, notamment en Israël, bien que dans ce cas l'infiltration soviétique au sein du Mossad (services secrets d'Israel) soit « très meuvaise », a poursuivi

Dans le cas de la France, e revanche. M. Cheimov a indiqué que les Soviétiques e n'avaient pas grande considération pour le système de codes » des services secrets français. Il a ajouté ne pas être au courant d'une infiltration spécifique de ces ser-

l'ancien agent soviétique.

M. Cheimov & d'autre-pert révélé que pendant la période où il travaillait encore pour le KGB, les Soviétiques disposaient de e deux sources de rense ments » au sein du département d'Etat et que ces « taupes » supposées fournissaient des renseiantements sur les orientations de la politique étrangère des Etats-

bassadeur de France à Pékin a été mier anniversaire du Printemps de convoqué samedi 3 mars au minis-

VIETNAM La mort du prince Buu Loc

Le prince Nguyen Phuoc Buu Loc est mort à Paris le 27 février dernier à l'âge de soixante-seize ans (le Monde du 3 mars).

Deux mois après l'abandon par

Paris du projet de vente de frégates

à Taiwan, on a reparlé de bateau

entre la France et la Chine. L'am-

Descendant de l'empereur Gia Long et cousin de Bao Dai, docteur en sciences économiques et politiques, il dirigea la délégation vietnamienne lors des négociations qui aboutirent aux accords du 9 mars 1949 par lesquels la France recon-naissait l'unité et l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union française. Bun Loc était haut-commissaire du Vietnam en France quand, en octobre 1953, le souverain vietnamien le rappela pour organiser un congrès de toutes les

tendances politiques du pays afin de faire face aux ambitions des frères

Bun Loc, qui avait réussi à modérer les ardeurs nationalistes des congressistes qui réclamaient l'indé-pendance totale, fut nommé chef du gouvernement en janvier 1954 en remplacement de Nguyen Van Tam. Nationaliste convaincu, il tenta de s'opposer à la partititon du Vietnam et négocia avec Paris les traités d'in-dépendance et d'association para-phès le 6 juin 1954, en pleine confé-rence de Genève. Dès son retour à Saigon, quelques jours plus tard, sa mission accomplie, Bao Dai le rem-plaça par Ngo Dinh Diem.

tive de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC, organiention de « criminels recherches par la police chinoise ») une « ingérence » française « ris quant d'affecter le processus d'amé-lioration des relations bilatérales »

M. Charles Malo avait recu en 1989 quinze protestations chinoises contre l'axile donné aux dissidents fuyant la répression. La sei-zième, mardi dernier, mettait en sarde la France contre une condamnation de la Chine à la des Nations unies. Entretemps, Paris avait levé, pour ne pas se couper de Pékin, certaines sanc-tions économiques à l'encontre du

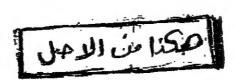
FRANCIS DERON

¡Ce bateau, la Déesse de la démo-cratie, doit commencer à émettre sur les endes chinoises à partir de la fin du mois d'avril. Ce projet est organisé poir la FDC en association organisé par la PDC en association avec Actuel et quinze Journaux da

> Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, peste 4330

CHAMPS Se Monde ÉCONOMIQUES



POLITIQUE

La préparation du congrès du PS

SEINE-MARITIME: le laboratoire du « socialisme scientifique » de M. Fabius

de notre envoyée spéciale

Le socialisme, en Seine-Maritime, est plutôt scientifique. Rien, sur les terres de Laurent Fabius. n'est laissé au basard. Le président de l'Assemblée nationale a beau affirmer que sa méthode rose du socialisme rénové reste « assez artisanale », le premier secrétaire de la fédération du parti reconnaît sans difficulté que, pour suivre, e il faut être fort en maths » :

A quinze jours du congrès de Rennes, on additionne plus que jamais dans la Seine-Maritime. Non pas les sept motions, dont personne ne se soucie plus qu'ail-leurs. Mais les mandats et les timbres sur les cartes d'adhérents. On recompte aussi les militants (4 200, 55 % de plus en deux ans), les membres de l'association des amis du PS (20. 000 personnes) et les députés socialistes du dépar-tement (dix sur douze). Mais cela, c'est par pure gourmandise.

Une question de maillage...

l'heure où les « éléphants » du parti se livrent à toutes sortes de calculs sur le nom du futur premier secrétaire, le prétendant Laurent Fabius peaufine la mathématique moderne qu'il appliquerait bien au parti « à une plus grande échelle ». La méthode, certes, a encore quelques « faiblesses ». La droite a gardé la majorité au conseil général et Jean Lecannet la ville de Rouen. Et, dans le parti, il reste quelque 30 % de non fabiusiens,

La methode porte un nom : le « maillage ». L'expression est du premier secrétaire fédéral, M. Alain Le Vern, car l'ancien plus jeune premier ministre de France

n'aime déjà pas les termes de un an après avoir été accesé par le « clan » on de « réseau ». M. Le premier secrétaire fédéral de cher-Vern, quarante-et-un ans, député, est un ancien directeur d'école. Il 2 . tous les chiffres en sète : la fédération est maintenant au huitième rang national. Le ratio du nombre de militants par rapport an nombre d'habitants est de un pour trois cents dans le département. Et de un pour-trente dans sa commune de Saint-Saëns, où pourtant il n'a pas « force » . · ·

Le maillage consiste à tricoter serré le socialisme rénové. Se fixer d'abord des objectifs : enlever une petite municipalité au PC qui décline, puis le canton. Gagner une mairie sur la droite - c'est plus rare. Trouver de bons candidats, de préférence déjà fabiusiens, ce qui évite d'avoir ensuite à les convertir. L'ex-plus jeune recteur de France, M. Christian Bècle, quarante-neul ans, agrégé de physi-que et directeur général au ministère de la recherche, est ainsi devenu maire de Canteleu, une commune de dix-huit mille habitants. Il a le préfet au téléphoné quand il le souhaite, là où son pré-décesseur attend encore de le rencontrer. Il y avait treize adhérents au PS lorsqu'il est arrivé fin 1986 :

ils sont maintenant 155 François Zimeray, le plus jenne maire d'une commune de plus de vingt-mille habitants, a été élu, lui, à Petit-Quevilly . Vingt-huit ans, avocat parisien dans une circonscription ouvrière : trente-sept militants au départ, deux cent dix aujourd'hui. Un libéral. Il reste sept chevènementistes dans sa section, dont Pierrot, un ancien de chez Renault, militant CGT, qui se souvient avoir fait la sortie des usines en 1978 avec un tout ienne parachuté nommé Fabius. Oui n'a plus mis les pieds au parti pendant

cher la « polémique » à 10ujours revenir sur le socialisme et la répablique. Et qui affirme, tout en regardant à droite et à gauche si personne ne l'écoute, qu'être parti-san de Cheyènement chez Fabius reste tout de même plus facile que u membre du PS à la CGT ». Gagner ensuite, de fil en aiguille,

le SIVOM de l'agglomeration rouennaise. Jean Lecanuet, paraît-ii, ne décolère pas d'avoir dû céder la présidence du syndicat à Laurent Fabius, qui pour ne pas s'être risqué lui-même à attaquer Rouen aux dernières municipales, contourne l'objectif. Le maire est d'autant moins content que les socialistes ont repris à leur compte son projet de métro léger. Et que le fabiusien installé aux commandes Yvon Robert, quarante-et-un ans. Rocard il y a encore six mbis, prò-pare un projet d'agglomération et un élargissement des multiples vocations du SIVO M.

Repecher enfin dans les filets quelques élus venus d'ailleurs Jean-Claude Bateux était député CERES jusqu'à ce que la propor-tionnelle l'élimine de l'Assemblée nationale. La fédération a financé la permanence qui l'a aidé à retrouver son siège en 1988. Il a été séduit par la motion Egalité. Gérard Le Tailleur, ancien responsable de la CFDT, maire de Petit-Couronne, était rocardien. Le pre-mier ministre reste son favori pour l'élection présidentielle mais comme il faut « prendre des loupes pour trouver les différences », il ne cache pas qu'il préfère Fabius quant à la « redynamisation du PS ». Sa section pense comme lui. Petit-Couronne se trouve dans la circonscription du député Fabius mais qu'on ne lui parle pas de « pressions ». Il ne s'agit que d'un « vote de cohérence » avec la Seine-

Le maire d'Elbeuf, René Youinou, exerce lui aussi dans la circonscription du président de l'As-semblée nationale. Il est même son suppleant. M. Youmon n'est pas rancunier . Mécanicien ajusteur mis à la retraîte anticipée par que courageuse de modernisation : entreprise par M. Fabius. Lui aussi a quitté Michel Rocard. Laurent Fabius a été l'instigateur d'une charte de développement économique pour la région d'Elbeuf. Il a favorisé l'importation dans « la ville aux cent cheminées » d'une structure d'accueil des personnes âgées concoctée dans les arcanes des ministères parisiens. Bref. « il nous aide à nous positionner sur un certain nombre de procédures »

Sections « albanaises »

force d'additionner, une maille après l'autre, on finit par arriver, au degré zéro du parti, à des sections « albanaises ». Qua-tre-vingt dix neuf mandats pour l'homme fort de la région. Un mandat, un seul, pour un quelcon-que premier ministre, premier secrétaire du parti ou président de l'assemblée (personne n'échappe à l'albanisation, c'est un prêté en Seine-Maritime pour un teadu dans les Landes). En Seine-Maritime, jeudi 10-mars, toutes les sections n'avaient pas encore voté mais la démocratie était sauve. A Blangy, une ou deux voix s'étaient portées sur M. Rocard : un signe de «pluralisme » indiscutable, aux yeux de M. Le Vern. Le PS, qui se faisait une religion de discuter jusqu'à l'aube pour une virgule, serait-il devenu un parti moutonnier? « Ici, comme dit François Zimeray, on est fabiusien par capil-laritè ». Tous les espoirs sont per-mis en ce qui concerne un conseiller municipal communiste de Canteleu « Fabiusien? Il le sera », promet M. Bècle.

Lorsqu'ils out été reintégrés, après quelques années d'exclusion pour cause de liste dissidente aux municipales, les rocardiens de Canteleu n'ont pas reconnu leur parti. « On n'avait jamais dépassé la trentaine. Ils sont plus de centcinquante ». Les rocardiens ont croisé-un certain nombre de personnes âgées, des gens « peu for-més mais fidèles », qui coafondent « réunion publique et réunion de section » et qui applaudissent le nom de Fabius « des qu'il est prononce ». Bref, une some de parti de masse. Avec des adhérents conviés ed abord à une visite de l'Hôtel de Lassay (gratuite, avec photo souvenir en compagnie du président -un car par semaine en moyenne). Puis recrutés quelque temps plus tard a l'occasion d'une « opération prise de carre.». Un parti avec tarif-couple comme à la SNCF.

scolaire, et Edith Noël, également rocardienne, ne sont pas des matheux. Ils se sont posés des questions. « Ils s'y prennent mieux que nous, avec notre morale ringarde. Ils sont plus rigoureux. Ils ne s'embarrassent ni de scrupules ni de préjugés. Fabius a au moins dix permanents. Rocard ne nous en n'a même pas donné un ». Le jour du vote dans la section - un samedi dans la journée, une hérésie au regard des habituelles nocturnes socialistes - Marcel Hodiesne a surpris un assesseur fabiusien oui vers la motion 5. Il en a conclu que les méthodes de surveillance « appliquées aux municipales avec les communistes » allaient devoir

Il reste quelques rocardiens, lques partisans de Socialisme et République et quelques poperé-nistes en Seine-Maritime même si personne n'a souhaité défendre la motion Jospin-Mauroy. Aucun ne contesse le leadership régional et le talent de Laurent Fabius pour régler les dossiers de mutations ou de permis de construire. Mais tous, plus on moins ouvertement, se plaignent de l'insariable appétit du petit personnel. Des « sbires » qui téléphonent aux indécis, qui prometient des places au conseil régio-nal. Ils font état de « pressions » sur un cadre d'une entreprise publique ou sur des élus. « Il ne faudra plus rien demander à

comme le disent les fabiusiens ! Pour le député rocardien Dominique Gambier, le président de l'Assemblée veut « un parti de suppor-teurs, tout le monde le doigt sur la couture du pantaion. Il y a une volonte d'adhérer à sa personne ». Réponse du premier secrétaire fédéral : « Gambier ? Si J'avais voulu, il n'aurait pas été élu. On aurait suscité une candidature contre lui »

Michel Bérégovoy, député pope-reniste, frère d'un ministre de l'économie signataire de la motion Fabius, est encore davantage en proje au désarroi. La bataille a fait rage entre les alliés majoritaires d'hier pour le contrôle de la section de Rouen. M. Bérégovoy n'a pas eu accès au fichier, traitement rocardiens. Il a dû se débrouiller pour envoyer lui-même aux militants des offres de service pour défendre la motion Poperen et senies quelques rares sections l'ont invité. « Personne n'est anti-Fabius. On demande seulement à Et, soupirant : « Ailleurs, d'autres font peut-être la même chose. Peut-être même mes amis ? Jean

Poperen ? » victoire pour organiser la provoy, avec 58 mandats, avait remmoment, on s'est apercu que les timbres correspondant aux man-Caru qui aimerait bien savoir qui a payé une année de parti à des milisemaines d'ancienneté. La me de

Paranola de minoritaires,

Une lutte fratricide, cette bataille de Rouen. La fédération ne cache pas qu'elle a besoin d'une chaine campagne des municipales. Poperenistes et fabiusiens avaient recruté dans l'ombre de nouveaux adhérents. In extremis, chacun a dévoilé ses cartes. Michel Bérégoporté la première manche (38 pour Fabius). Il y a eu des retourne-ments, des trahisons. Au dernier dats poperenistes n'avaient pas été commandés à temps à Paris par le trésorier de section popereniste. Oubli ? La commission nationale du contentieux a été saisie par le chef de file de l'ex-CERES, Noël tants n'ayant que quelques Solfërino, que plus rien ne semble choquer, même la miraculeuse multiplication des timbres en Seine Maritime, a demandé deux

Le laboratoire « artisanal » de M. Fabius en Seine -Maritime est, on le voit, une affaire hien gérée. Pour le président de l'Assemblée nationale, si la démocratie peut être améliorée « sur des points précis », ses services ne doivent pas hésiter à s'en préoccuper. Mais en fin de compte, « le juge de paix, c'est l'électeur ». M. Fabius vient régulièrement sur ses terres mais il n'y possède qu'un appartement au Grand-Quevilly, ville dont il est resté l'adjoint. Il a déjà chargé l'un de ses sabras d'aller évaluer du côté de l'Orne et de la Manche les possibilités de tricoter de nouvelles mailles. Fabius, comme dit l'un de ses admirateurs, c'est un grand professionnel: « quand il n'est pas là, il est quand même présent ». CORINE LESNES

Trois motions au coude à coude

distes. Chez les fabiusiens, qui esti-

ment avoir largement prouvé leur volonté de synthèse, et qui se

réjouissent de la bonne volonté

exprimée par M. Lionel Jospin en

faveur du pacte d'unité des mitter-randistes, on affirme toutefois ne

rien vouloir relancer avant les

assemblées de motion. Les protes-

tations de M. Jean Poperen, contre

tout « paraît boucle d'avance »

parce que « ceux qui se déchiraient à belles dents (...) se seraient déjà

mis d'accord », ne provoquent à l'hôtel de l'assay qu'une sibylline compassion : « Jean Poperen se

sert de tous les arguments dans le sprint final pour remonter un peu,

parce qu'il craint de faire moins de

Devant les militants de la fédéra-tion de Loire-Atlantique, M. Claude Evin, ministre rocar-dien de la solidarité, de la santé et

de la protection sociale, s'est pro-

poncé samedi, en faveur d'une

large synthèse, qu'il juge « possible et souhaitable pour l'image que les socialistes donnent d'eux-mêmes au

Mais cette synthèse politique doit, selon M. Evin, « se réaliser à Rennes. Pas ailleurs, pas avant. La

synthèse politique ne peut être la reconstitution d'un ancien courant

aujourd'hui disparu avant que le

débat n'ait pu aller jusqu'à son terme pour l'ensemble des autres

militants du parti. Il ne doit pas exister de militants à deux vitesses,

(...) avec ceux de première catégorie destinés à se rassembler entre eux

dans un premier temps, puis à faire

militants de deuxième catégorie, que l'on veut blen admettre dans une synthèse générale », a préveun

(1) Scales les fédérations des Yvelines et de l'Essoure ténaient leur consrès se

LIVRES POLITIQUES

VEC la perspective de la

A réunification des deux.

et la divisent, l'Allemagne

cle, et instable car elle a été

bouleversée après la première et

la seconde guerre mondiale par

des amputations de territoires et

Si la France se réfère volon-

tiers à son passé historique de vieille entité nationale, l'Allema-

gne est davantage portée à se

situer dans l'espace continental.

Cela l'a conduite aux errements

que l'on sait avec le nazisme. Ils

lui ont coûté très cher, sans

pour autant la guérir de son

angoisse « spatiale » : il suffit de

consulter une carte de l'Europe,

d'v. constater : l'emprise des

blocs militaires pour comprendre

que le territoire allemend reste

le champ de bataille désigné en

historiques se dessinent qui

nous renvoient à l'étude du ter-

rain. Aussi l'essai de Michel

Korinman sur la manière dont

les Allemands ont « pensé » leur

geographie tombe-t-il à point.

L'auteur a intitulé son ouvrage

Quand l'Allemagne pensait le monde et un sous-titre précise

Grandeur et décadence d'une

géopolitique. Dans sa préface,

Yves Lacoste rappelle le discré-

dit qui pesa sur ce terme de

proprement allemande et une composante de l'idéologie nazie.

La géopolitique a survécu à

l'anathème, ne serait-ce,

comme le souligne Yves

Lacoste, que perce qu'elle s'est

appliquée à d'autres théâtres

d'opérations où la géographie a eu à connaître de l'inextricable

imbrication des rapports de

forces politiques, militaires et

l'Allemagne est c'terre de géo-

graphes » - de « professeurs de

géographis », précise Yves

Lacoste — depuis le dix-buitème sècle. Kant a esseigné

la géographie et cette discipline

s'est enrichie des apports de

savants allemends (Büsching,

Michel Korinman dit que

stratégiques.

Cependant, des changements

cas de malheur....

Week-end studieux en perspective pour la France militante socia-liste qui se réunit, samedi 3 et dimanche 4 mars, en congrès fédé-raux dans l'ensemble des départements: à l'exception de Paris et de la région parisienne (1): Weck-end-tendo anssi, et le doigt sur la calcu-latrice, rue de Solfécino: boulevard Saint-Germain, ou à l'hôtel de Lassay où l'on devrait savoir, dimanche soir, combien chacun pese, ce qu'il vaut et éventuelle. ment, à quel prix il peut se négo-

D'ici là, on jange, on évalue, on soupèse au và des premiers résultats de vote parvenus. Chez les proches de M. Fabius, on revendique l'art du bon et juste calcul. Au cours d'une rencontre officieuse avec les journalistes, vendredi 2 mars, on livre les derniers chiffres officieux. « On vous avait annotes 27 % ». « Les trois grosses motions sout

« Les trois grosses motions sont au coude à coude, elles tiennent toutes dans un mouchoir de poché à explique un député fabiusien, qui se refuse toutefois à livrer son pronostic quant à l'apprété du tiere dans l'ordre. Les partisans de M. Fabius se diseint à raisonnablement optimistes » quant à l'issue du scrutin et espèrent obtenir la majorité absolue ou relative dans su des dix plos grosses fédérations. Au regard des premiers résultats, qui représentent environ sultats, qui représentent environ des militants et sept fédérations, les fabiusiens constatent tions, les fabinsiens constatent qu'ils sorient « plus fors là où ils étatent bien implantés et plus fai-bles là où ils étaient faiblement implantés ».

implantés ».

Des chiffres, me de Solferino, en ne souhaite pas trop en donner.

M. Daniel, Vaillant, secrétaire national, chargé des fédérations, appelle à la « prudence » dans l'interprétation, en raison d'une part de la « distorsion naturelle » entre de le « distorsion naturelle » entre les résultes en soir et le metralises en soir et le résulte de les résultes en soir et le production de la contre de les résultes en soir et le résulte de les résultes en soir et le les résultes en les seus et les les résultes en les seus et les les les les des des les des les des les des les des des les des les des les des les des les des les des d les résultais en voix et leur traduc-tion en mandats, et, d'autre part, des contentjeux en cours dans cer-taines fédérations comme l'Héranit et l'Aude. Certes, reconnaît il, ces éléments " ne jouent qu' à la marge », mais compte tenu du fai-ble écart que tous prévoient entre les trois grandes motions, rien ne saurait être négligé. Du bout des lèvres, M. Vaillant concède toute-fois que « 30 % serait un excellent résultat ». La prodence est ençore plus grande chez les nogardiens qui les résultats en voix et leur traducplus grande chez les meardiens qui prévenaient armablément les curieux qu'aucun commentaire n'était à attendre avant dimanche

Après les additions, les supputa-tions. Officiellement tonjours, il ne se passe tien entre les faitterran-

Premiers résultats

Les sept motions en présence sont la motion i (Mauroy, Mer-maz Jospin), la motion 2 (Pope-ren), la motion 3 (Rocard), la motion 4 (Mélenchon-Dray), la motion 5 (Fabius), la motion 6 (Lienemann) et la motion 7 (Che-

• RHONE
Vileurbanne (ancien fief de Charles Hernu): motion 1: 71.4%; motion 5: 13.9%; motion 7: 6.4%; motion 3: 4.6%; motion 2: 2.7% Les motions 4 et 6 ont

Meyzieu (dont le maire est M. Jean Poperen): motion 2: 94.2 %: motion 3: 2.8 % motion 1: 1.4 %. Les autres motions ent obtenu moins de 1 % des voix. Been (dont le maire est M. Jean-Jack Queyranne): motion 1: 39.2 %: motion 2: 31.7 %: motion 3: 19.2 %: motion 4: 5 %: motion 5: 5 %. Les motions 6 et 7 n ont obtenu aucune voix. Saint-Fons (don't le maire est le senateur Franck Serusclat) : motion 1 : 87,5 % : motion 3 : 9,4 % : motions 5 : 3,1 % Les autres motions n'ont obtenu aucune voix.

Décines : motion 2 : 53 % motion 1 : 41 % motion 3 : 3.7 % motion 5 : 2.3 % Les autres motions n'ont obtenu aucine voix

autres motions n'ont octent aucune voix.

Selon des pointages effectués le 2 mars sur l'ensemble du Rhône, la morion Mauroy-Mermaz-Jospin était donnée largement en tête, avec 41 % des voix, suivie de celle de MM. Rocard (24 %). Poperen (19 %). Fabius (8 %). Chevene-ment (5 %).

• VENDEE 28 mandats Motion l' 27,4 %; Motion 4: 25,6 %: Les motions 5 et 3 arrivent à égalité avec 22,4 %. La Nouvelle école socialiste a créé la surprise dans certe fédération enarrivant en deuxième position devant les fabiusiens et les rocar-diens.

• EURE
29 mandats. Motion 5:65%;
motion 3:16,7%; motion 4:6,4%; motion 1:4,6%. TERRITOIRE DE BELFORT
37 mandats. Motion 7: 71 %;
motion 1: 12,75 %; motion 5:
11.85 %; motion 3: 2 %.

• LANDES 97 mandats. Motion 1 : 65 %; motion 2 : 17.95 %; motion 3.: 11.8 %; motion 5 : 2.5 %.

La géographie dans l'Histoire

s'apprête à renouer avec sa géo-graphie. Une: géographie récente, puisque t'unité ailé-mande n'a guère plus d'un siè-Humboldt, Ritter et, plus directement liés à la géographie poli-tique et la géopolitique, Ratzel et Haushofer) ; elle s'est surtout apouvée sur un enseignement scolaire et universitaire largement diffusé en Prusse au début. du dor-neuvième siècle. A ce titre, la géographie a contribué idéologiquement à l'unification nationale et, après le redécou-page des frontières imposé par le traité de Versailles, elle a eritretenu et étayé la revendication pangermaniste.

Michel Korinman n'a pas publié un gros, et savaint volume pour nous conforter dans de vagues idées générales. Au contraire, son étude vise à nuancer, à situer avec précision, à éclairer les différents moments de cette relation, tantôt étroits, tantôt distante, entre la géographie, comme science, et la politique allemande. Ainsi constate t-il que les orientations nationalistes de l'œuvre de Friedrich Ratzel n'ont guère influencé à l'époque l'impérialisme allemand. Si influence il y a eu, elle fut de nature idéologique et plus tardive. Elle sera à son apogée après la première guerre mondiele, lorsque se développera le débet provoqué, or, que les en Allemagne après la première querre mondiale, perçu ensuita comme s'il désignait une science notamment, chez les géographes par l'amputation du Reich fun septième du territoire et un dicième de la population).

L'auteur analyse en détail le changement progressif qui s'opère par la suite avec, en particulier, la publication de la Revue de géopolitique et les thèses du général et géographe Karl Haushofer. Il le décrit en le replaçant dans l'environnement politique et diplometique de l'époque: à la complexité du décor correspond un foisonnement d'idées dans le milieu des géographes.

De ce tableau très riche, très fouillé, deux impressions ressortent. La première est produite par l'évocation des manœuvres diplomatiques dans lesquelles baignaient les esprits allemands: l'Aliemagne se cher-

chait et restait introuvable. S'il y a une Eucope à fuir absolument, c'est bien celle là : cette Europe du dépeçage, de l'hypocrisie et du malaise !

ANDRÉ LAURENS

La seconde impression est celle qu'inspire la dérive intellectuelle qui peut s'opérer sous l'attrait et - bientôt - la pression d'une idéologie totalitaire. On en a plusieurs exemples. En l'espèce, Michel Korinman expose de manière implacable cette déviation de l'esprit qui a pris un tour tragique dans la famille Haushofer et qui a panu général, parce que, dans sa conception allemande, elle s'était compromise avec le nazisme et que, peut-être, elle avait plus cherché à « penser » le monde qu'à le comprendre.

 Si, d'una manière plus théorique, on s'intéresse aux facteurs qui font agir les Etats, on se reportera au manuel de politique internationale que publie Philippe Moreau Defarges. Le jeu des relations internationales s'organise, explique l'auteur. autour de trois motivations de base : la survie, la puissance et l'identité. A partir de là et d'exémples pris dans l'histoire contemporaine et l'actualité, Philippe Moreau Defarges étudie l'environnement des Etats, les composantes de leurs politiques extérieures, les moyens de leur action et l'organisation actuelle du système international.

S'agissant de l'Allemagne et de son leader politique actuel, Helmut Kohl - dont on pressent qu'il n'a pes l'intention de jouer un rôle effacé dans la période historique à laquelle il est confronté, - il est possible de s'informer à la source. En effet, Joseph Rovan présente une sélection des discours et une biographie du chancelier qui éclairent la personnalité de ce dingeant. au moment où il engage une partie allant bien au-delà de sa simple reconduction aux élections fédérales de décembre 1990.

Duand l'Allemagne pensait le monde, de Michel Korinman, Fayard. 413 pages. 170 fraces: la Politique inter-nationale, de Philippe Moreau Defarges, Hachette, Defarges, Hachette, 380 pages, 130 france; l'Europe est notre destin, de Helmut Kohl, présentation de Joseph Rovan, Editions de Fal-lois, 361 pages, 140 francs.

THE R. DWINS IN RES Indianes & France IS the dispersion states THE REAL PROPERTY OF THE THE SEASON OF LAKE SPICES specification of the state of the state of PROPERTY OF THE PARTY OF

Short standar of the State

A de fresh and to de la fer for the

Soil of the State of the

L'Mertion Je: Acres a

Separate Sep

the state of the s

Constant for a factor of the f

Manage forth a service is there in

September of the second second

a Municipal Contract Contract Con-

Mertine Gans fer seine

Rivillate den in proticues

tion bills to lat "or Att D

Company of the Control of the Contro

Alle fil fa l'enter de mat

the state of the s

The same to the far the

Entribles e la scattinge

Milderaufer an tein an be

MANUAL TO A PARTY

Bright (Metal's At County

white the same of the same of the

tak momentum all in apprendie

ment be be in selmen!

the same of the same

Substitutes of the State of the

Proper dans in year or the

MANUFACTURE STREET BE

que c'est bien

pape en 1981

M WITH REAL PARTY AND AND REAL PROPERTY AND ADMINISTRATION FOR PARTY AND A with the factor and

MET WAS IN A PARISON AND

who do it instante

ME HOLDED GETT

and asime par or large mea

the partie of the partie of

AMERICA TO STATE OF AS DEPT.

HOME CANT. ALE . I S AND ON A

ME WANTED HER! YETE,

Manual of the state of the stat

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

E POR THE PERSON S POSSES Manual Manual Riversia Chart in the ite is a spirit of Mangagine M Claring a 1556 Que 100 Severden all a send Service Constitute State State of me de codes e de se ----military places beauty do not be con in

to Charles a come of special distribution of the special S WESTERN METALS THE METALS Indiana Captain # Mount saver on the same ME & St. Mar. J. Market 47-W W. Can | 40 1 | 10.00 | 10.00 Samuel State State . See . Madest are less to the Sales here is THE MANAGEMENT OF THE PART OF

CHAMPS CONOMICUES

La polémique sur l'informatisation des «données sensibles»

Le monde politique est divisé et plusieurs associations ont décidé d'introduire des recours devant le Conseil d'Etat

Après le tollé suscité par la publication au Journal officie de deux décrets autorisant la police et la justice à stocker des nance politique, origine raciale, opinions philosophique ou reliieuse (le Monde du 3 mars) la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a annoncé qu'elle réunirait, lundi 5 mars à 15 heures, une conférence de presse au siège de la commission de

D'ores et déjà, la CNIL, qui a approuvé ces décrets, explique qu'elle a agi dans un souci de transparence et a voulu introduire, pour la première fois, des garanties dans la constitution de fichiers restés jusqu'à présent dans l'ombre. Il ne s'agit, en aucune façon, pour la CNIL, de mettre en place un fichage systématique de la population.

Si le monde politique est divisé sur la question, les organisations syndicales, les mouvements de défense des droits de l'homme protestent avec vigueur et certains ont décidé d'introduire des recours devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation de textes jugés contraíres aux fibertés.

Les arguments de la CNIL

Dans la texte qu'elle a adressé au Monde, la CNIL expose la démarche qu'elle a doptée dans l'examen des siers présentés soit par les autorités de police, soit par les juridictions.

En ce qui concerne les fichiers de police, la CNIL a ncité le gouvernement à jouer er transparence : ainsi a-t-elle écarté l'application de l'arti-cle 20 de la loi du 6 janvier 1978 pour le fichier des renseignaments généraux et le fichier central du terrorisme. Cet artine pas publier les actes régle-mentaires créant certains traitsments intéressant la súreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique. Dans ce dernier cas, la tion au Journal official de la liste des décrets créant ces fichiers. Tel a étá la cas pour las fichiers de la DST, de la DGSE et de la DPSD (1), pour lesquels un décret du 7 mars 1986, publié au Journal officiel du 8 mars suivant, s'est borné à énumére ces trois fichiers sans plus ample précision sur les per-sonnes concernées, ni sur les informations mises en mémoire, ni sur les conditions d'accès ou de conservation. Cette application de la loi, à l'époque, n'a oas été relevé

Pour les fichiers des renseignements généraux et du tarro-risme, la CNIL n'a pas voulu jouer da cette facilité. Elle a té que toutes les caractéristiques du traitement mis en cauvre soient portées à la sance du public. Elle aveit d'ailleurs auperavant, dès 1981, rejeté la demande du gouvernement de prendre un décret unique pour une tren-tsine de fichiers gérés par le ministère de l'intérieur ou le

A l'occasion de l'exemen des me, elle a apporté des restrictions sur un certain nombre de points : les critères d'inscription sur les deux fichiers ont été précisés de manière que les inscrip-tions des personnes ne scient pes étrangères à la mission du-fichier et que les informations alors consignées scient perti-nentes su reside la finalité pourquisde à ainsi a-t-elle poursuivie : ainsi a-t-elle demandé que ne puissent figurer sur ces fichiers que les perpersonnes entretenant ou avant entratenu des relations directes elle a précisé que les informations sensibles de l'article 31 ne pourraient être des clafs d'entrée dans le fichier; elle a limité l'accès de ces fichiers des fonctionnaires habilités à l'interroger, l'habilitation étant personnelle, temporaire at révocable; elle a enfin prévu une mise à jour de ces fichiers ainsi que des dossiers manuels auxprocédure contrôlée par elle.

Juridictions et procédures

Cette procédure a été effectivement mise en place; elle a déjà fonctionné plusieurs fois et à conduit à des suppressions d'informations ou à des destructions de dossiers papier. Pour ces fichiers, la somme des personnes qui y sont inscrites est très inférieure à 1 p 1 000

if n'est donc pas question d'un fichage systématique des personnes vivant en France. Au surplus, des informations « senpas sur chaque fiche. Ces fichiers ne permettent pas de politiques, syndicaux. Au contraire, le travait mené avec le ministère de l'intérieur a applications et a constitué donc

Quant aux juridictions, calles ci ont eu recours à l'infor-matique dépuis une dizante d'années, pour assurer, par exemple, le suivi des procédures, l'édition des actes de procédure, le contrôle des

arriver que, en raison de la nature des litiges, des informa-tions relevant de l'article 31 soient alors mentionnées (actions en differention, contesdiceux, au droit d'asie...). A ces taires, les magistrats et les greffiers. La CNIL veille, per ses

cédure ne peuvent pas davan-tage servir de base à un cibiage racial ou politique des Français.

Après avoir posé le principe du recueil de l'accord exprès des intéressés avant le mise en une procédure de dérogation par décret en Conseil d'Etat pour des « motifs d'intérêt public ». La sécurité publique et le service de la justice, pour les-quels ces ficitiers sont des outils, relèvent de l'intérêt

dénué de fondement. Contraire-ment à ce qui a pu se dire ici ou ion n'a pes donné un feu vert au fichage des Francais. Les décrets, qui ont sou-levé tant d'émotion, ont été au contraire pris à la fois pour don-ner un cadre à un contrôle aire de certains fichiers et pour informer le public, de manière qu'il pusse faire valoir ses droits en saisissant le Comdérives qui pourraient l'inquié-ter. Le CNIL ne peut, en effet, faire respecter à elle aeule la loi du 6 janvier 1978 ; le citoyen

> LOUISE CADOLIX vice président délégue de la Commission nationale

(1) Direction de protection et de la sécurité de la défense (ex-sécurité militaire).

Renseignements généranx suffisent-ils à rassurer ? Co n'est pas sûr. Et c'est sans doute l'angle d'attaque le plus solide contre l'informatisation des données sensibles.

droit d'accès du particulier n'est pas un droit facile à exercer, Le contrôle réel et efficace de l'organisme créé à cet effet, celui plus aisé du citoyen pour ce qui le concerne sont les conditions de la transparence que souhaite la CNIL. Cela passe par une volonté politique.

Si ceux qui craignent la mise en coupe réglée d'une population emière, si ceux qui critiquent les nouvelles dispositions avec une hâte excessive, sans prendre le soin de lire les textes, passionnent à tort un débat qui aurait di demeurer screin, il reste que l'on ne peut se satisfaire, dans un domaine où fantasme et réalité se côtoient d'aussi près, d'explications à mi-voix.

L'informatique mai nécessaire? Encore faut-il faire admettre en quoi il est nécessaire et comment on a pris les précautions de faire d'un mai un bien, au bénéfice de tous.

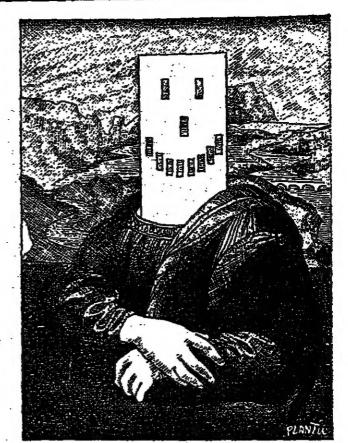
AGATHE LOGEART

tiné à la justice. Y auroit-il des

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris : « Je n'arrive pas à imaginer comment le gouvernement a pu laisser passer un texte qui me parats profondément et réellement dangereux et qui est contraire au principe de non discri-

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Je ne vois aucun inconvênient à ce qu'une fiche de police me concer-

M. Claude Lefort, membre du comité central du PCF : « Le décret du premier ministre, Michel Rocard, constitue une atteinte extrêmement grave aux libertés individuelles et aux droits de l'homme. Il est particulièrement dangereux pour la démocratie (...) absolument contraire à la Con tution, notamment à la liberté privée. Ce décret à été pris à la sauvette, hors de tout débat au Parlement, lequel est pourtant le seul et unique compétent en matière de libertes individuelles (...). Ensemble, il faut obtenir la



Le monde politique divisé

M= Simone Veil, ancienne pré-sidente de l'Assemblée euroécone : « Je suis absolument atupéfuite que de telles indications puissent être portées sur des imprimés administratifs, et encore unprimes unministratifs, et encore plus que ces données puissent être informatisées. On image l'usage qui curait pu être fait de tels fichiers sous l'Occupation. (...) Il s'agit d'une démurche de caractère raciste qui porte atteinte aux droits de la personne. On pourrait aussi supposer que soient aussi fichés certains handicaps phy-siques. C'est inadmissible.

M. Charles Pasqua, aucien ministre de l'Intérieur, président du groupe RPR du Sénat : « Il faut remonter à Vichy pour retrouver des précédents. Le gouvernement ne peut pas vouloir une chose et son contraire : d'une part, défendre les Droits de l'Homme (il y a sm secrétariat d'Etat pour cela) et, d'autre part, accepter la mise en fiche d'une partie de la population. Si on ne peut pas soupçonner MM. Rocard ou Arpaillange de vouloir utiliser un tel fichier abustrement, on ne sait pas entre les mains de qui il sera demain. On pourra dresser les listes des mans, puis des protestants, des catholiques pratiquants, des juifs. On débouche sur un système absolument délirant. La lutte contre le terrorisme n'a rien à voir avec le caractère ethnique ou les

phiques des gens. » M. Yves Galland, président du Parti radical : - Ce texte est able au plan des liberiés. S'il avait été proposé par le gou-vernement de Jacques Chirac, l'actuelle majorité auraît parlé de réminiscence fasciste et le prési-dent de la République aurait, comme à son habitude, émis des réserves morales fondamentales. Améliorer la sécurité est une priorité nationale. Pour le faire, il y a d'autres moyens que de ficher les Français en fonction de leurs origines ethnique, religieuse ou poli-

ions religieuses ou pi

M. Jean-Jack Queyranne, porteparole du PS : « Le parti socialiste est vivement inquiet et a demandé aux ministres concernés des explications sur l'esprit de leur démarche: Un tel système de fichage généralisé ne peut exister dans un état de droit. Tous ceux qui sont attachés aux libertés individuelles et au respect de l'état de droit expriment leurs inquéétudes. M. Claude Chevsson, ancien

deux décrets il est maintenant autorisé d'enregistrer la race et la religion et l'appartenance poli-tique d'un grand nombre de Fran-çais. Cela évoque des souvenirs redoutables. Je voudrais savoir la finalité. On nous dit que c'est desraces aggravantes, des opinions politiques atténuantes? Que reste-s-il de l'inspiration socialiste dans un gouvernement qui systématise la distinction entre les religions et les races et qui formalise la discri-

STATE WAY

A

15 THE 18

Con Sec.

Robert Pandraud, ancien m tre RPR de la sécurité : « M. Joxe sait bien qu'il ne peut y avoir de bonne police sans fichiers comme il n'y en a pas sans informateurs. commission informatique et libertés att donné à la police et aux services de sécurité les moyens de rable à tout ce qui permet une légalisation de ces fichiers qui ont toujours existé. C'est une mesure de réalisme et d'efficacité. L'informatisation des fichiers est d'autant plus indispensable que les états voisins et amis tori, eux aussi, sur informatique et que la iutte contre la grande criminalité et le terrorisme passe par l'échange de fickes infor-

matiques ». nant porte que je suis d'origine bretonne, catholique et de droite.

seule mesure possible et néces-saire: l'annulation de ce décret, »

Fantasmes et libertés

Suite de la première page

Cela ne choque pas grand monde quand il s'agit de surveilier telle on telle mouvance terroriste mais qui exagèrent' - au même titre que les écoutes téléphoniques - quand elles tou-chent à la vie privée, aux opinions aussi personnelles que secrètes consignées avec une exactitude à géométrie variable. faut-il laisser les choses en l'état et priver le myape de ses

Le gouvernement, la Commiset des libertés (CNIL) en ont jugé autrement. Pour la justice, la question est relativement simple. Dès lors qu'a été admis le principe de l'informatisation des juridictions – qui est autant dans la logique du temps que celle des banques, des cabinets d'avocats ou... des journaux - il paraît évident qu'au premier stade même de la déclaration d'état civil, des données qualifiées de «sensibles» par le jargon informatique sont stockées.

Lorsque la procédure avance, e juge d'instruction ne pourra éviter de s'interroger et d'interroger, par exemple, la victime d'un attentat sur ses opinions, sa race, sa profession, qui ont pu faire d'elle une cible. Retrouve-t-on l'anteur, les mêmes questions seront posées. Et ces données-là aussi seront recueillies. La loi de 1978 sur l'informatique et les libertés vise à protéger les indi-vidus contre les risques que l'informatisation leur fait courir : transparence lors du stockage, accès aux informations les concernant, apurement des données erronées, des faits amnis-

nées « sensibles », la loi s'est voulue tatillonne et a multiplié

les verrous. Ces verrous mannuer d'informatiser les juridictions sans cadre légal - donc sans contrôle et sans recours aurait été illégal. C'est le sons du premier décret paru au Journal officiel du 4 février.

Un contexte émotionnel

Les organisations qui ont réuni, vendredi 2 mars, une conférence de presse au siège de sion nationale de l'informatique SOS-Racisme ne s'y sont pas trompées. Leur émotion, en réalité, a été beaucoup plus vive en ce qui concerne le fichier des renseignements généraux, qui fait l'objet du décret para au Journal officiel du 1= mars.

SOS-Racisme, a expliqué son avocat, Me Dominique Tricaud, entend déposer un recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre ces deux décrets jugés « un petit peu scélérats ». Le MRAP et la LICRA adoptent la même démarche. Hariem Désir, le président de SOS-Racisme, qui ne veut pas « faire preuve de suspicion à l'égard des gens quâ ont mis au point des décrets », estime qu'ils n'offrent pas de garanties suffisantes contre ceux qui voudraient s'en servir dans des buts attentatoires aux libertés. Quels que soient les avantages prétendus, il y a là trop de danger pour la démocratie ». Le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, la Ligue des droits de l'homme se sont exprimés dans le même sens, n'hésitant pas à expliquer qu'ils craignent un fichage général de la population.

Les tentatives de justification du ministère de l'intérieur, où l'on estime que le contrôle de ce

qui, jusq'ici, était incontrôlé est en progrès, les dénégations de la CNIL, pas plus que les explications techniques ne leur apportent pas d'apaisement dans ce contexte très « émotionnel ». La de l'homme, On vous fiche, ne vous en fichez pas, publiée... en 1982, remportait, à la conférence de presse, un franc succès.

Car les craintes liées à l'informatique et aux dangers qu'elle peut faire peser sur les libertés sont anciennes, « Le danger n'est pas l'informatique, mais l'usage qu'on en fait », expliquait Me Jean Martin pour la Ligne des droits de l'Homme. Comment, estime cet avocat, accepter que la justice et la police fichent les personnes morales, syndicats on partis politiques? La fiche cartonnée, manuelle est d'un usage moins commode que le fichier informatique. Quelles précautions a-t-on prises contre l'interconnexion des fichiers, on pour vérifier leur apurement? On sait bien que contrairement à la loi, des condamnations pourtant annistiées continuent, plus longtemps que de raison, à figurer sur les casiers judiciaires que l'on ressort à l'audience à des inculpés incapables de protester parce qu'ils ne connaissent pas la loi.

Liberticide

ou candide Contrairement à certains qui, emportés par un fantasme commode, s'en prennent à la CNIL – organisme qui aurait failli à sa mission et, de protecteur des libertés se serait transformé en liberticide - d'autres, plus finement, s'interrogent sur le moyens de la CNIL. Si ses intentions ne sont pas perverses, ne fait-elle pas preuve de candeur en estimant qu'elle peut contrôler les décisions qu'elle concourt à faire quents - déjà effectués : à l'improviste - dans le fichier des

Les 440 000 références des RG

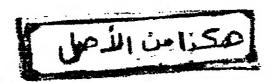
Le décret publié su Journal RG à conserver en leurs fichiers des données à sensibles » sur des secteurs de la popul définis de manière tout à fait extensive. Les personnes suscaptibles de « porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique » sont visées en premier ainsi que les citoyens syant entretenu des relations rec elles. Vierment ensuite les personnes « exercent une

influence sur les situations poli-tique, économique ou sociale ». Pour ficher ces demières per-sonnes, il suffire que les RG estiment que des informations à leur sujet puissent « dormer aux ntants du gouvernement les moyens d'apprécier ces situations, de prévoir leur évolution et de prévenir les troubles à l'ordre public ».

La collecte des informations d'ordre politique, social et économique correspond aux mis-sions conflées par le législateur aux RG (ordonnance du 16 novembre 1944, modifiée per le décret du 17 novembre 1951 et du 14 mars 1967). Ces textes chargent les RG de la recherche et de la centralisation d'informations d'ordre poli-

tique, social et économique aires à l'information du gouvernement. Autent de missions qui ont permis aux RG de consituer plusieurs types de

Seion la CNIL, le fichier automatisé des individus contient ainsi 440 000 références (370 000 fiches sur des personnes jugées importantes sur un plan politique ; 70 000 références relatives au fichier cen-trel du terrorisme). En outre, le ier manuel constitué par les RG sur les individus et les associations comprend quelque 600 000 fiches.



SOCIÉTÉ

nde politique divis

Butte :

2000

af mager a c

Silver of

Selection in the selection of

Participant of

45 500 ...

7.7

SEPT AT 1

No. 10 10

Region of the Control

المستعدد مها

magnetic to the

Security Programmes

De Carlotte de Land

-magain + S.A. All min no

Acres 3.27 Sindham . Same STATE OF THE STATE TWEE .

gramme w nagogie i na na i Cognador ma But the second god pur la final tr

Menacant de reprendre ses poursuites

au nord de Nice.

Bruxelles accuse Rome de ne pas lutter contre la pollution du Pô

· Le gouvernement italien s'était engagé auprès de la Commission des Communautés européennes à réduire les concentrations des pesticides qui polluent les eaux du Pô. Il n'a pas dépensé une lire pour tenir cet engagement. La Commission a été roulée. C'est en ces termes sévères que le commissaire européen à l'environnement de la CEE, M. Carlo Ripa, a exprimé le mécontentement de Bruxelles à l'égard de l'Italie, dans une interview à l'agence Reuter.

« Les populations croient boire de l'eau potable, a-t-il pourszivi, alors qu'elles continuent à consommer un liquide dont le niveau de poliution avait été jugé inacceptable il y a dix-huit mois. »

La CEE annonce son intention de reprendre les poursuites qu'elle avait engagées contre Rome et qui avaient été suspendues à la suite des promesses italiennes de combattre la poliution du Pô.

JUSTICE

Jugé coupable d'inceste

Jean-Paul Bonnemazou

est condamné

à quatorze ans

de réclusion criminelle

par la cour d'assises

du Gers

Accusé d'inceste par sa fille

Rachel, vingt-quatre ans (te

Monde des 2 et 3 mars), Jean-Paul

Bonnemazou, quarante deux ans, a été condamné, vendredi 2 mars à

Auch, à quatorze ans de réclusion

criminelle par la cour d'assises du

Gers. L'avocat général avait requis une peine de vingt ans.

La cours du Gers a finalement

été plus sévère que celle des Hautes-Pyrénées en 1988, où

l'accusé, qui a toujours clamé son innocence se disant « victime d'un

complot », avait été condamné à

buit aus de prison. Les jurés d'Auch ont toutefois reconnu des

circonstances atténuantes à

Jean-Paul Bonnemazou a per-

sisté à l'énoncé du verdict dans ce

que l'avocat général avait qualifié de « délire bonnemazien », huriant avant d'être évacué par les gen-darmes : « Je jure sur la tête de Dieu que je suis innocent. »

Nous voulions que l'on sache la possibilité, pour les victimes de

viols incestueux, de voir leurs

droits reconnus », a expliqué le défenseur de Rachel. Un sentiment

partagé par Martine Brousse,

la présidente de l'association

« Enfance et partage », — qui s'était portée partie civile — : « Ce qui compte c'est que la parole de l'enfant soit reconnue. »

ENVIRONNEMENT

Incendies de forêt

Le feu a ravagé

1 500 hectares

près de Nice

Près de 1 500 hectares de forêts

ou de broussailles out été ravagés par le feu ces derniers jours dans

es Alpes-Maritimes, où, vendredi

2 mars dans l'après-midi, tous les foyers avaient été maîtrisés par les

quelque cinq cents pompiers pré-sents dans le département. L'incen-

die le plus important a ravagé

800 hectares, dont 300 de résineux,

à Roquebillière, à 50 kilomètres au

M. Pierre Joxe, ministre de

l'intérieur, s'est rendu sur place,

vendredi en fin de matinée, pour

faire le point avec les services de

secours. Il a insisté sur la préven-

tion, - élément-clé de la lutte

contre les incendies », et s'est iéli-

cité que le feu n'ait fait aucune vic-

time. Il a aussi rappelé l'impor-tance de la répression, en

déclarant : « Il faut que la justice sévisse et que les criminels soient identifiés ». Un cantonnier de

vingt-trois ans a été arrêté. Soup-conné depuis plusieurs mois d'être à l'origine de plusieurs feux de

forêt, il a avoué être à l'origine

d'un incendie qui a ravagé 40 hec-

tares de bronssailles à Lantosque,

nord de Nice.

Quelles priorités ?

par Frédéric Nguyen

Alors que le premier ministre annoncé le 22 février (le Monde des 23 et 24 février) qu'il entendait faire de 1991 ∉ l'année de la justice », le syndicat de la magistrature réagit aux propositions de M. Michel

ACE à l'accroissement exponentiel des contentieux et à la dégradation des condi-tions de travail, à la fenteur des des procès, aux inquiétudes des auxiliaires de justice aux leur devenir, à la prolétarisation des juges et des fonctionnaires, à la faiblesse dérisoire du budget de la justice aux crises successives de l'admi-nistration pénitentiaire, au contrôle de la carrière des juges par le pouvoir exécutif, le premier ministre a donc décidé de faire de la justice e un chanțier prioritaire des

Les mesures qui sont le c gage » de cette volonté sont principalement le recrutement anticipé de cent greffiers (700 emplois ayant été supprimés au cours des trois années précédentes), la créa-tion de dix emplois de magistrats pour des postes en détechement, l'augmentation des indemnités de réception des chefs de juridictions et l'extention du parc automobile. Comparé à l'effet d'annonce,

de l'Etat) et de la chiffrer.

plus pressé afin de prévenir une crise pouvant se traduire par des ections syndicales comparables à celles ou ont connues les ministères des finances et de la santé. Il a renvoyé pour l'essentiel à 1991, saluant l'action de Pierre Arpailange pour avoir su franchir une

des magistrats dans la société et, partant, la définition de leur statut.

quelle déception |

Parer au plus pressé

Au plan budgétaire, le premier ministre s'est même gardé d'annoncer une augmentation du budget de la justice (Jequel ne représente que 1,36 % du budget

il s'est contenté de parer su première étape, la seconde étant

POINT DE VUE

Ce faisant, le premier ministre n'a voulu aborder aucun des deux problèmes de société dont l'absence de réponse dévalorise debuis longtemps l'image de la justice dans l'opinion : l'instruction préparatoire ; le rôle et la mission

> Près de vinox mois sorès la mise en place de la commission « justice pénale et droits de l'homme », nous ne savons toujours pas ce que veut le gouvernement en matière de réforme de l'instruction. La loi Badinter du 10 décem-bre 1985, instituent la collécialité. avait été votée à la quasiunanimité par le Parlement. Faute d'emplois de juge, elle n'a jamais été mise en ceuvre... Certains ont aujourd'hui la conviction que la méthode consistent à renvoyer à me commission pour n'avoir pas à ésoudre une question difficile a été employée clans ce cas précis.

sans doute réservée à une autre

Le statut des magistrats a été octroyé il y a trente-deux ans par un acte du pouvoir exécutif : l'ordonnance du 22 décembre 1958. Depuis, jamais aucun texte n'a été soumis à l'examen de la représentation nationale sur ce sujet capital pour l'existence d'un Etat démocratique. Pourtant, de l'affaire Gordif à l'affaire Luchaire, en passant per l'amnistie en matière de fausses factures, qui peut nier que l'indépendance des magistrate n'a pas été mise à mai par le pouvoir politique, toutes tendances confondues ?

Pierre Armillange, qui ne voulait pas être le ministre de « bouffons de la République » s'était engagé à déposer un projet de loi réformant le statut de la magistrature avant la fin de l'année 1989. Il n'en a rien été. La question cruciale demeure danc : le chef de l'Etat prendra-t-il, devent l'histoire, la responsabilité de laisser, en 1995, la magistrature dans le même état de dépendance et de soumission où il l'avait trouvée en 1981 ?

Frédéric Nguyen, est secré-teire général adjoint du syndicat de la Megistrature et juge d'ins-truction à Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5209 HORIZONTALEMENT

L N'aime pas le cuir. Destiné à l'alimentation. - Il. Ce qu'il falleit pour mettre du propre dans ses affaires. Qui trouve facilement un emploi. — III. Susceptible d'être rejeté. Se fait étendre. Pour plus de sécurité. — IV. Note. Est en terre ou bien

dans l'eau. N'a pas de c veine a. — V. Trop loin ou trop haut. II Rompt le silence. — VI. Va au panier. A les boules. — VII. Privent de tout. Eurent une rapide réaction. — VIII. Avoir une lente action. C'est un début. — IX. Fait des affaires. — XI. Apporte une IX réponse. Coupe la brioche. — XI. Absorbe beaucoup. Se fit battre. VIII philosophes. Lettres de XIV félicitations. N'est pas pour ceux qui font de grandes choses. — VIII. Apporte des XIV félicitations. N'est pas pour ceux qui font de grandes choses. — VIII font de grandes choses de la contraction de la co dans l'eau. N'a pas de

grandes choses. -

XIII. Reste longtemps couché, boucles. Tel que le courant ne passe Conduit maintes personnes à se serrer la cainture. Une bonne collection de lustres. - XIV. Fait de la représentation. Homme fort. -

1. Ancien combattant. Est réveillé depuis un bon moment. — 2. Fait du travail au noir. Siffinit souvent. — 3. Ne s'adresse pas à n'importe qui. Nid d'aigles. N'est pas forcément de la pertie. - 4. Ne va pas tarder à partir. Faites par ceux qui sont à côté de la plaque. - 5. Note. Donne du figuide. Pronom. Fut roi. - 6. Moven d'expression. Fut sans doute responsable de certaines brûlures. Rassemblés grâce à la rafle. --7. Qui est pleine d'os. Adapté à la construction. - 8. Qui ne donne rien. Arrivé avant les autres. Est facile à battre. - 9, Sans duvet. Qui ne risque pas de croquer sous la dent. - 10. Il n'est pes rare ou il soit dans la purée. A donné à voir. -11. Donc plus léger. Fait des

pas. — 12. Ne laisse pas tout passer. Se font rejeter. Pronom. — 13. Source de changements. Note. Se creuse pour combler un vide. -XV. Fit son trou. Source de 14. Fait bouger du monde. Est ravonnements. Tombe de haut. souvent revenu de loir. Feras comme a fait le précédent. - 15. Groupe d'as. Possessif. Ne vont pas droit au

Solution du problème nº 5208 . . . Horizontalement i. Fan-club. - II. Ecceurées.

III. Rn. Ente. - IV. Menuisier. -V. Art. Noé. - VI. Epiées. -VII. Rua. Moule. - VIII. Ide. Crêt. -IX. Etête. - X. Os. Avinée. -XI. Eleveur.

Verticalement

1. Fermier, Eon. - 2. Acné. Puits. - 3. No. Neiede. - 4. Césure. Etal. - 5. Let Item. Eve. - 6. Ures. Soc. IV. - 7. Bénin. Urine. - 8. Etéocle. Eu. - 9. Isère. Etier.

GUY BROUTY d'antennes collectives.

Un colloque sur le plurilinguisme

L'Europe en trois langues

Dans la ville italienne d'Aosta, les langues des deux versants des Alpes ont droit de cité. En vertu du statut spécial qui régit cette province autonome depuis 1948, le français et l'italien doivent être placés sur un pied d'égalité dans tous les domaines de la vie publique. C'est donc en un lieu symbolique que vient de se tenir le colloque international sur le bilin-

AOSTE

de notre envoyée spéciale

L'association Le monde bilingue et la présidence du gouvernement autonome qui organisaient cette manifestation entendent défendre la cause du plurilinguisme. Mais l'éducation bilingue n'est pas un combat simple et réveille bien des nassions.

passions.

A l'origine du Monde bilingue, une poignée d'anciens résistants, bien décidés à militer en faveur de la paix. Pour que les incompréhensions mutuelles ne donnent plus jamais naissance à des conflits, ils créent en 1951 une association destinée à promouvoir l'apprentissage des langues vivantes. Quarame ans après, ils espèrent encore que leurs idéaux sortiront des classeurs dans lesquels ils ont dormi jusqu'ici : « A meaux sortiront des classeurs dans lesquels ils ont dormi jusqu'ici : « A l'approche de 1993, les dirigeants des pays de la Communauté se demandent quelle losseus contra la communauté se demandent quelle losseus contra la cont demandent quelle langue parleront les petits Européens de demain , remarque M. Jean-Marie Bressand, l'un des pères fondateurs du Monde bilingue dont il est aujourd'hui le responsable.

Les organisations proposent donc aux gouvernements un projet fondé sur deux grands principes. En plus de leur langue maternelle, les écoliers devraient en apprendre, dès les petites classes, une autre qui ne serait pas uniquement ensei-gnée en tant que telle mais utilisée comme véhicule de différentes disciplines. En outre, une deuxième langue étrangère serait rendue obli-gatoire à l'entrée dans le secondaire. Le projet est contenu dans un manifeste voté à l'unanimité par un manteste voté à l'unanimité par les participants du colloque, in-guistes, enseignants, présidents d'université ou représentants de différents ministères, D'autre part, ces principes ont été approavés par la conférence des présidents d'uni-versité en avril 1989.

Un véritable handicab

Ces dispositions éviteraient à l'Europe d'être dominée par le langue anglaise qui fait un peu figure de grand méchant loup. « Les langues représenteront l'un des moyens les plus surs de défense de toutes les cultures nationales et minoritaires », souligne M. Augusto Rollandin, président de la région autonome de la vallée d'Aoste, avant d'ajouter que l'Europe devra « faire face au dan-ger d'un unilinguisme, anglais notamment, qui appauvrirait la diversité, source première de richesse ». Le bilinguisme atteint là sa dimension politique et suscite, en passant, quelques grincements en passant, quelques grincements de dents. Car les lieux où le problème se

vigueur sont ceux où cohabiten deux populations de langues différentes, ou bien deux langues susceptibles d'être parlées par une même population, comme c'est le cas dans la vallée d'Aoste. Le risque d'un affaiblissement « naturel » de l'un des deux idiomes officiels effraie ceux qui plaident la cause des langues minoritaires. « Le bilinguisme institutionnel ris-que de faire le lit de la domination d'une seule langue, même contre la volonté de ceux qui parlent cette langue devenue unique », affirme M. José Savoye, président de l'uni-

versité Lille-2 Certains, déjà se plaignent que l'italien ne prenne le pas sur le français dans la Vallée d'Aoste, où les deux langues sont pourtant enseignées à parité dès l'école maternelle depuis quatre ans. Pour-tant, les militants du Monde bilingue ne désarment pas. Leur propos n'est pas réservé aux seules régions sensibles, mais à l'ensemble de l'Europe où l'unilinguisme pourrait devenir, expliquent-ils, un véritable

RAPHAÈLE RÉROLLE

EN BREF

tentative de suicide. - L'explosion qui a fait deux morts et six blessés dans la nuit du jeudi le au vendredi 2 mars dans un immeuble HLM de Belfort (le Monde du 3 mars) est due à une tentative de suicide an gaz, selon les enquê-teurs. Un habitant de l'immeuble, agé de trente-neuf ans, a tenté de mettre fin à ses jours en ouvrant la conduite de gaz de sa cuisinière, quelques heures après le départ de sa compagne, à la suite d'une vio-lente dispute. Il était en état d'ivresse au moment des faits. Le procureur de la République, M= Maud Vignau, a indiqué lors d'une conférence de presse, en pré-sence du maire de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement, que des

poursuites seraient engagées contre cet habitant, en traitement au cen-tre des grands brûlés de Lyon, dès que sa santé le permettrait.

□ PRÉCESIONS. - A la suite de notre article consacré aux « états d'âme des juifs de France » (le Monde du 23 février), le Centre juif laïque, fondé à l'initiative de M. Jean Ellenstein, nous précise sa - totale indépendance vis-à-vis de a totale inaepenaance vis-a-vis ae toute allégeance religieuse ou par-tisane et son objectif culturel des traditions humanistes juives ». L'association Liberté et judaïsme (19, rue Lisfranc, Paris) nous signale également qu'elle est la pre-mière association laïque et huma-niste en France dans la commu-

COMMUNICATION

premier pas franchi, il n'est pas

Le développement de la télévision britannique à l'étranger

Le Danemark, la Suède et la Norvège signent un accord de programmes avec la BBC

COPENHAGIE

de notre correspondante

Les sociétés de télévision nationales des trois royaumes scandi-naves (Danemark, Suède et Norrège) viennent de conclure avec la BBC un accord qu'elles avaient négocié ensemble. Les trois signa-taires de ce contrat se sont notamtuer un choix prioritaire parmi les nouvelles productions de la chaîne

Pour commencer, elles ont acquis cent heures de projection parmi les programmes les plus récents de leur partenaire d'outre-Manche (séries, reportages,

variétés, etc.). Le Danemark a été chargé de créer à Copenhague un secrétariat qui coordonnera les relations entre la BBC et les chaînes des trois pays nordiques. « Face à la concurrence accrue que nous rencontrons aujourd'hui, a expliqué M. Finn Rowold, le signataire de l'accord au nom du Danemark, il nous a paru indispensable d'établir, dans ce domaine qui est le nôtre, des plans à long terme, les plus larges et les plus souples possible, per-mettant à notre public de bénéfi-cier d'émissions de qualité. »

Dans les capitales nordiques, on considère cet arrangement comme un véritable succès. Les pays · frères », en effet, ont souvent bien des difficultés à collaborer de façon efficace, même dans le secteur purement culturel. Une fois ce

D Fusion de Visicable Plus et

Tonna-Vidéocom. - Visicable Plus, filiale de Canal Plus et de

Thomson spécialisée dans le

câbiage d'immeubles ou de petites villes, va fusionner avec Tonna

Vidéocom, le département spécia-

lisé en vidéocommunication de Tonna Electronique, une société

dont Canal Plus et la Générale des

Eaux ont pris le contrôle. Le nouvel

ensemble, baptisé Tonna Visicable

Pius, offrira une gamme étendue de techniques de câblage, en coaxial on en bifilaire. Canal Plus

rationalise ainsi son intervention

dans le domaine du câblage, qu'il

s'agisse de réseaux urbains ou

exclu qu'ils profitent de cette expé-rience initiale pour essayer d'éconler ensuite leur propre production télévisée qui, jusqu'ici, n'a pas tou-jours eu les débouchés qu'elle mérimajeurs : celui de la langue (tous les films étrangers sont seulement sous-titrés en Scandinavie, alors que les productions scandinaves doivent presque toujours être doublées dans la plupart des pays qui les achètent ; et celni de leur prix très élevé, dû à des coûts de production exorbitants, qui font souvent reculer les candidats. La BBC, quant à elle, à l'intention de se iévelopper de plus en plus à l'étranger. Le 1= mars, M. Michael Checkland, directeur général de la BBC, a indiqué que la chaîne allait créer un service mondial de télévi sion sur le modèle de son World service radio. Dans deux mois, ce nouveau service produira trois heures et demi de programmes par jour. Ces programmes seraient destinés aux chaînes câblées et par satellites mais les chaînes hertziennes d'Europe, des Etats-Unis et d'Extrême-Orient pourraient aussi les diffuser. Il reste cependant à trouver le mode de financement de ce service mondial de télévision, le gouvernement britannique ayant refusé que les 3,4 millions de livres débloquées pour trois ans aux services mondiaux de la BBC soient

affectées à ce pays. CAMILLE OLSEN

D Les émissions érotiques de RTL-Plus interdites en Grande-Bretagne. — L'autorité britannique chargée de la télévision par câble, Cable Anthority, vient d'interdire la diffusion, sur le réseau câblé, des émissions de RTL-Plus. Elle accuse le télévision quert allemande de la télévision ouest-allemande de diffuser des émissions érotiques dans la matinée et à l'heure du déjeuner. Cette mesure, la première prise en Grande-Bretagne à l'encontre d'une télévision étrangère émettent par satellite, est effective dès le la mars. Mais elle ne touchera que les téléspectateurs du câble, ceux qui sont équipés d'antennes pouvant continuer à recevoir les émissions par satellite de RTL-Plus.

Le CSA autorise Antenne Réunion

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a pour la première fois autorisé, vendredi 2 mars, un projet de télévision locale outremer. Antenne Réunion émettra dans quelques mois, trois puis cinq heures par jour, dans ce départe ment de l'océan Indien.

Trois dossiers de candidature (TV Run, TVB et Télé Réunion) ayant été jugés « Incomplets » par le CSA, deax seulement restaient en lice : Télé Freedom, qui émet-tait déjà dans l'île sans autorisation, et Antenne Réunion, projet soutenu par des intérêts locaux (les Sucreries de Bourbon) et par la Générale des canz. Faute d'un accord entre les deux parties, le CSA a choisi la seconde, qui devrait bénéficier d'un budget de dénart de 18 millions de frança.

Parallèlement à cette autorisation, le CSA a lancé vendredi un appel à candidature complémen-taire pour une télévision cryptée diffusant sur la même fréquence hertzienne qu'Antenne Réunion, aux heures laissées libres par cette dernière. Cette possibilité avait été évoquée en décembre dernier lors de l'audition d'Antenne Rénnion devant le CSA. Les promotteurs de la chaîne avaient envisagé un partage d'antenne avec une chaîne nationale, Canal plus par exemple. Antenne Réunion a précisé vendredi dans un communiqué, que ce partenariat étant « déterminant » pour son équilibre financier, elle ne démarrerait ses émissions qu'au terme de ce nouvel appel à candi-

Le Monde ENBANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE DIDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

> EUROPÉENNE **DE DONNÉES**

Tel.::11:46-05-41-56

Glasgow capitale européenne pour 1990

«Un goût de la tradition conjugué à une grande confignce en soi a permis à cette ville, qui a fait connaître au monde la révolution industrielle, de se voir attribuer cette récompense tant convoitée. > C'est - paradoxe dans le symbole même de l'ancienne prospérité portuaire de Glasgow, l'hôtel de ville baroqua des city chambers, que la reine a salué la réusaite d'une rénovation urbains fécondée par la culture.

Ce titre de « capitale culturelle de l'Europe pour l'année 1990 » (1) vient de consacrer la renaissance d'une métropole de sept cent mille habitants, stée par la crise économique et le chômage. On la disait taide et mourante, et Glascow a retrouvé le sourire grâce à

Comme l'a rappelé le lord-maire Provost, Mª Suzan Baird, en acceptant, vendredi 2 mars, le « flambesu » des mains de M. Jacques Chirac : « Ce sauvetage n'aureit pas été possible sans un partensrist exemplaire entre le gouvernement central, les autorités locales et la secteur privé, qui a permis d'enrayer les effets du déclin économiques de l'après guerre. » Glasgow — la travailliste - fut en effet rete-nue en 1987 par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, battant huit autres villes britanniques candidates, dont la grande rivale, Edimbourg, pourtant réputée pour son festival annuel de

Sur les bords de la Clyde

Une nouvelle salle internationale de concert, les galeries McLellan entièrement reconstruites, le Dôme de la Découverte, le Théâtre du Tramway ou l'Espace des Arches sous la gare centrale attestent du scuci des édiles de changer l'image négative de la troiinvestisseurs et de l'Angleterre chic du Sud, volontiers méprisante à son encontre.

Délaissée per l'industrie lourde et les chantiers riavals, Glasgow a su miser sur la culture pour attirer les touristes sur les bords de la Clyde sept théâtres, une dizaine de inusées, deux orchestres symphoniques, une compagnia de ballets, une quarantaine de bibliothèques publiques, une novvette académie de musique et la fameuse école d'art... Le budget municipal des arts, qui fait vivre dix mille personnes, est fun des plus élevés du DEYS.

En 1991, c'est Dublin, l'autre grande ville gaélique située dans ces îles de Eextrême Occident, qui sera 'a capitale européenne de la CURTURE 3.

(1) Glassow est la sixième ville (1) Gasgow est in stateme vance carnofe-ince et in première en Grande-Bretagne à recevoir ce titre, après Athènes, Florence, Amsterdam, Berlin et Paris.

Il Le récital Martine Dupay reporté. - La mezzo soprano mar-seillaise Martine Dupuy, souf-frante, a reporté le récital qu'elle devait donner salle Gavean le lundi 5 mars. Une nouvelle date reste à fixer. Tel.: 42-33-43-00.

D Rectificatif. - Gérard Deparpour Trop belle pour toi, et non pour Un monde sans pitiénvec Hippolyte Girardot (également en lice), comme use erreur technique le laissait entendre dans notre édition du 3 mars. La réalisatrice de Peaux de vache (premier film) s'appelle Patricia Mazuy, et non

Les facéties d'un détourneur

Les excentriques sont anglais Conrad Atkinson est anglais

LONDRES de notre correspondant

Conrad Atkinson appartient à une espèce en voie de disparition. Ce

petit homme suave, chaussé de temis, pratique en effet la malice en peinture et le détournement des objets culturels existants, un peu comme les situationnistes dans les années 60, et il cite volontiers les philosophes et sociologues français contemporains, ce qui est plutôt rare chez un Anglais.

Il a sinsi détourné à sou profit, dans sa dernière exposition à Londres, la première page du guide Arts et speciacles du Monde, en la recouvrant de peinture dorée à l'exception d'une publicité pour Cartier. D'autres journaux américains et européens ont subî le même sort. La Neue Zürcher Zeitung est également oblitérée d'or, sauf la nouvelle de dernière minute annonçant la mort de Beckett.

e Les gens reconnaissent d'emblée le format des journaux. Ils ne sont pas désorientés comme devant une peinture », explique Atkinson. Son exposition loudo-nienne, è la galerie Anne Berthoud, comporte aussi des toiles sur fond

La sculpture

Suite de la première page

en état de choc

Rodin, pour qui . les plus

purs chefs-d'œuvre sont ceux où l'on ne trouve aucun déchet

expressif de forme, de ligne et de couleur, mais où tout, abso-

lument tout, se résout en pensée

et en âme », avait, au moment de ces entretiens avec Paul Gsell - publiés en 1911, - dépassé

depuis longtemps le cap des gestes réducteurs, de la recher-

che du mouvement et de l'expression par suppressions successives de tout l'attirail,

attributs et accessoires superflus,

qui faisait d'une sculpture un

sujet mythologique tributaire

d'une histoire et de l'Histoire, Il

avait exploité systématiquement

le pouvoir expressif du fragment,

sa force concentrée pour faire

jaillir la vie et la sensualité des

profondeurs de la chair, faire

cracher au corps humain sa vérité tragique, dire, « l'être dou

loureux redéployé sur lui-

même » qu'il avait décelé chez

Michel-Ange, premier sculpteur de l'inachevé, défiant ainsi le

temps, et non plus l'Histoire, en

inscrivant dans l'œuvre même le

processus de création. Contre le

Une mise en scène

coup de poing

aux étagères et aux tiroirs pleins

de moulages d'abattis, de pieds,

de jambes, de bras de différentes

tailles (qui n'était peut-être pas

si différent, au fond, des ateliers

des artistes académiques,qui,

eux aussi, travaillaient leur com-

position à partir de moulages).

Rodin, après 1900, s'employait à

recoller les morceaux, les éclats

accidentels et les débris, jouant

sur les différences d'échelle:

Rodin assemblait. Par exemple,

le visage de Camille Claudel et

la main de Pierre de Wissant,

l'un des Bourgeois de Calais.

L'effet est saisissant, d'une

étrange beauté. Et l'on peut

comprendre que la pièce ait été choisie pour faire l'affiche de

l'exposition. Qui, d'ailleurs,

Soit : la scuipture, art réputé

difficile, n'a pas les faveurs du grand public. Cela ne justifie

pent-être pas complètement la mise en scène coup de poing du

Corps en morceaux , que l'on doit à Roberto Ostinelli, fanati-

Arte Povera, sur lesquels sont

disposées les œuvres, souvent

trop en hauteur pour permettre de les appréhender de tous côtés.

abuse des effets !

Dans son atelier de Meudon

temps destructeur.

noir encadrées d'une frise, portant un message rédigé à la main, qui ressemblent aux panneaux jadis en usage dans les films muets pour expliquer l'action. L'une d'elles affirme : « Le capitalisme s'écroule à une vitesse incrayable tandis que les minorités et les femmes occupent les rues. Des morceaux de Wall Street sont

Cette sensibilité anarchiste et impertinente a sans doute un goût rétro pour les Français. Les détourents de citations et d'événements et les aphorismes anticapitalistes appartiement à une antre époque. Mais on sait que l'Angleterre vit à un autre rythme que le Continent, et l'anteur semble ne pas trop se soucier de ce

Conrad Atkinson a conçu en décembre dernier, à la demande du Guardian, une pleine page qui a paru dans le supplément culturel de ce quotidien. Totalement anachronique, elle est intitulée - Daily Consumernica », et on peut y lire des titres tels que « Mª Thatcher annonce le lancement d'une nouvelle campagne pour envoyer les « Les projets fiscaux de Reagan en contradiction avec la volonté du Saint-Esprit, affirme William Blake » on encore « Mozari déclare qu'il faut davantage de rythme dans les négociations sur le déconnement les négociations sur le désormement. Les généraux de l'OTAN ne sont pas d'accord, mais reconnaissent que les mouvements de troupes manquent de créativité

Ces facéties sont celles d'un artiste qui refuse de jouer le rôle quant des tours de passe-passe intellectuels dignes d'un potache. Une mile de l'exposition iondonienne explique ainsi : « Je cherche un art qui soit épitémère comme celui qu'on trouve dans les musées. » Conrad Atkinson n'est pourtant pas emidrement hors des circuits officiels puisqu'il a réalisé, dans le pays noir, en Cumbria, un monument à la gloire des mineurs de charbon commandé par les anto-rités régionales et qui a été inan-guré en juin 1988 par le leader tra-vailliste Neil Kiznock.

DOMINIQUE DHOMBRES

Galerie Anne Berthoud, 10 Clifford Street, Londres W1. Jusqu'au 10 mars



Jembes de Pollux (Italie, seizième siècle)

vrai qu'ainsi mises à l'épreuve du gril, il est des sculptures qui résistent admirablement, il en est d'autres qu'on ne voit pas, on mal, ou bien qui sont prises dans une perspective expressionniste qui ne leur convient pas. C'est notamment le cas du torse sans pathos de Brancusi, une épare pour laquelle il aurait mieux valu un lit de roses et plus de paix. Pour Rodin, bien sûr, tout va bien. Pour Maillol, pour Bourdelle aussi, quand les morceaux choisis relèvent de l'action.

Cette présentation qui, éclai-

rage et jeux d'ombres aidant. plonge le visiteur dans un climat d'Inquisition, met en évidence la force et la présence parfois diaboliques (certaines mains crispées, certaines têtes coupées) du fragment sculpté, certes, mais il n'est pas dit qu'elle lui permette de saisir tonte la complexité des idées et des symboles qu'il véhicule, toute la subtilité du jeu de va-et-vient entre présence et figure de l'absence dont il est le terrain. Il se peut que ce soit là une vision par trop contemporaine de la question. L'optique de l'exposition est dixneuvièmiste, comme il se doit en la demeure, où l'on s'estgardé de que du lit de fer, des bases de béton, des dalles d'ardoises et des échafaudages de rails façon trop ceder à la tentation d'ouvrir le dossier du fragment en sculpture au vingtième siècle. C'est dommage, mais alors, c'était tout le Grand Palais qu'il aurait fallu investir, et non des salles d'exposition bizarrement agen-Le dispositif est cinglant, c'est

même du laminage. Et s'il est cées sur trois niveaux, au Musée d'Orsay. On y aurait vu, par exemple, dans la foulée de l'Homme qui marche, de Rodin, des œuvres de Giacometti, et dans la lignée du Torse de l'Action enchaînée, de Maillol, des œuvres de Boccioni. Et quantité d'autres morceaux de corps sculptés, ainsi que des fragments désincorporés, aux frontières du chaos, et des choses abstraites. Tant il est vrai que l'esprit moderne brise toutes les formes dans lesquelles il s'incarne. (c'est encore Rodin qui l'a dit). Tant il est vrai que l'invention du fragment sculpté est la première étape sur le chemin de l'abstrac-

> En bref on pourrait même ajouter, pour revenir au contenu de l'exposition, que c'est de l'amour de la statuaire antique, telle qu'elle nous est parvenue, en partie brisée, qu'est née la sculpture moderne ; voire de ce torse du Belvédère tant admiré, qui servit de modèle, et même devint le symbole de la sculpture, à côté de la palette pour la peinture. Comme quoi le fragment est un vieux compagnon de route du sculpteur, qui en a fait un outil de travail, s'en est saisi comme image du temps destructeur, l'a pensé comme lieu de création sans limites.

> GENEVIÈVE BREERETTE ➤ « Le corps en morces ux ». Musée d'Orssy, jusqu'au 3 juin. L'exposition sera présentée à Francfort, Schirn Kunsthelle, du

CINÉMA

Une lettre d'Elia Kazan

Traverser les frontières

A la suite de la publication, le 17 janvier dernier, des décrets régissant la nationalité des œuvres cinématographiques, Au-delà de la mer Egés, le film d'Elia Kazan, qui en était encore au stade de la préproduction, s'est vu refuser la qualité de film français per le Centre national de la cinématographie. Ce refus et ses conséquences ont conduit le producteur Anatole Dauman à se retirer du film, entraînent l'errêt du projet. De retour à Paris après un voyage sux Etats-Unis, Elia Kazan nous a adressé la lettre suivante.

« J'ai d'abord pensé à propos de cette loi : elle ne peut pas être française. Le cinéma est un art international, et cette loi protectionniste, s'inscrit dans une autre tradition, étroite d'esprit. Son propos est de protéger les traleurs français du cinéma, et artistes, ceux qui justement ont le moins besoin de protection. Le résultat, en ce qui concerne me production d'Audelà de la mer Egés, c'est qu'elle va priver de travail une équipe d'excellents décorateurs, costumiers et administrateurs, tous français, ainsi que plusieurs assistants de mon directeur de la photographie grec. La scène que j'ai vue aujourd'hui au studio de Boulogne quand je suis rentré d'urgence de New-York pour retrouver mes amis m'a rappelé celle que j'ai vécue chez moi après un divorce pénible, quand j'assistal au déménagement du mobilier de mes

) Les quatre artistes principalement concernés par la loi (la loi Lang) sont un Grec d'Anatolie, moi-même, mon fils, qui est à demi-grec et fils, qui est à demi-grec et enseigne l'écriture du scénario à l'université Columbia, et Nick Cage, le neveu de Francis Ford Coppola, héritier d'une grande tradition cinématographique et figure internationale. La plupart des acteurs de cette large distribution, dont 90 % sont délà choisis et prêts à tourner, sont français, grecs, turcs, bref, européens. Le thème du film, c'est que nous devrions traverser les frontières étroites des nations pour être frères dans la foi et dans l'amour. Je , ne peux m'empêcher de me demander ce que le personnel et l'équipe de tournage fran-çais, les acteurs français, mais aussi d'autres nationalités, pensent d'une loi qui leur entève un emploi auquel ils

20177 - 17 1

» Le problème du cinéma . n'est-il pas de créer des productions au lieu d'en supprimer ? L'esprit des années 90. aussi bien en art qu'en politique, c'est un esprit de frater-nité, d'espoirs et de besoins communs. Le cinéma est un langage qui nous rassemble et qui est compris partout. Je vais faire ce film parce qu'il criera à tous ceux qui le verront qu'il faut abattre les fausses frontières. La France devrait en être fière, au lieu detuer le film. Quant au problème crucial de la réduction du chômage, an quoi la mort d'una importante production peut-il servir sa cause ? Je crois que M. Jack Lang devrait prendre le temps de reconsidérer sa loi et la décision qu'il a prise. Je me demande s'il ne devrait pas lire le scénario. »

ELIA KAZAN

MUSIQUES

La règle de trois

« Rendez-yous », du trio Pied-de-Poule est un spectacle entre théâtre et musique

Michèle. Dominique et Geneviève auraient pu être de bonnes conteuses. Celles qui évoquent la vic, le quotidien. Mais ces trois musiciennes aiment trop les mots pour les aligner sagement. Le trio pied-de-Poule, fonde il y a quatre ans, s'est donc spécialisé dans le carambolage du théâtre et de la musique - tango, jazz ou bal musette. Dans leur dernier spectacle, Indiscrétion, mis en scène par Michael Lonsdale, elles jousient des textes de Marguerite Doras, par exemple. Rendez-vous est plus personnel. Elles ont préféré leurs mots à elles, pour faire quelque chose qui leur appartiendrait vrai-

ment, expliquent-elles. Tapies derrière l'accordéon et la contrebasse, deux ombres pénè-trent sur la soène en catimini. Elles ont jeté leur dévolu sur ce petit coin de verdure carré. Il n'est pas très passant, mais fera très bien l'affaire. Elles murmurent et pren-

formé, la blonde à l'accordéon inso lent, la rousse et sa voix incroyablement elastique, la brune enfin, mangée par sa contrebasse.

S.E.

Pendant une heure, les mots dégringolent, pêtris par une musi-que inventive. Puis les trois femmes chanssent leurs patins et se fondent dans l'obscurité. Ce jeu de cache-cache caustique, entre croches et virgales, leur ressemble.

BÉNÉDICTE MATHIEU Amandiers de Paris, samedi 3 mars, à 20 h 30. 110, rue des Amandiers, 75020. Tel.: 43-66-

PHOTOGRAPHIE

Ouverture de la Biennale de Marseille

Sous le titre «D'un art l'autre» a débuté, samedi 3 mars, la pre-mière Biennale internationale de Marseille. Elle se déroule dans une vingtaine de lieux et traîte de la relation de la photographie et des arts plastiques. Son budget est d'environ 2 000 000 de francs, pris en charge par la ville (1 400 000 francs). l'Etat, les Caisses d'épargne et la FNAC ou, durant toute le semaine, auront lien des débats.

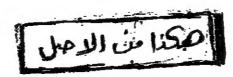
La multiplication des formes La multiplication des formes prises par la création photographique comemporaine est représentée par soixante neuf-artistes. Une commande publique sur le thème de l'Estaque confronte Alain Fleischer, Tom Drahos, Henry Lewis et Pascal Kern. Les créateurs danois, de Suste Bonnen à Tina Schwarz, cours pour la première fois et present pour la première fois et present pour la première fois et presente pour la première fois et première de la commande de la c de Suste Bonnen a 1111a Schwarz, exposent pour la première fois en France. Nancy Wilson Pajic est l'objet d'une rétrospective montée par Alain Sayag au Musée Camini. Et le Catalan Joan Fonctuberta y dévoile ses dernières œuvres.

A côté d'expositions de groupes rénnissant des auteurs incontourna-bles (Cindy Sherman, Dieter Appelt, Duane Michals, Sandy Skoglund, Bernard Faucon, Ouka

l'invitation au Centre de la Vieille Charité de treize galeries privées, nationales et internationales, qui proposent chacune un de lours proposent chacane un de leurs artistes. Parmi ceux-ci., Rousse (Farideh Cadot), Lyme Cohen (Samia Saouma), Pierre Mercier (Laage Salomon), Jan Groover (de Decker-Hefttler), Lewis Baltz (Michèle Chomette), Witkin (Bandonin Lebon), Jorge Ribalta (Forum), Hannah Villiger (Zabriskie).

Tous les espaces culturels de la ville sont associés à cette manifesville sont associés à cette manifes-tation, du château de Servières conquis par Roselyne Pelaquier an Château d'eau, place des Moulins, envahi par Jean-François Lecourt. A l'initiative de Bernard Millet et des musées de la ville, Marseille s'affirme, avec Barcelone, comme la capitale photographique du bas sin méditerranéen.

PATRICK ROEGIERS ▶ Biennale internationale de Merseille (Photographie-Artz Marseille (Photographie-Arts plastiques), Centre de la Visille-Charité, Musée Cantini, Musée des beaux-arts, Espace d'art Ecureuil et autres lieux, du 3 mars au 23 avril, Tél.: 91-56-28-38.



CINÉMA

AGENDA SAMEDI 3 - DIMANCHE 4 MARS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAPLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Rétrospective Masaki Kobayashi:
Kasaki (1975, v.o. a.t.f.), de Masaki
Kobayashi, 16 h; Héritage (1962, v.o.
a.t. anglais), de Masaki Kobayashi,
18 h; Sappuks (1962, v.o. a.t. anglais),
de Masaki Kobayashi,
21 h; aki Kobeyeshi, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

SAMEDI
La Cindra cubein: Cumbite (1984, v.d. s.t.f.), de Tomas Gutierrez Alea, 14 h 30; Historia de une betalla (1962, v.e. traduction simultanée), de Manuel Octavio Gomez; Henoi, martes 13 (1962, v.e. traduction simultanée), de Martine Alvaruz; Moracas y bongo (1932, v.e. traduction simultanée), de Máx Tonquelle; la Serpiente roja (1937, v.e. traduction simultanée), d'Ernesto Capasros, 17 h 30; Los Dies del agua (1971, v.e. s.t.f.), de Manuel Octavio Gomez, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie, porte Seint-Eustsche, Forum des Halles

(40-26-34-30) SAMEDI

SAMEDI

Les Métiers de Paris : Actualités anciennes : Actualités Gaument, 12 h 30; Agents de la RATP : Conduire un tramway... en 1925 (1977) de Mex Demain, Métropolis 1930 (1984) de G. Scher, Métro Jaurès, juillet 1971 (1971) de Pierre Mendel, Demier Métro (1983) d'Alain Esmery, 14 h 30; Showbusintes : Johnny Helliday : vingt ans de rock (1980). Souvenirs (1985) de Ariel Zekton, 16 h 30; les Helles : les Helles, le marché (1969) de Gérard Chouchen, le Nouveau Ventre de Peris (1979) de Claude Robrini, 18 h 30; Chiffonniers : la Zona (1928) de Georgee Lacombe, la Filie des chiffonniers (1922) d'Herni Desfontaines, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ADRÉNALINE, LE FILMS (Fr.): Sept Permaniana, 14 (43-20-32-20). ASTÉREX ET LE COUP DU MENNIR Gr.-AL): La Berry Zabre, 11º (43-57-51-55): Seint-Lambert, 15º (45-32-

LES AVENTURES DU BARON DE MUNICHAUSEN (A., v.f.): Cinoches, 0º (46-32-10-82).

MANCHAUSEN (A., V.J.); USICINES, O'
(46-32-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.); Goumons
Las Helles, 1° (40-28-12-12); Rex, 2°
(42-36-83-83); Ciné Basubourg, 3° (42-71-52-98); UGC Denton, 6° (42-2510-30); UGC Montparassa, 3° (45-7434-94); Gaumont Ambassade, 3° (45-7434-94); Saumont Ambassade, 3° (45-62-20-40); UGC Dorte, 9° (45-7436-91); UGC Lyon Bastille, 12° (43-4301-59); UGC Gobeline, 13°
(45-81-94-95); Mischal, 14° (46-3952-43); Pethé Montparassa, 14° (4320-12-06); 14 Juillet Beaugranelle, 15°
(46-75-79-79); UGC Convention, 15°
(46-75-79-79); UGC Maillot, 17° (4068-00-16); Pathé Wepter II (sor-Images),
18° (45-24-7-94); Lis Gambetta, 20°
(46-36-10-96).

BLACK BAIN (A., v.o.); Pathé

(46-36-10-96).

BLACK RAIN (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82).

BORS GODOWOV (Pri-Esp.-Youg., v.o.): Vendôme Opéra, 2* (47-42-87-87-87).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol v.s.): Utopis Chempoliton, R* (43-25-84-65): L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63).

CARNET DE NOTES SUR VÊTE-MENTS ET VILLES (AL., v.o.): Epée de Boit, 5-(43-37-57-47). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS. LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A. v.s.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); 14 Juliet Odéon, 6° (43-25-59-83); Pathé Hauterfeuille, 6° (46-33-79-38); La Papode, 7° (47-05-12-15); Geumont Ambassada, 8° (43-59-13-08); George V, 8° (45-62-41-46); 1° (40-81-13-14) and 13° (43-27-28-04); Gaumont Alésia, 14° (43-27-28-04); Gaumont Alésia, 14° (43-27-48-50-13); Bienvenüle Montpernessa, 15° (45-42-20); Gaumont Corvention, 15° (48-28-42-27); UGC Mailot, 17° (40-68-00-15); v.f.: Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-82-82); Pethé Marignan-Concorde, 8° (43-59-82-82); Mailot, 17° (40-68-00-16); v.f.: Pethi Marignan-Concords, 8° (43-59-92-82); Pethić Marignan-Concords, 8° (43-59-92-82); Pethić Marignan-Concords, 8° (43-59-92-82); Pethić Marignan-Concords, 8° (43-59-92-82); Pethić Marignan-Eysées, 8° (47-20-78-23); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Pethić français, 9° (47-70-33-88); Les Nation, 12° (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-50); Faurette Bie, 13° (43-31-60-74); Pathić Wopler II. (armagest, 18° (45-22-47-94); Le Gambetta, 20° (46-36-10-86). CHACLEL SA. CHANCE (A., v.s.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-25); CHÉRIE, J'Al RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.s.): Forum Horizon, 1° (45-06-57-57); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); Gaumont Ambasesde, 9° (43-59-19-08); UGC Bierritz, 8° (45-62-20-40); v.f.: Rest, 2° (42-36-33-33); UGC Morapamassas, 8° (45-63-36-16); Paramount Dpéra, 9° (45-63-43); Pethé Mortpamassa, 8° (45-63-10-96); UGC Gobelins, 13° (45-10-95); Mistral, 14° (48-39-52-43); Pethé Mortpamassa, 19° (45-63-10-96); UGC Convention, 15° (48-74-83-40); Pathé Wepler II. (armages), 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

20 (48-38-10-96). CHET BAKER, LET'S GET LOST (A. v.o.): 54 Juillet Oddon, 6: (43-25-58-83); 14 Juillet Parnesse, 8: (43-26-58-00); George V. 8: (45-62-41-46).

Médicis Logos salle Louis-Jouvez, 5º (43-54-42-34); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94); La Pagoda, 7º (47-05-12-15); UGC Champs-Elyasee, 8º (45-62-20-40); UGC Opéra, 9º (45-74-95-40); 14 Juillet Bestille, 11º (43-57-90-81); Esouriel, 13º (47-07-28-04); Mistral, 14º (45-39-52-43); 14 Juillet Bestille, 17º (40-68-00-16); v.f.: Pathé Inspérial, 2º (47-42-72-52); UGC Gobesine, 13º (45-61-94-98); Pathé Montperdesse, 14º (43-20-12-08); UGC Convernion, 13º (45-74-83-40); Pathé Cichy, 18º (45-22-45-01); La Gembette, 20º (45-36-10-98). Le Cuisinier, Le Volleuis, SA FEMBRE ET SON AMANT (*) [Ft.-87t., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6º (43-25-58-07).

58-00). DELIT DE FUITES (Sov., v.A.) : Common, 6*(46-44-28-80). LE DREDON DE LA FARCE (A., v.o.); Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.); Cinoches, 8* (48-33-10-82). ches, 6° (46-33-10-62).
EDEN MISERIA (Fr.-Por.): Uropia Champolion, 5° (43-28-84-65).
ENTRE CELL ET TERRE (A., v.f.): La Géoda, 19° (46-42-13-13).
ET LA LIMBER FUT (Fr.-AL-R.): Ché Beaubourg, 3° (42-71-52-36); 14 Juliet Parnasse, 6° (43-26-58-00); Saint-André-des-Arts.). 6° (43-26-48-18); Elysées Lincoln, 8° (43-69-36-14); La Bastille, 11° (43-07-48-60). FAMILY BUSINESS (A., v.o.): George V, 8 (45-82-41-46).

V, 8" (45-82-41-46).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.);
Utopia Champolion, 6" (43-28-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.1.); Geurnant
Alésia, 14" (43-27-84-50).

HIVER 54 (Fr.); George V, 9" (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BAL DU GOUVERNEUR. Film Tançais de Marie-France Pisier:
Forum Horizon, 1* (45-08-57-57);
Ret; 2* (42-38-83-83); UGC
Montpamasse, 8* (45-74-94-94);
UGC Odéon, 6* (42-25-10-30);
UGC Sierritz, 8* (45-62-20-40); Det Serniz, 5° (43-62-20-40); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC tyon Bestille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13° (46-61-84-65); Mistral, 14° (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-83-40).

ERRELIR DE JEUNESSE, Film fran-ENISLIAT DE JEURESSIE, Film mar-cais de Radovan Tedio: Forum Orient Express, 1º (42-33-42-25); -Last Trois, Lussembourg, 6º (48-33-97-77); Les Trois Baizac, 8º (45-61-10-60); Sopt Parmensiems, 14º (43-20-32-20). BRUSIC BOX. Film américain de Costro-Cowyse, v.o.; Gaumont Las

#USIC BOX. Film américain de Costa-Gavras, v.o.; Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opére. 2° (47-42-80-33); 14 Juillet Odéon, 8° (43-25-59-83); Gaumont Champa-Elyaées, 8° (43-59-04-87); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); 14 Juillet Basugnanelle, 15° (45-75-79-79); Bionvenia Montparnasse, 15° (45-Bienvenüe Montparnesse, 15º (45-44-25-02); v.f.; Pathé Français, 44-25-02); v.f.: Pathi Franchi, 9" (47-70-33-68); Lee Netion, 12" (43-43-04-67): Fauvetta, 13" (43-31-56-85); Miramar, 14" (43-20-89-52); Geumont Convention, 15" (48-28-42-27); Pathi Clicity, 18" (46-22-48-01).

(46-22-48-01).
MOUS NE SOMMES PAS DES
ANGES. Film américain de Neil Jordan, v.o.: Forum Orient Express,
1" (42-33-42-25); Pathé Hante-fuzille, 6" (46-33-79-38); George
V, 8" (45-62-41-48); UGC Norv, p (43-62-4 (-46); Geo-mande, p (46-63-16-16); Geo-mont Parnesse, 14* (43-35-30-40); v.f.: Rex, 24 (42-38-3-93); Paramount Opins, 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13º (45-61-64-95); Gesmont Alé-sia, 14º (43-27-84-50); Lae Mont-pernoe, 14º (43-27-52-37); Pathé Clichy, 18º (45-22-48-01). LA VELLE ET LES CHIENS, Film péravien de Francisco J. Lomberdi, v.o.: Latina, 4 (42-78-47-88).

L'INCINERATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.): Accutone, 5° (45-33-88-88). 88-88).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE
CROISADE (A., v.o.): George V, 3- (45-62-41-45); v.f.: Les Montpernos, 14-(43-27-52-37).

(43-27-52-37). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Choches, 8- (46-33-10-82). ITUNÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-45).

JOHANNA ET LA SORCÉRE (Autr., v.f.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47); Le Beny Zèbre, 11º (43-67-51-55); L'Entupolt, 14º (45-43-41-63).

L'A LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-Ir., v.ö.): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33); Denfert, 14º (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., 17º (4): Les Trois Balzie. 8º (45-81v.o.): Les Trois Baizne, 8º (45-61-10-60): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33): Denfert, 14º (43-21-41-01). 51-33): Dentart, 14 (43-21-41-01).

MAMAAN (Fr.): Forum Hortzon, 1* (45-08-67-57): Pathé impériel, 2* (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); George V, 8* (45-62-41-46); Pathé Marignen-Concorde, 8* (43-58-92-82): 14 Juillet Bestille, 11* (43-57-90-81): Faurette, 13* (43-31-56-86); Pathé Montparnause, 14*, (43-20-12-06); Sept Permessione, 14*, (43-20-32-20): Pathé Wepler II (se-images), 18* (45-22-47-94).

MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Bessebourg, 3* (42-71-62-36); Studio des Ursufines, 6* (43-26-19-09).

LA MESSE EN SI MERGUR (Fr.): George V, 8* (45-62-41-46).

MEURTRE DANS UN JARDIN

V, 8" (45-52-41-45).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg.
3" (42-71-52-38); Studio des Ursulines,
5" (43-26-19-09).

59-83]; 14 Juliet Parmassa, 6* [43-26-58-00]; George V, 8* [45-52-41-46].
CINEMA PARADISO (Fr.-it., v.o.); George V, 8* [45-62-41-46]; Sept Parmassiene, 14* (43-20-32-20]; Studio 24* [48-06-38-07].
CORPS PERDUS (Fr.): Letins, 4* [42-71-52-35]; Crief Beauthourg, 3* (42-71-52-35); Reflect

Seauthourg, 3* (42-71-52-35); Reflect

5* [43-26-19-08].
MILOU EN MAI (Fr.): Geurnont Les Halles, 1** [40-25-12-12]; Geurnont Copera, 2* (47-42-60-33); UGC George Codon, 6* [43-59-19-08]; UGC George Codon, 6* [43-59-19-08]; UGC George Codon, 9* [43-59-19-08]; UGC George Codon, 9*

MON VINGTEME SIÈCLE (Hong., v.o.): Parthéon, 5- (43-84-15-04): MONSIEUR (Pr.): Epés de Bois, 5- (43-37-57-47).

MONSSEIR (Pr.): Epós de Sois, & (43-37-57-47).

NÉ UN 4 JUELET (A., v.a.): Forem Horizon, 1" (45-08-57-57); Ciné Besubourg, 3" (42-71-52-38); Pathé Heurandie, & (42-25-10-30): Pathé Marignen-Concorde, & (43-59-92-82); USC Barritz, & (45-62-20-40); Paramount Opéra, & (47-42-58-31); Geurnour Paramess, 14" (43-35-30-40); Geurnour Paramess, 14" (43-35-30-40); Geurnour Paramess, 14" (43-36-83-93): Paramount Opéra, & (47-42-58-31); USC Lyon Bestile, 12" (43-43-01-59); Favertra, 13" (43-31-58-86); Pathé Montparamess, 14" (43-33-16-86); Fathé Montparamess, 14" (43-30-12-08); Geurnour Convention, 15" (48-28-42-27); Pathé Wapler, 18" (45-22-46-01); Le Garrietta, 20" (46-38-10-96).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.): La Géode, 19" (48-42-13-13).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.): La Géode, 19" (48-42-13-13).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.): La Géode, 19" (48-42-13-13).

P(42-22-72-80); UGC Denton, & (42-25-10-30); Geurnour Defen, 2" (47-42-60-33); Res (46 Grand Red.) 2" (43-43-01-58); UGC Gobelina, 19" (43-43-01-58); UGC Gobelina, 19" (43-43-01-58); UGC Gobelina, 19" (43-20-48-50); Minimar, 14" (43-20-48-50); Geurnour Alfeis, 14" (43-27-84-50); Minimar, 14" (43-20-48-50); Geurnour Alfeis, 14" (43-27-84-60); Minimar, 14" (43-20-48-50); Geurnour Alfeis, 14" (43-27-84-60); Minimar, 14" (43-20-48-50); Geurnour Alfeis, 14" (43-27-84-60); Minimar, 15" (48-28-42-27); Kinopanorama, 15" (48-28-

50-50); Pathé Cilchy, 18° (45-22-46-01).

NOCE SLANCHE (Fr.); Pathé Français, 9° (47-70-33-88).

NOCTURNE INDIEN Fr., v.o.); Ciné Resubourg, 3° (42-71-52-36); Lucernaire, 8° (45-44-57-34); UGC Rotondo. 6° (45-74-94-94); La Triomphe, 8° (45-74-94-94).

74-33-50).
LES MUITE DE HARLEM (A., v.a.):
Forum Orient Express, 1* (42-3342-26): UGC Normandia. 8* (45-8318-18): v.f.: UGC Mortparnasia, 8* (45-44-84-84):
Paramount Opéra, 9* (47-42-58-31).
OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.f.):
Rex, 2* (42-38-83-93): UGC Montparnasia, 6* (45-74-94-94); Saint-Lambert. ITP (45-32-81-88).
OURLIER PALERIME (h-fr., v.a.): Gaumont Las Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33); UGC Biarrizz, 8* (45-62-20-40); Las Montparnos, 14* (43-27-52-37); v.f.: Fouwests Bis, 13* (43-31-60-74).
OUTRAGES (*) (A., v.a.): Cinoches, 8*

Fourth Bis, 13" (43-31-60-74).

OUTRAGES (*) (A., v.o.): Cinoches, 6* (48-33-10-82).

PALOMBELLA ROSSA (ht., v.o.): Saim-André-des-Arts I, 6* (43-26-48-18).

PAS NOUS, PAS NOUS (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 6* (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Fauvette, 13* (43-31-66-86); Sept Parmassians, 14* (43-20-32-20). Sept Permension, 12 (43-20-32-20).
LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE
DES MERVELLES (A., v.l.): Club Gaumont Paule Matignon), 8º (43-5931-97): Saine-Lambert, 15º (46-3291-68).

91-68), LA PETITE YÉRA (30%, V.O.): Coo-ches, 6° (48-33-10-82), OLIAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., V.O.): Geumont Les Halles, 1° (40-25-12-12): Geumont Opére, 2° (47-42-80-33): Geumont Ambassade, 3° (43-59-18-08): Geumont Pernasse, 14° (43-35-30-40).

OLE VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT ? (A., v.L.): Denfert, 14º (43-21-41-01). 41-01).
LE RENDEZ-VOUS DES CUAIS (Fr.):
14 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
14 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
16 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
17 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
18 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
19 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
19 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
19 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
10 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
10 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
11 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
12 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
13 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
14 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
15 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
16 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
17 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
18 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
19 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
19 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
19 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
10 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
10 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
10 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
11 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
12 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
13 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
14 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
15 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
16 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
17 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
17 Juint Odéon, 0*(43-25-59-83).
18 Juint Odéon, 0*(43-25-5

(A. v.l.); Hothwood Bouleverd, 9° (A7-70-10-41).

REPOUX CONTRE REPOUX (Fr.); Forum Horizon, 1° (45-08-57-67); Gaumont Opére, 2° (A7-42-60-33); Rot. 2° (42-38-83-83); Bretagne, 6° (42-22-57-97); UGC Odéon, 8° (42-25-10-30); Partié Marignan-Concorde, 9° (43-83-83-63); UGC Nommentie, 8° (43-83-83-63); UGC Nommentie, 8° (43-83-83); UGC Nommentie, 8° (45-67); UGC Lyon Santile, 12° (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13° (48-81-94-86); Geumont Alésia, 14° (43-27-84-60); 14 Juillet Beaugnanelle, 15° (48-75-78-79); Gaumont Convention, 15° (48-88-01-81); Pathé Wapier, 19- (48-22-48-01); Le Gembette, 20° (48-

(45-22-48-01); La Gambetta, 20- (48-38-10-96). 38-10-96). \$.O.S. FANTOMES II (A., v.f.): UGC Ermitage, 9- (45-63-16-18). SEA OF LOVE (A., v.o.): UGC Norman-cie, 8- (45-63-16-16).

SHOCKER (*) (A., v.f.): UGC Montper-nasse, 8* (45-74-94-94); Hollywood Boulevard, 8*(47-70-10-41). LE SILENCE D'AILLEURS (Fc.): Forum Chime Express, 1" (42-33-42-26). SIMETIERRE (*) (A., v.a.): George V, 8" (45-62-4-46): v.f.: Paramount Opérs, 9" (47-42-56-31). SOLOYKI, LE, PREMIER GOULAG (Sow., v.a.): Coimos, & (45-44-28-80). SWESTE (A.-Aust., v.a.): Lucemeire, & (45-44-57-34).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): Pathé Heutefeuille, & (48-33-78-38); Elysées Lincoln, & (43-59-38-14); Sta-dio 28, 18 (48-08-38-07). THE MAD MONKEY (Esp.-A.-Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.): Mex Linder Parcorana, 9 (48-24-88-88). UN MAHABHARATA (Fr., v.o.): Mex Linder Parcorana, 9 (48-24-88-88). UN MAHADE SARS PITTÉ (Fr.): Crafi Besubourg, 3º (42-71-52-36); Le Saint-Germain-des-Pris, Salie G. de Besuragard, 9· (42-72-7-23); UGC Rotonda, 9º (45-74-93-50); UGC Oppire, 3º (45-74-95-640); Miscral, 14º (45-39-52-43). UN POISSON NOMBAÉ WANDA (A., v.o.): UGC Emissinge, 3º (45-63-16-16). UNE SARSON BLANCHE ET SECHE (A., v.o.): Les Trois (Licombourg, 3º (46-33-97-77). VALMONT (Fr., v.o.): Brutagne, 8º (42-22-57-97). LA VENGEANCE D'UNE FEMBRE (Fr.): SOIT Parmessione, 14º (43-20-32-20). LA VIE EST UR LONG FLEUVE TRANCHALLE (Pt.): Choches, 6º (46-33-10-82). LA VIE ET REN D'AUTRE (Fr.): UGC

LA VIE ET REN D'AUTRE (Fr.): UGC Montparrasse, 8- (45-74-94-94); La Triomphe, 8- (45-74-93-50); UGC Opéra, 9-(48-74-95-40). LE VOLEUR DE SAVONNETTES (it., v.o.): Epie de Bois, 5 (43-37-57-47); Lucemaire, 8 (45-44-57-34).

THEATRES

20 b 30.

TEUR PARADIS (42-08-68-88). Show-Bus: 14 h 30, dim. 14 h 30. Charli En-cor: 21 h, dim. 18 h.

BOUFFES PAPERENS (42-95-60-24). Qualque pert dans cette vie : 20 h 45, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). Un caprice : 20 la 30.

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

AMOUR. FROMAGE ET DES-SERT. Sunset (40-26-46-60). Mer.; jau.; sem; à 20 îi (28). LA FAMILLE, Théâtre de la Mai

78-67-03), (Lun.) 21 h 30 (28). LEE MECHOPOLITARES, Au bac fin (42-86-29-35), (Dim.) 23 h 15

THÉORIQUEMENT ON S'EN SORT. Le Grenier (43-80-68-01). (Mer., jeu., ven., sem.), 22 h (28).

UN FLS DE MOTRE TEMPS. Tháire 14 — Jean-Marie Serreas (45-45-49-77). (Dim. aoir, lun.), 20 à 45 ; dim. à 17 h. (2).

UN AUTEUR EN QUÊTE DE PER-SOHNIAGES, Palais-Royal (42-87-59-81), Lun. à 20 h 30, mar. à

HHG-IMAGINATION MORTE IMAGINEZ. Théire Renaud-Barraut (42-56-60-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. à 15 h. (6).

LE CLAVECHI OCULARIE. Cartoucharle Théitre de la Tempéte (43-28-36-38) (dim. soir, fun.) 21 à ; dim. à 16 h 30 (6). LES DACTYLOS. Aktion-Thisters

km.) 20 h 45 ; dim. à 17 h. (5). FEN. Cartoucherie Atelier du Cheudron (43-28-87-04) (dim. soir, lun.) 20 h 30, dim. à 15 h 30 (8). LA FILLE DE RADAMAUD. Artistic

16 h. (6). LETTRES DE LA RELABEUSE PORTUGASE, Péniche Opéra (42-45-18-20) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. à 17 h. (5). MELITE, Saint-Maur-dee-Fo

(rond-point Liberté) (48-49-89-10) mar. à 21 b. (5). LA MOUETTE. Amandiers de Parie

MUSIQUE LÉGÈRE SUR TER-RAIN LOURD. Périche-Opére (42-45-18-20) (din. soir, km.) 21 h.; din. à 17 h. (6).

VENISE RUE DE GRENELLE. Gui-LE VOYAGE Théêtre 13 (45-88-16-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. à 15 h. (18).

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Marc Jolivet est au Cefé de la gare : 20 h 30. L'Hérolque Semaine de Camille reau: 22 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Versets setriques : 21 k, din. 15 h 30.

CENO DIAMANTS (45-80-51-31). Las Justes: 20 h 30, dan. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Grande selle. Monsieur Badin : 20 h 30. Le Gelerie. Le Distrait : 20 h 30. mer. 14 h 30. Le Resserre. Le Passion : 20 h 30. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). C'est dingue : 19 h 30. Quinte flush : 21 h, dim. 15 h 30. COMEDE DE PARIS (42-81-00-11).

AFAG-THÉATRE (THÉATRE A DOMI-CEE (39-78-05-17), Corps & cour :

ANTONE - SHOW SEPTIAL (42-09-77-71). Addition 90 : 17 h 30 et 21 h, -Gril. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). L'Aménage-ment : 20 h 30, dim. 17 h. ATHÉMÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet, Le Veuve (ou le Traître trahi) : 20 h 30. BATEAU-THÉATRE PÉNICHE DOC-

BERBY (43-57-51-55). Voyage su bout de la nuit : 18 h, dim. 21 h, tun. 20 h 30. Mos Birbin : 20 h 30.

SPECTACLES NOUVEAUX

d'Or-Belle the mai (48-05-67-89). (dim. soir, lun.), 20 le 30 ; dim. à 15 h. (28).

(Ner., jeu., van., sam.), 22 h (28).
LA CRITICHE DE L'ÉCOLE DES
FEMARES, 1. "BAPROMPTU DE
VERSABLES, Le Plessie-Robinson
(Amphithéitre Pablo-Picasso) (46-30-45-29). (Dim. soir, lun., mar.) jeu., van., sam. à 21 h., dim.
à 17 h. (1").

TURCARET. Thélers de l'Est perision (43-64-80-80), Lun, et mer. à 20 h 30 (5).

14 h 30 (5)L

LE BOURGEOIS GENTE HOMME. Boulogne Blancourt (T) étire de Boulogne) (46-03-60-44) dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim: à 15 h 30

LE CALLOU BLANC, Essaon de Paris (42-78-48-42) (dim. soir, lun.) selie 1, 20 h 30 ; dim. à 16 h.

(43-38-74-62) (dirm., lum.) 20 h 30 (6).

LA DANSE DE MORT. Théêtre de le Vite (42-74-22-77) (din. soir, Athévains (48-06-36-02) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; sam. et dim. à

(43-55-42-17) (dim., tun.) 20 h 30

LA NATURE DES CHOSES. Bobigry (Maison de la cuture) (48-31-11-45) (dim. soir, lun.) Grande salle, 21 h.; dim. à 15 h 30 (6). UNE ÉTORE DANS L'ŒM. DE MON FRÈRE Rossau-Théétre (42-71-30-20) (d)m. soir, lun) 20 h 30 ; dim. à 16 h 30 (6). chet Montpernesse (43-27-88-61) (dim., lun.) 19 h. (5).

Voltaire's Folies: 19 h et 21 h, dim.

115.00 COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage : 18 h. et 21 h, dim. 15 h 30. COMÉDIE TTALIENNE (43-21-22-22) | MICHODIÈRE (47-42-96-23). Spo Le Comédie de l'amour : 20 h 30, dim. 15 N 30.

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). L'Autre Tartuffe ou le Mère coupelle : 20 h 30. D Dim Lorenzaccio : 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SANT-EISTACIE (42-21-09-48). La Bible : une histoire nécessaire à l'homme : 14 h, 17 h et 20 h 30. DAUNOU (42-61-69-14). Le Diement

rose: 21 h. den. 15 h 30. DÉJAZET-TIP. (42-85-30-31). Spectacle Font et Val : Bientôt l'Europe : 20 h 30.

DEUX AMES HG-08-10-20). Las Ton-ton's farcaus: 21 h, dim. 15 h 30. DOCHRIT THÉATRE [42-26-47-47]. Spoutnick iows : 20 h 30, dim. 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on EDOUAND-VI BACHA QUITRY (47-42-59-82). Les Mexibules : 20 h 45, dn. 15 h

ELDORADO (42-49-60-27). La Belle Chira : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h et 18 h. ELYSÉE-MONTMARTRE (42-52-

78-84). Trop tard pour pleurer: 20 h 30. Le France ta fierté fout l'earnp: 22 h. ESPACE EUROPÉEN (42-83-69-88). Nonce : 20 h 30. dim. 14 h 30. Putin-icon: 22 h, dim. 16 h 30.

ESPACE MARAIS (49-04-91-55), La Jeu de l'amour et du hasard : 19 h 30, den. 17 h. La Mouette : 21 h 30, den. ESSAION DE PARES (42-75-46-42). Cale veut-il le peine de continuer? :

FONTAINE (48-74-74-40). Un Suédois ourien: 17 h et 21 h, dim, 15 h 30, GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Un coil plus bleu que l'autre ; 18 h et 21 h, dim. 15 h.

GALERIE 65-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Who killed Agetha Christia? ; 20 h 30, ▷ Dim, Dracula: 17 h, GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-

90-08). Histoire d'en rire : 20 h 15. Apostrophone-nous : 22 h. GRANDE HALLE DE LA VILLETTE ISALLE BORIS VIAN) (42-49-77-22). La Dame de la mer et les Revenants : 18 h et 21 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-

88-61), Passaz muscade : 19 h. Divague 3 l'âme : 20 h 30, Le Carcan : 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Ut Madelaine Prount & Parie : 20 h 30, dim. 15 h.

HUCKETTE (43-28-38-99). La Cambrica chauve : 19 h 30. La Legon : 20 h 30. Diablogues de sourds : LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Moi, Feuerbach: 21 h, dim. 15 h.

LA VIERLE GRELE (47-07-22-11). En-core un p'êt wers : 20 h 30, dim. 16 h 30.

RESTAURANT (42-23-88-63). Mois ne te promène donc pas toute nue: 22 h 15.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mone chérie: 21 h, dm. 15 h et 18 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite saile. Le Chorale: 20 h. Tháitre neir. Le Petit Prince: 18 h 45. L'Etranger: 20 h. Huis clos: 21 h 45. Tháitre per: 20 h. Huis clos: 21 h 45. Tháitre per: 20 h. Huis clos: 21 h 45. Tháitre per: 20 h. Huis clos: 21 h 45. Tháitre

rouge, Performances: 20 h. La Terre est une pizza: 21 h 30. MADELENE (42-65-07-03). Comme tu the yeax: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Smooch-Music : 20 h. Avec Cocteau : 22 h 15. MARIGNY (42-58-04-41). Cyrano de Bergerec : 20 h 15, den. 15 h.

MAPRONY (PETT) (42-25-20-74). Da Sache à Guitry: 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz: 17 h et 20 h 30, MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00).

Les choses auraient pu mel tourner : 15 b et 18 h 30. MICHEL (42-65-35-02). Vite une femme 1: 18 h 30 et 21 h 30, clim. 15 h 30.

«Le piller des Nautes et la statue de l'empereur Julien», 12 h 30, 6; place Paul-Painlevé (Musée de Clury).

La Palais de justice en activités, 14 h 15, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).
«La Conciergerie et su nou

sentation s, 14 h 30, 1, quai de l'Hor-

« De l'impressionisme à l'expression-nisme. En marche vers le vingtième siè-cle », 14 h 30, emrée de l'Orangerie des Tulleries, place de la Concorde (L'ert et la lancière).

14 h 45, porte principale, boulevard Ménimontant (V. de Langiado). «L'Opéra Gernier», 15 haures, Itali d'entrée (P.-Y. Jasiet).

Pisf-Coctagu: Humeur d'arnour: 15 h. MACHTPARMASSE (43-22-77-74). Le Souper: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Les hommes masser 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). La Meison de Bernarda Alba: 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Qui pa-tron 1: 18 h 30 at 21 h 30, dim.

CEUVRE (48-74-42-52). La Gardien : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAS DES GLACES PETIT PALASS (48-03-11-36). Un amour de théêtre : 20 h 30 et 22 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-85-30-31). Et pendent ce temps les Japoneis travaillent : 21 h. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à le patte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. PARS - VILLETTE (42-02-03-08). Extrevue su parioir : 21 h, dim. 16 h 30.
POCHE-BASHTPARIMANSE (45-4822-97). Selle L. Vingt-quetre heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h, dim. 15 h, Selle II. Visite d'un père à son fils : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). La Peste: 20 h 30, clim. 15 h. POTIMÈRE (42-61-44-16), L'Œuf, à la

promitre personne: 21 h, dim. 15 h, RANELAGH (42-88-84-44). Les Marionnettes de Salzhourg: 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30, RENAISSANCE (42-08-18-50), Le Mi-santhrope : 20 h 45, dam, 16 h, ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), Le

Timbele: 15 h 45. L'Extraordinaire Epopée de Ferdinand Bardamu: 16 h 30. Berouf à Chioggia: 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Et mol... et moi 1 : 18 h et 20 h 45, dim 15 h.

NENTER DES WALLES (42-36-37-27). Vounet Super Ster: 19 h 30; Les Ste-giaires: 20 h 30. STLEROO SAINT-MARTIN (42-00-21-93). Bonne Pioche ; 21 h. STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10). Le Bang ; 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

T.L.D. (LES DÉCHARGEURS) (42-38-00-02), David Mathel; 21 h, dim. 17 h. TAC STUDIO (43-73-74-47), La Nuit restrictede: 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Un fils de notre temps: 20 h 45, dim. 17 h. temps: 20 h 40, cm., 17 h.
THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE
DE MAI (48-05-87-89). Arèns. Congo-Océan: 20 h 30, cim., 15 h. Belle de
Mai La Famille: 20 h 30, cim., 15 h.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cata: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 19 h 30.

THÉATRE DES DEUX PORTES (43-61-24-51). L'Hiver : Chapitre 1 : 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-08-72-34). Un cour simple ou l'imme ingénue de Félicité : 18 h 45. THÉATRE HÉBERTOY (43-87-23-23). L'Idée fixe : 21 h, dim. 15 h. THÉATRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). La Lettre brilée : 21 h. THÉATRE MODERNE (49-85-08-00).

Soulimiquement Monty Python: 17 h at THÉATRE MONTORGUEL (42-33-80-78). Une demande en mariage : 20 h 30. La Petite Phèdre : 21 h 46. THÉATRE NATIONAL DE CHARLOT (47-27-81-15), Seite Gémier. Le Ma-lade imaginaire : 20 h 30, dim. 15 h. Saite Jean Viller. Macbeth : 20 h 30,

im. 16 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite selle. Avant le retraite : 21 h, dim. (demière) 16 h. THEATRE PARIS PLAINE (40-43-01-82). L'Eventsi : 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT 142-58-50-70). Grande salle. La Chemin so-litaire : 15 h 30 et 20 h 30, dim. TOURTOUR (48-87-82-48). A demain Modigliani : 19 h. François Silvent et ses Demes : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). La Drague: 19 h et 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92): La Présidente : 17 h 30 et 21 h, dim: 15 h. 40

PARIS EN VISITES

LUNDI 6 MARS

«L'Opera de la Bastille dans un quer-tier en transformation», 15 heures, devant le restaurent La Tour d'argent, place de la Bastille (Monuments histori-ques).

«Mystérieuse Egypte au Louvre, Vie quotidienne et symbolique des phe-raores, 14 h 30, sortie mêtro Louvre

«Le Louvre, de la crypte à la Pyra-mide s, 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (M. Pohyer). «Hôtels et jardins du Marais, place des Voeges s, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Quinze passages inscupçonnés au cosur de Paris», 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Bana «Grande personnages du commerce de Paris qui reposent au Père-Lachaise »,

e Le Palais de justices, 15 heures, grille, boulevard du Palais (Paris et son « Cités d'artistes et jantins secrets de ontmartre », 15 heures, .métro besses (Connaissance d'ici et d'ail-

e Collection Walter Guillaume et Nymphées de Monet », 15 heures, Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (Approche de l'art). «La peinture hollendalse», 19 h 30; «Le paysage dans la peinture italianne», 20 heures : la Belle Jardinière de Raphaél, 20 h 15, Musée du Louvre,

CONFÉRENCES

LUNDI 5 MARS Verrières le Buisson (salle des fêtes), 14 h 15 : «Le coût de la Révolution franre », par R. Sédillot (Les lundis de Ver

Selle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Roussesu, 15 heures : «Institut Coué. Equilibre et sérénité devant la mort.» (USRPES). 4, rue de Chevreuse, 17 h 30 : « Vers une redéfinition de la notion de réélanté une redéfinition de la notion de réfugié politique », avec A. Zolberg et D. Johy

35, rue des France-Bourgeois, 16 h 30 ; « Elisabeth II d'Autriche, impératrice errante», par le prince Paul Mourousy (Mai-

ess 🖙 l'Europe). 62, rue Saint-Antoine, 19 heures : «Le als » (Les lundis du petrimoine).

e les frontieres Maria Santa

Me Cla Ler

A Acquires Management of the second of th The second of th Company Transaction of the Astron THE REST. PARTIES The second of th Mg and the same of Mark State of the **東京** かままます。 The markets to the first terms of the first terms o Mary & of you . Carried of the same of the same of the And the second of the second o THE GRALE IN COURSE IN THE PARTY OF THE PART Serveriste is the con-W. Spiele .-

the immedians of

STREET, ST. ST. ST.

White A trainer

the first to be a first

William Mr. Common or the Company

Apple to the second

Mary and the second

Mill Arts - man

THE REPORT OF THE PERSON OF

THE PROPERTY OF A STATE OF

T A & A CAN

1.00

1.00

- - - - E1

Thank to it is

See Supplement of the con-

THE TOTAL STREET

Section in the section STATE OF THE PERSONS - This process 2 MARINE 244 25 TO 15 MARINE THE PARTY OF THE PARTY. The second of the same of AND DECEMBER OF STREET THE STATE OF THE S specimento La company Service de la contrata de All the same of the same take fore on the same 御御書を与る たり とれた 100 T state beginned at the

Tursday 1-1 Serie No man Tanada er er Probler T BEAR WAR DO der fürsen. ...

Beer an arrange and the second WENT THE WATER & Bounce's it is a good . a 00 ·潘·金峰 4 20 - 5 Marie Training

Marie As to 1

Section of the last

C \$44 M24 37 transmit Francis the Comment of the A 44 ... (事 カアニカニー tain as a 100 mm.

> charges par 1 or A Cartery of THE PROPERTY OF Butter and The second second 中央7年12年 李清 66 Mil behavior and The state of the s Charles Mases

des beings & Town to the same

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 MARS A 0 HEURE TU

Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 mars à 0 heure et le dimenche 4 mars à

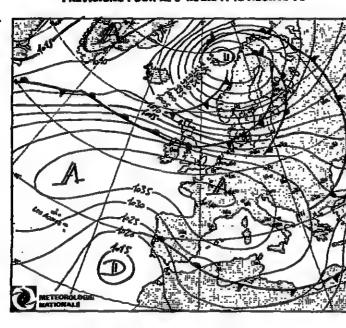
Un anticyclone de 1 045 HPA, centré er la France, nous protège des courants

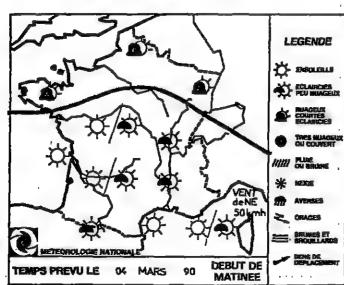
che : beau temps froid et sec. Dès le début de journée, le soleil sera tien généreux sur l'ensemble du pays, bean genereux sur l'ensemble du pays, maigré quelques bancs de brouillard ce et là. En mi-journée, des rusges envahiront progressivement la Nord-Pas-de-Calais puis la Picardie avant de longer les rdennes. La journée restera bien enso idée partout ailleurs.

Le vent d'est, dans le colfe de Gênes faiblira en cours de journée, les poin atteignant encore 70 km/h le matin. l es températures minimales resteron

Alpes et au Masair central, 5 à 9 degrés du Nord au Nord-Ouest, 7 à 13 degrés

PRÉVISIONS POUR LE 5 MARS À 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES trazima - minima et temps observé Valours extrêmes relevées entre la 3-3-1990 le 2-3-1990 à 6 heures TU et la 3-3-1990 à 6 heures TU							
CAEN 6 4 C CHERBOURG 7 6 D CHERBOURG 7 6 D CLERBOURT-FEE 4 -6 D DLION 5 -5 C GRENORLE SAH 4 -2 D LILLE 6 -2 N LINGGES 4 -2 D LYON 7 0 D MARSETLE-ME 11 2 D MARCE 15 5 D PARIS-MONTS 6 0 C NANTES 8 -2 D NICE 5 D PARIS-MONTS 6 3 D PARIS-MONTS 6 3 D PARIS-MONTS 6 3 D PARIS-MONTS 6 3 D PERPICHAN 11 4 D EXNNES 8 0 P ST-ETIENNE 3 -3 C	ETHANGER ALGER 19 11 C AMSTERDAM 7 3 D ATRENES N BARCRIONE 12 4 N BELGRADE 10 2 D BERLIN 7 - 1 N BELGRADE 5 1 A LE CAIRE 24 12 D COPENBAGUE 5 - 3 D DAKAR 19 17 B DELHL 21 10 D AUGUSTA 18 16 C GENEVE 6 2 D BONGGONG 15 12 C STANBUL IERUSALEM 13 D LESBONNE 18 6 D	LIXEMBOURG. 8 -3 C MADRID					
A B C cital convert	D N O Orage	P T + pluie tempète seige					

* = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France ; heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi arec le support technique spècial de la Météorologie na

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 3 mars

1	
	TF 1
	20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou
	22.20 Magazine : Ushuaia. 23.25 Magazine : Formule s
	0.15 Journal. 0.35 Série : Chapeau melo
	et bottes de cuir. 1.30 Série : Intrigues.
	1.55 Feuilleton : Cogne et gagne.
ال	2.40 Documentaire : Histoires naturelles.
8	A 2

20.40 Variétés : Champs-Elysées. 22.30 Spécial Transantarctica. 22,40 Serie : Les brigades du Tigre. 23.40 Journal, 0.00 Magazine; Lunettes noires

pour nuits blanches. 1.35 Rugby.

FR3 20.50 Théâtre : Pour un oui, pour un non. 21.50. Série : Le décalogue, 22.45 Soir 3.

23.10 Documentaire : El Salvador. 0.00 Série rose : L'almanach des adresses des demoiselles de Paris, 0.30 Veriétés: The Warehouse party.

CANAL DILLS

		CARAL PLUS
	20,30	Téléfilm : Lapidation
		à Fulham County.
	22.05	Magazine : Bizarrozoom,
	22.55	Sport : Boxe,
	0.00	Cînéma : L'infirmière.
-		Cînéma : Deux. 🗷 🛱
	3.05	Cinéma : Le boucher. E R
1	4.35	Cinéma :
		Les veux de l'étranser. 🖸

6.05 Variétés : Pierre

Desproges se donne en spectacle LA 5 sport

20.40 Téléfilm : L'étoile inconnue. 22.20 Série : Le voyageur. 22.55 Téléfilm : Réseau conjugal. 0.00 Journal de minuit.

.--- _ . .

0.10 Réseau conjugal (suite). 0.40 Série : Histoire de voyous 2.20 L'île mystérieuse (rediff.). 3.20 Le journef de la nuit. 3.25 Série : L'aéropostale. 4.50 Histoire de voyous (rediff.).

M 6

20.35 Téléfijm : Mon enfant, mon amour. 22.05 Téléfilm : L'héritière oubliée. 23.45 Magazine : Culture pub. 0.15 Six minutes

d'informations. 2.00 Variétés: Julie Piétri en concert. 2.50 Rediffusions. 4.10 Variétés : Nicole Croisille

en concert. 6.00 Culture pub (rediff.); 5.30 Documentaire: Portrait de Serge Reggiani.

LA SEPT 20,50 Théâtre: Pour un oui, pour un non. Pièce de Nathalie Sarraute, avec André Dussolier, Jean-Louis

21.50 Série : Le décalogue (10). De Krzysztof Kleskowski, 22.45 Soir 3. 23.10 Documentaire : El Salvador, De Peter Chappel.

Dimanche 4 mars

19.46 Journal.

0.00 Journal de minuit.

Cosby show (rediff.). 13.50 Série : Commando du désert.

15.10 Série : Les envahisseurs. 16.15 Série : Brigade de nuit.

M 6 express. 18.06 Série : Devlin connection.

19.00 Magazine : Culture pub.

20.00 Série : Cosby show.

22.26 Magazine : Sport 6, 22.30 Capital. 22.35 Téléfilm : Minitrip.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : anglais

La fernme de papier. De Suzanne Schiffman.

16.25 Magazine : Dynamo. De Benoît Delépine et Metthias

De Jeen Antoine.

17.55 Documentaire : A is

recherche du soleil.

ou les vertus de la fortune.

0.00 Six minutes

14.55 Téléfilm:

Senderson. 16.55 Documentaire:

Seiji Tautaumi

20.35 Cinéma : Les guerriers

19.30 Série : Murphy Brown.

14.20 Série : Laramie.

17.05 Série : Vegas.

18.00 Informations:

M 6

13.20 Série :

TF 1 LA 5 13,35 Téléfilm : Opération soja. 13.25 Série : Un flie dans la Mafia. 14.20 Série : Rick Hunter, 15.00 Téléfilm : 15.00 Telefilm:
Blood commando.
18:35 Magazine: Ciné Cinq.
16:50 Magazine:
Télé-matcher dimanche.
18.00 Série: Riptide.
18.50 Journal Images.
19.00 Tour le monde Inspecteur choc.

Y a-t-il encore un coco dens le show? 15.45 Feuilleton : Côte Ouest. 16.35 Tiercé à Auteuil. ii est gentil. 19.40 Dessin animé : Manu.

16.40 Dessins animés : Disney parade. 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Constantin Costa-20.30 Dessin animé : Manu. 20.40 Cinéma : Wolfen. II Gavras, réal 22.30 Mágazine : Ciné Cinq. 22.40 Cinéma : Assaut. III

20.40 Cinéma: Les fugitifs. ■ 8 22.15 Magazine: Ciné dimanche. 22,30 Cinéma : La bagarre de Don Camillo.

0.10 Sport : Spécial Harricana.

0.15 Journel.

A 2 13.20 Dimanche Martin. 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des tans. 16.35 Série : Railye. 17.35 Documentaire:

L'équipe Couster à la redécouverte du monde. 18.20 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.40 La nun das missers 1990.

23.00 Magazine: Haute curiosité. FR 3

13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Magazine : Sporta loisira. 17.30 Magazine : Pare-chocs. 18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'informat 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Téléfilm : Portrait d'une

22.15 Journal.
22.40 Magazine : Le diven.
23.00 Cinéma : Poil de carotte. E E E

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Le dernier western 15.30 Documentaire: Terre déchirée. 16.05 Magazine : Exploits. 16.35 Magazine : 24 heures. 17.30 Documentaire: Terre fragile. 18.00 Cinéma ;

Les petites chéries. En clair jusqu'à 20.30 19.35 Dessins animés : Ça cartoon. 20.39 Cinéma : Soleil de nuit. 11

De Werner Schroeter.
19.30 Documentaire : Tadeo Ando, architecte du silence (v.o.), De Jean Antoine. 20.00 Documentaire : Dance of darkness (v.o.). D'Edin Velez. 21.00 Cinéma : Mister Boo, détective privé. Film chinois (Hongk Michel Hui (1977). 22.35 Documentaire: fichael Hui ou ie fou rire

De Jean-Luc Léon. 23.00 Documentaire: Stan the flasher. 2 23.50 Magazine : Mon Zénith à mol. De Példin à Shanghail, à la découverte du QL

de l'Asia.

CARNET DU MONDE

Le directeur. - Le directeur,
Les cusoignairs,
Le personnel administratif,
Les étudiants
de l'UFR de sciences sociales de l'université René-Descartes-Paris-V, déplorent le décès de leur collègue et ann

Abdelbak RELLEMOU.

entevé brutalement aux siens, à l'âge de trente-sept aus.

- M. et M Philippe Jacquemin es perents, Nothsile et Emmanuel, ses sœur et frère,

M. Paul Depis, M. et M. Jacques Guilmet,

M. et M. Jacques Guilmet,
ses grands-parents,
Le professeur et M. Noti Philippe
et leurs enfants,
M. Marc Guilmet,
M. et M. Antaine Guilmet
et leurs enfants,
M. et M. Olivier Guilmet
et leurs enfants,
ses oncies, tamies of cousins,
out la douleur de faire part de la mort
accidentelle de

Laurent JACQUEMIN,

survenne à Erevan (Arménie soviétique), le 27 février 1990, dans se quatorzième année.

Les fonérailles seront offébrées e l'église de Soucieu-en-Jarrest (Rhône le lundi 5 mars, à 9 à 30, soivies e l'inhumation dans le caveau de famille.

52, avenue des Gobelins, 75013 Paris. 31, rue d'Enghiez. 69002 Lyon. 18, avenue des Folies-Chaillo 44000 Nantes.

- Montpellier, Millan, Paris.

M. et M= Maurice Bernard, M= Marie-Odile Marques, M. et M= Louis Marques,

es enfants,
M. et M. Jean-Philippe Bernard,
Nicolas, Maxime, Eric,
M. et M. Jean-Michel Pechel,
M. Valérie Bernard,
M. Clothilde, Marie, Delphine

larques, MM. François et Jean Marques, ses petits-enfants et arrière petits

Mª Marcelle Thiers, Les familles Marques, Lebron, ont la douleur de faire part du cappel à Dien de

M. François MARQUES, chevalier de la Légiou d'homesur, commissaire priseur honoraire,

survenu le 28 février 1990, dans su vatre vingt-ouzième année.

La cérémonie religieuse a été célé-brée en l'église de Saint-Beauzély (Aveyron), le samedi 3 mars, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire part.

 Henri et Annie Pailleux,
Hélène et Claire, ses enfants, Jean-Noël, Valérie et A ses petits enfants. Et toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de M. André PAILLEUX.

survenu le jeudi 1" mars 1990, à Aval-lon (Youne), à l'âge de soixante-dis-loit ans.

Le service religioux sera effébre lundi 5 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Martin d'Avallon.

11, allée du Berger, .78310 Coignières.

CARNET DU MONDE mts | 42 47 46 01

Tarif : la ligne H.T.

- Mar Gérard Patris,
Eve et Philippe Cezard-Patris
et leur fils Antonin,
M. et Mar Paul Merle,
M. et Mar Maurice Patris,
Mar Francis Patris,
Mar Henry Patris,
Tous ses neveux, nièces,
Er toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel de

M. Gérard PATRIS,

survens le 28 février 1990, à l'âge de

Ses obsègnes auront lieu le mardi 6 mars, à 11 heures, en l'église de Valaire (Loir-et-Cher).

Cetavis tient lien de faire part. ~ Le Chosneie Films a la dordeur de faire part de la dispari tion accidentalle, le 28 février 1990, de

Gérard PATRIS. anteur et réalisateur de l'Anthropographe (La SEPT).

Un service religioux aura lieu le mardi 6 mara à 11 heures, en l'égise de Valaire-les-Montils (Loir-et-Cher),

Le Cheunie; -

41120 Chailles. - Mª Fernand Pauly, Marie-Caroline Pauly et Jean-Louis Delarras, Emmanacile et Delphine, M= René Mariat.

Les familles Pauly, Aubert, Ortali,

Miny, Paris, Cagnone, out la douleur de faire part du décès, survenn le 26 février 1990, à Crépal (Val-de-Marne), de

M. Fernand PAULY,

leur époux, père, grand-père, gendre,

Les obséques out en lieu le vendred? 2 mars, au cimetière de Sellières (Jura).

La famile rappelle à votre souveni son îls bien sime

dispara le 6 mai 1984

La mort n'est pas l'obscurité : c'est la lampe qui s'éteint lorsque le jour se lève. (John Randall.)

30, boulevard Rabelais, 94100 Saint-Manr.

Anniversaires

20 1547

B. Charles

200

٠. .-- د٥

A STATE OF THE STA

. . . .

definition of the same

700

Rd - 200 - 1440

Maria.

11.7

 ${}^{h}\mathcal{B}_{f_{k}}=\otimes_{\Delta_{k}}$

A ...

Grand Contract

ART ST. B. S.

Tapia en

The state of the

A 15 12

The same of

S. R. P.

- Le 4 mars 1970

Cheude LAROCHE notis quittait

Ceux qui l'out comm et aime se sou-

Communications diverses Pesn'aimo danso , hymne à la vio, de Sarah Maia, le 5 mars à 17 heures, et le 18 mars à 19 h 30, au 30, quai d'Aesterlitz, La Meison du soleil. Tel.: (1) 43-31-65-88.

Soutenances de thèses

 Université Paris-I, le mercredi
 7 mars à 9 houres, salle 308. M

Odite
 Souville : « Actualité de la théorie de Gaston Bachelard sur l'imagination » . - Université Paris-XII. (Val-de-Marne), le mercredi 7 mars à 14 heures, saile des Thèses, bâti-ment P. M. Alain Michalowicz : « Méthodes et programmes d'analyse des spectres d'absorption des rayons X

(EXAFS) -. · Université Paris-i, le mentredi 7 mars à 14 h 30, salle des Professeurs, UER de philosophie. Mª Suzana Trejos: Le Temps dans la philoso-phie première de Viadimir Jankele-vitch.

vitch .

— Université Paris I, le vendreiti
9 mars à 11 heures, suite 308.

M= Lydia Saponnakis-Dracakis: - La
Grèce urbaine et rurale (1835-1875): consummations et revenus ».....

The state of

EN BREF

a La science au 36.16, code MRT. - Le service télématique du ministère de la recherche et de la technologie, accessible sur le 36.16 code MRT, offre depuis quelques iours un nouveau service; après Télélab (fichier de 8 000 laboratoires universitaires et publics), Fisc-recherche (entreprises et organismes agréés au titre du crédit d'impôt recherche) et Prior (informations sur les grands organismes publics de recherche), la communanté scientifique y trou-vers le descriptif des appels d'offres que le ministère, à raison d'une trentaine chaque année, lance pour favoriser la coopération de partenaires publics et industriels sur des programmes scientifiques et techniques. Une messagerie intégrée permet d'obtenir des informations complémentaires sur ces appels d'offres, classés par grands thèmes de recherche.

O Conférence sur le Tibet --Jendi 8 mars, à 20 heures, confé-rence de M= Claude B. Levenson, «Tibet: l'année du Cheval de fet». Miss Levenson est journaliste et auteur de plusieurs ouvrages comme le Chemia de Lhassa et le Seigneur du lotus blanc, consucté su Dala! Lama.

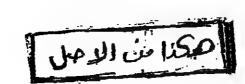
Fédération nacionale des enseignants du yoga (FNEY), 3, rue Aubriot. 75004 Paris. Tél.: 42-78-03-05.

□ Conference: « La foi en que

tions ».—Le jeudi 15 mars 1990, à
20 h 30, aura iten une conférence
par Jean-Pierre Jossus, dominicain,
sur le thême : « Parier de la foi
anjourd'hui » à propos de deux
livres récents : la Foi en questions
(Flammarion) et le Dieu de la foi
chrétienne (Corf)

Au convent Seint, houves Au couvent Saint-20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Mátro: Giacière ou Gobe-

ins, bus nº 21.



ECONOMIE

L'ouverture à Paris du 27e Salon

L'agriculture entre culture et nature

qui est organisé du 4 au 11 mars porte de Versailles, à Paris, est place sous le signe de l'environnement. Un colloque aura lieu le 8 mars sur la gestion de l'eau, auquel participera le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet.

The man

M + M-16 + 1 Acres

They are a

Drawer 大田 中田

M. Caracinating

a far motor of an

41 1 77 1 24 . 1

West in State of

Property than

24 75 - 1

5 face 2" " S AND BURN THE

Carried Control

the same of

MANAGE AND ASSESSED TO THE PARTY OF THE PART

B. Au standard lander

THE SECOND SECOND

M. Terrara South

Approximate a series of the series.

144.12

THE STORY OF THE STORY

Management .

Il y a encore un mois, le Salon de l'agriculture aurait seulement brui des plaintes des paysans pestant contre cette sécheresse tenace qui les a poursuivis, eux, leurs bêtes et leurs semis, jusqu'au plus profond de l'hiver. Mais après les accusations ravageuses du ministre de l'environnement – déjà surnommé « Lalonde de choc » dans les campagnes – sur les agriculteurs-polpagnes – sur les agriculteurs-pol-ineurs, les temps et le ton ont subi-tement changé. Foin des caprices du ciel. Foin de la terre qu'il fau-dra bien, quoi qu'il arrive, remuer. L'agriculture n'aura d'yeux cette semaine que pour sa réputation souillée. Et décidée à ne pas se contenter de laver son linge sale en famille, elle débattra, publique-ment, de la gestion des ressources hydriques, avec la participation (prevue de longue date) de son ministre, M. Henri Nallet.

Les professionnels sont mai rems du « coup de pied de l'âne » qu'ils estiment avoir reçu de M. Lalonde. Ils lui reprochent d'avoir, selon leur propre expression, « mis la charrue devant les bandes de la charte de les de la charte de la chart boeufs » condamné avant d'écon-ter. Mais puisqu'on est enfin sorti du non-dit, il reste à espérer que l'encre des communiques de pro-testations syndicales et politiques ne sera pas la seule à couler. M. Nallet, très attendu sur la ques-tion de l'estimentement. tion de l'environnement, devra parier clair. Dans un salon, et sur la question de l'eau, on ne peut en demander moins. Ses récents pro-pos sur les agriculteurs « premiers écologistes de France », appuyés par son prédécesseur, M. François Guillaume, laisseront, sinon, un qui veulent placer l'agriculture industrielle devant ses responsabilités en matière de protection de la

Limiter les misances

Que les exploitants agricoles ne soient pas les seuls « fauteurs » de pollution est une évidence. Comme est réelle la volonté de leurs responsables, au sein du CORPEN (Comité pour la réduction de la pollution de l'eau par les nitrates, créé en 1984), de limiter leurs nui-sances. On ne peut pas oublier non plus que la directive de décembre



rejetée par le conseil des ministres européens des Douze en novembre dernier. Jugée trop rigide, expli quait, il y a peu le maire RPR de Donai, M. Jacques Vernier, « car elle fixait par hectare des plafonds au nombre des animaux d'élevage et aux quantités d'engrais épandables. » Le député socialiste des Deux-Sèvres, Mme Ségolène Royal, a critiqué à son tour « les Royal, a critiqué à son tour « les ministres de l'environnement successifs dont le Parlement attend toujours un projet de loi sur l'usage de l'eau ». La protégée de l'Elysée à aussi mis en cause « les systèmes d'aide à l'agriculture » qui ont privilégié l'intensification au détriment de méthodes culturales plus respectueuses de l'environnement.

M. Nallet ne s'est pas privé, à peine rentré du Pakistan où il accompagnait le président de la République, de désigner la politi-que agricole commune comme res-ponsable de la pollution des eaux, à travers ses encouragements à la croissance des rendements. Une évolution quantitative qui, pourrait-on ajouter, s'est faite avec l'as-sentiment de la société. L'insouciance et l'ignorance rivalisant dans l'esprit des consommateurs. Rappelons enfin que la sécheresse exceptionnelle de l'année passée a endommagé à l'extrême le couvert végétal qui absorbe habituellement les nitrates, précipitant ces der-niers de façon massive et plus rapide au fond des nappes phréati-1988 sur les nitrates, préparée par ques. En s'abattant sur des sols nus la Commission de Bruxelles, a été ou érodés, les quelques pluies vioReconnue en France et par la

lentes de l'hiver ont ensuite aggravé le lessivage des impuretés. Autant de circonstances atténuantes qu'il convient d'accorder au monde agricole, dans un débat où celui-ci apparaît tour à tour comme complice et comparse, bouc émissaire, accusé et victime. Mais les faits sont là : l'agriculture pollue. Une seule question vaut qu'on s'y arrête : comment cultiver des végétaux, élever des animaux, sans craindre à chaque instant pour le biberon du bébé ou la tisane de grand-mère?

L'heure de la biologie?

Après trente ans de course folle aux rendements qui a, au bout du compte, vidé les campagnes, créé les excédents et dégradé l'environnement, revenir en arrière est exclu. Quand bien même certains draient, an nom d'un ordre éternel des champs révolu dont ils auraient la nostalgie, la modernisa-tion a accompli son œuvre. La France des campagnes n'a plus les moyens humains de renoncer à une agriculture industrielle au profit d'un mode d'exploitation reposant davantage sur l'individu. Depuis 1970, six cent mille fermes ont dis-paru. La population agricole vieil-lit, s'amenuise, se sent condamnée à d'autres mutations de structures et de technologies si elle ne veut pas être condamnée tout court . Pour rester à la terre, sauver leur reveau et leur part de marché face

aux agricultures modernes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de RFA ou des Pays-Bas, les der-niers « paysans » français doivent garder le cap. Celui de la mécanisation, de l'intensification, des engrais azotés et des pesticides.

Les tenants de l'agriculture biologique (l' « A. B. ») sont convaincus du contraire. Ceux-là croient l'heure sonnée d'un retour à des méthodes culturales plus douces, tirant profit des équilibres naturels tout en les respectant; « utilisant le complexe universel soleil, plantes, eau, micro-organismes », selon la définition de M. Philippe Desbrosses, l'un de ses actifs promoteurs (1).

CEE depuis deux ans, l' « A. B. » s'interdit tout recours aux produits chimiques de synthèse. Il s'agit d'une agriculture extensive (forte « consommatrice » d'espaces), qui se proclame à la fois productive et rentable, autonome et économe, grâce à la valorisation accrue de la masse, de la fertilisation organi que et des associations vérétales det. « Céréales et légumineuses peuvent ainsi se nourrir mutuelle-ment par échanges de sécrétions nutritives au niveau des racines », explique M. Desbrosses. Réfutant l'idée que l'agriculture biologique élimine toute protection contre les parasites, il préconise au contraire « la lutte biologique intégrée, c'est-à-dire l'utilisation des prédateurs naturels contre l'ennemi de nos cul-

Nui doute que le débat sur cette forme alternative d'agriculture ne peut plus être éludé, sauf à déce-voir tant les exploitants lassés des méthodes classiques dont on voit les limites que les consommateurs à présent sensibilisés. Aux scienti-fiques de montrer que l' « A. B. » ne saurait se résumer à une question de foi, y croire ou non. Mal contrôlé, le concept « bio » peut favoriser des impostures et des abus de confiance, induire le public en erreur et desservir, finalement, la cause du monde agri-cole. A l'inverse, pourquoi une agriculture biologique jugée viable et améliorante resterait-elle l'apa-nage d'une minorité d'agriculteurs? Sous peine d'apparaître comme un nouveau coup d'épée dans l'eau. On le voit, il devient arrent de trancher.

ERIC FOTTORINO

(1) Docteur en environnement, expert auprès du Parlement européen, M. Phi-ippe Desbrosses est l'auteur du Krack almentaire, éditions du Rocher, 285 p., ure, éditions du Rocher, 285 p.,

ETRANGER

La balance des comptes courants en janvier

Le premier déficit mensuel du Japon depuis 1984

Pour la première fois depuis six ans, le Japon a enregistré en janvier un déficit de ses comptes courants, a annoncé le ministère des finances du Japon, vendredi 2 mars. Le même jour, le yen a subi un nouvel accès de faiblesse sur les marchés des changes. La devise américaine a clôturé à 150,40 yens vendredi à New York, Certains redoutent que cette dévaluation du yen ne relance le gonfiement des excédents japonais. Une rencontre entre le premier ministre nippon M. Toshiki Kaifu et le président américain George Bush, largement consacrée aux problèmes commerciaux, doit avoir lieu aux Etats-Unis samedi 3 et dimanche 4 mars.

correspondance

En janvier 1989 encore, la balance japonaise des comptes cou-rants était excédentaire de 2,51 milliards de dollars (15 milliards de francs environ). Un an plus tard, elle accuse un déficit mensuel de 636 millions. Le ministère des finances a pris soin de préciser que le déficit des paiements courants était principalement causé par le traditionnel ralentissement des exportations nippones en janvier. Celles-ci ont en efffet diminué de 4 6 % pour s'établir à 18,2 milliards de dollars, alors que les importations ont bondi de 20,8 %

(à 17.1 milliards de dollars), sous la poussée de la hausse des prix du pétrole et de lourds achats de matériel aéronautique. En conséquence, l'excédent de la balance commerciale n'atteint plus que 1,07 milliard de dollars en janvier, contre 4.88 milliards l'an dernier à la même époque.

Autre facteur expliquant le déficit : cette année. un nombre record de Japonais (840 000 personnes) a choisi de passer les fêtes de fin d'année à l'étranger, provoquant un « trou » de 1,52 milliards de dollars dans la balance touristique.

Malgré ces explications ponc-tuelles, ce déficit revêt une grande portée symbolique : il a été annoncé le jour-même où le premier ministre M. Toshiki Kaifu s'envolait pour les Etats-Unis. Au cours du week-end, il doit rencon-trer à Palm Springs (Californie) le président américain George Bush-à la demande de celui-ci - pour dis-cuter des différends commerciaux entre les deux pays. Discrète sur cette question pour ne pasgéner le parti libéral démocrate tant qu'il n'était pas assuré d'être reconduit aux affaires, lors des élections du 18 février, l'administration américaine parait aujourd'hui décidée à rattraper le temps perdu et à milijaponais. Avant son départ, le pre-mier ministre japonais a déclaré, vraisemblablement à l'adresse des parlementaires américains : « nous ne devons jamais oublier qu'à terme, le protectionnisme affaiblit la structure économique du pays dont il émane, et crée davantage problème qu'il n'en résoud v.

BRUNO BIROLLI

Dans la perspective de l'unification monétaire européenne

Le double marché des changes belgo-luxembourgeois est aboli

Le franc belgo-luxembourgeois n'a plus qu'un seul taux de change.
Le vendredi 2 mars, le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt, a annoncé la suppres-maystadt, a annoncé la suppres-que identiques, et leur différence sion avec effet immédiat du double marché des changes, qui depuis 1955 se caractérise par l'existence. en parallèle, d'un cours commer-cial et financier pour les francs belge et luxembourgeois (les mon-naies des deux pays sont distinctes, mais lices par un taux fixe). La coexistence de ces deux cours - le premier est utilisé pour les transactions commerciales, inscrites dans la balance des transactions courantes: le second, pour le règle-ment des opérations en capital – permettait de limiter les sorties de capitaux en période de tensions monétaires, puisque, automatiquement, le cours du franc financier (ou libre) s'élevait par rapport au taux commercial, réglemente.

La décision de supprimer le double marché s'imposait, à terme, en

était généralement inférieure à 1 %, alors qu'elle était montée jusqu'à 15 % au début des années 80. Il est probable que, afin de mini-miser l'impact de l'annonce sur les marchés des changes, les dirigeants belges et luxembourgeois ont profité de la période actuelle de faiblesse du mark, la devise-phare du SME, et donc de plus grande fermeté du franc belge, pour abolir les restes du marché réglementé.

L'existence de ce marché se justifiait d'autant moins que la Belgiment libéré leurs mouvements de capitaux. Dans la plupart des pays en développement ou à économie planifiée, des taux de changes multiples coexistent avec un strict contrôle des changes.

EN BREF

 Les banquiers français prudents vis à l'égard de l'Est. - « Les pays de l'Est ne sont pas des débiteurs fiables. » C'est ainsi que M. Dominique Chatillon, président de l'Association française des banques et de la compagnie La Hénin. répond, dans Libération du 3 mars. aux invites faites par le gouvernement aux industriels français d'investir à l'Est (le Monde du 2 mars). Comparant la situation à « la vague de prêts au tiers monde des années 70 ». M. Châtillon estime que la situation de l'URSS est pire que celle du Brésil. A l'Est, aucun pavs ne trouve grace à ses yeux : « Aucun n'a encore achevé, voire engagé, la mise en place de structures économiques et juridiques ren-dant possible le déblocage d'un flux d'argent important (...). Essayons de résister aux mélopées de sirène que nous chantent les pouvoirs publics », ajoute le président de l'AFB, qui estime qu'il ne faut pas mélanger les rôles : « Si, pour des raisons politiques de soutien à Gorbatches, il apparaît indispensable de fournir à ce pays des biens de première nécessité, c'est aux Etats ou à la CEE d'agir. »

 230 banques créancières assi-guent le Péron en justice. – La ban-que américaine Citibank, agissant au nom de 230 établissements créanciers, a déposé une demande en justice afin d'obtenir du Pérou le remboursement de 3,4 milliards de dollars (20 milliards de francs environ), a annoncé, vendredi 2 mars, à Lima, le ministre péruvien de l'économie, M. Cesar Vasquez Bazan. Le total de la dette contractée par le Pérou aupres des banques atteint 7,8 milliards de dollars. - (AFP.)

□ Fonction publique : négociation salariale le 21 mars. - M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a fixé au 21 mars - c'està-dire après le congrès du PS - la réunion avec les organisations syndicales pour apurer l'accord salarial des années 1988 et 1989 dans le cadre de l'application de la clause de sauvegarde. Dans un communiqué, les quatre fédérations de la FEN, de la CFDT, de la FGAF (autonomes) et de la CFTC prennent « acte » de cette décision « tout en considérant que cette date

est trop tardire . .

☐ Elections professionnelles : recul de la CGT à Talbot-Poissy. - Les élections des délégués du personnel qui se sont déroulées le l' mars dans l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) ont été marquées par le recul de la CGT qui, tous collèges confondus, perd quatre sièges {27.9 % des suffrages, soit 5,2 points de moins qu'en 1989). Le scrutin se caractérise par une très forte participation (89.72 % de votants) et enregistre une progression de la CSL (+ 2 sièges, + 1.5 point avec 42,8 % des voix), de FO (+ 1 siège, + 1.7 point avec 13,5 %) et de la CFDT (+ 1 siège, 1.2 point avec 6.2 %). La chute de la CGT est particulièrement forte dans le collège ouvriers où. avec 33.1 % des voix, elle recule de 6,3 points et perd 3 sièges.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

La construction de l'Airbus

• La chaîne de montage de l'A-320 transférée à Hambourg • Le travail va reprendre à British Aerospace

Le conseil d'administration d'Airbus Industrie, qui s'est réuni vendredi 2 mars à Toulouse, a décidé, comme on s'y attendait (le Monde du 3 mars), que le futur Airbus-321, version allongée de l'A-320, sera assemblé à Hambourg, en Allemagne fédérale. Il y recevra également son aménagement intérieur. Les A-330 et A-340, les futurs gros porteurs du consortium européen seront intégralement montés à Toulouse. Cette décision mécontente les syndicats d'Aérospatiale, qui ont appelé à des débrayages de protestation, et chez les élus locaux. En Grande-Bretagne, les ouvriers de deux usines de British Aerospace, qui fabrique les ailes de l'A-320, ont décidé de reprendre le travail, après quatre mois de grève (nos dernières éditions du 3 mars).

LONDRES de notre correspondant

Les ouvriers de deux usines de British Aerospace ont voté vendredi 2 mars en faveur de la reprise du travail après plus de quatre mois de grève. Les cinq mille travailleurs manuels de Pres-ton et Chester, dans le nord-ouest de l'Angleterre, ont approuvé à main levée la réduction de 39 à 37 heures de la semaine de travail qui leur était proposée par la direc-tion du constructeur aéronautique.

Le conflit qui avait affecté l'activité sur les chaînes de montage d'Airbus, à Toulouse, auxquelles British Aerospace fournit les ailes, des syndicats, très attachés à la réduction générale du temps de

Plus de pause-thé

La direction de British Aerospace estime que cette concession sera compensée par une augmentation de la productivité, due notamment à la suppression de la pause traditionnelle destinée à prendre le thé... La décision de reprendre le travail a été prise à une très nette majorité à Chester, mais pas à Preston, où l'assemblée a été houleuse, un certain nombre de grévistes réclamant un vote secret.

Les travailleurs manuels de l'industrie britannique avaient obtenu, dans le milieu des

semaine de 39 heures. Les syndicats cherchent depuis un an à passer aux 37 heures. Ils ont eu gain de cause, ces derniers mois, dans des entreprises telles que Rolls-Royce (qui fabrique des moteurs d'avion) et Vickers (qui produit notamment les sous-marins aucléaires). Le groupe Rover, dernier grand constructeur automobile britannique, est sur le point de céder lui-aussi.

La détermination des ouvriers de Preston et Chester a été visiblement sous-estimée par la direction de British Aerospace, qui a fini, au bout de quatre mois, par accepter la demande initiale des syndicats. Au total, une trentaine d'Airbus A-320 n'ont pu être livrés en raison de la rupture d'approvisionnement des ailes et de divers autres

équipements produits en Grande-Bretagne. La perte est estimée à milliard de francs) par les trois associés de British Aerospace au sein du consortium européen. Ceux-ci pourraient réclamer 40 % de cette somme au constructeur britannique.

DOMINIQUE DHOMBRES

D Précision. - Dans le portrait de Pehr G. Gyllenhammar (le Monde du 3 mars), le patron du groupe Volvo, il fallait bien comprendre, dans la deuxième colonne, que : « en avril 1990, M. Gyllenhammar va confier le poste de PDG à M. Christer Zetterberg, celui-ci devant, à terme, lui succèder à la tête du groupe. « PG » restera en fait le numéro un pendant longtemps encore ».

Afin de rendre plus efficace le géant des télécommunications

Un rapport du gouvernement japonais propose l'éclatement de NTT

Le géant japonais des télécommunications Nippou Telegraph and Telephone Corp. (NTI) va t-il - d'ici à 1995 - être démantelé en trois entités distinctes ? C'est en tout cas ce que préconisent les experts gouvernementaux dans le rapport définitif qu'ils ont remis vendredi 2 mars an ministère japonais des postes et télécommunica-

Les experts proposent en effet de séparer les communications locales des communications privées, chacune de ces activités étant prise en

charge par une société spécialisée. Quant aux activités de téléphonie mobile, elles seraient également confiées à une troisième entité à

Les experts justifient l'éclatement du conglomérat - actuellement contrôlé par l'Etat à hauteur de 65 % et en cours de privatisation depuis 1985 - par la nécessité d'assurer une concurrence plus loyale et une gestion plus efficace dans le secteur des télécommunications. Dans cette optique, les communications privées resteraient

sous contrôle administratif, tandis que les deux autres entités seraient complètement privées.

Le gouvernement a jusqu'à la fin du mois de mars pour se prononcer sur ce dossier politiquement très sensible au Japon.

La direction de NTT - l'une des plus grandes entreprises mondiales avec ses 270 000 salaries - a fait savoir qu'elle restait opposée à ce projet, dont les grandes lignes avaient été tracées par un rapport intérimaire publié en octobre der-

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

PRÈS avoir soufflé durant trois semaines, le vent

PRÉS avoir soufflé durant trois semaines, le vent de la baisse, à l'image des bourrasques d'hiver, s'est éloigné ces derniers jours des rives de la Bourse de Paris, non sans s'être retourné, commte à regret, pour faire encore un peu plier la cote.

Mais cette fois, le bilan hebdoatadaire a été positif. Les boursiers out tout de même eu très chaud. En d'hut de semaine, la nouvelle et brutale débûcle des cours à Tokyo provoquait lundi l'amorce d'une déroute rue vivienne (— 1,67 % à 12 heures). Mais, progressivement, le marché se ressaisissait et, devant la ferme réaction de Wali Street dans l'après-midi, il regagnait tout le terrain perdu et même un pen su-delà (+ 0,03 %). Le mouvement de reprise s'accélérait mardi (+ 1,18 %) et encore mercredi en fin de séance (+ 1,33 %). La rechute de la Bourse de Tokyo, remise sur pied dans l'intervalle, replongealt jeudi Paris dans un abine de perplexité, forçant la place à se replier par prudence (— 0,93 %). A la veille du weekend, le marché parisien s'enhardissait derechef et remontait de 1,53 %.

tait de 1,33 %.

Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC-48 a monté de 3,3 % environ. C'est la deuxième hausse hebdomadaire de l'aunée, blen meilleure mêne que celle enregistrée à l'issue de la semaine à cheval sur la fin janvier et le début février. Ce score n'a pas empêché la Bourse de Paris de se situer encore à près de 7 % en dessons de son niveau du 29 décembre 1989. Quatre séances de hausse sur cinq, cela ne s'était encore jamais vu en 1998.

Manifestement, les onérateurs n'out wain retrair me

Manifestement, les opérateurs n'out voulu retenir que les bonnes nouvelles. A commencer par l'optimisme de Wall Street, qui, seuble-t-il, démoutre, comme les experts américains s'évertuent à le prétendre, que les économies du Japon et des Etats-Unis ne sont plus liées. Et, sans le dire vraiment, beaucoup ne sont pas fâchés de voir les Japonnis essuyer des révera. « Ne vous l'arais-je pas dit!», affirmait sentencieusement un spécialiste sous les colonnes. « C'était de l'hérésie de voir la capitalisation des valeurs japonaises représenter 50 % de la capitalisation mondiale quand l'industrie de l'archipel ne représente pas même le tiers de l'industrie mondiale.» Manifestement, les opérateurs n'out voulu retenir que

pas meme se ders de l'industrie monanne. »

En matière d'expansion, Paris a également trouvé dans les chiffres publiés ces derniers jours, des motifs propres à faire taire ses craintes. Le ralentissement a été ainsi moins marqué aux Etats-Unis, où, malgré un taux de croissance tombé à 3 %, l'économie s'est révélée moins chancelante au cours du quatrième trimestre. Surtout, le

Embellie ou véritable retour au calme?

dernier indice mensuel des agents d'achats américains, qui mesure le degré d'activité économique, est reuouté plus vite en février (+ 48,3) qu'ou ne l'escomptait après le creux de janvier (45,2).

Que dire de la France, ed, contre toute atteute, la croissance en 1989 a été à peine moins vigourence (+ 3,7 %) qu'en 1988 (+ 3,8 %). Et 1990 ne paraît pas se présenter trop mai avec une forte reprise de la co mation des ménages en janvier.

La croissance française vigoureuse

Reste que la communauté financière ne s'est tout de même pas départie de sa prudence désormais contumière. Chat échande craint l'eau froide. Si des signaux encourageants out été perçus, ne serait-ce pas des leurres ?

Certes, les avis divergent, mais des neurves ?

Certes, les avis divergent, mais beaucoup vont dans le même seus. M. Henry Kaufman, l'ancien gouron de Wall Street, tire la sonnette d'alarme en prédisant qu'avec la chute de Drexel la solidité financière des firmes américaines était au plus bus depuis la grande dépression des années 30, annouçant ainsi des années difficiles.

Les analystes boursiers américains sout égulement très pessimistes. Selon eux, les marrais résultats des entreprises pour le quatrième trimestre de 1989 sont peut-être le signe avant-coureur de nouvelles plus sombres encore. D'autre part, l'annonce d'une ciute des ventes de

2-3-90 Diff.

Semaine du 26 février au 2 mars

biens durables outre-Atlantique a immanquablement retancé la crainte d'une récession, qui commençait à

Et ce n'est rien de dire que M. Ryutaro Hashimoto, ministre des finances japonais, s'est moutré inquiet pour Pavenir. Au pays du Soleil-Levant, préoccupé reut dire

Inutile de le préciser : en dépit des apparences, à Paris, les investisseurs out littéralement marché sur des œufs ces derniers jours. La preuve ? Déjà assez faibles ces derniers temps, les volumes de transactions se sont réduits à une peau de chagrin avec une moyenne journa-lière de 1,7 milliard de francs.

Alors simple embellie on véritable retour au caime?
Les optimistes, car il y en a, tablent, eux, comme Salonon Brothers, sur l'impact positif à attendre des capitaux
japonais, qui, chassés par la crise, viendraient chercher
refuge sur les places occidentales. Possible mais aullement certain.

De son côté, M= Elaine Garzarelli, directeur de De son cote, Nº Enane Garzarent, utrecter de recherche chez Shearson Lehman Hutton, estime que le recoupement des indicateurs maison laisse à penser que Wall Street s'apprête bientôt à entrer dans une phase haussière pour monter, peut-être, au niveau 3 000/3 106 de l'indice Dow Jones, Quelle belle confiance!

A moins qu'il n'y ait une troisième répouse à la ques-tion que tout le monde se pose avec la pourssite de ce qui est devenu, après le minikrach dur d'octobre, le krach mon de 1990. Pour le commentateur de la société de Bourse Didier Philippe, c'est le scénario le plus plansible.

Mais la répouse est pent-être aussi dans le ciel, car on s'aperçoit, qu'une fois encore, le déchaînement des éléments a de nouveau accompagné, ou précédé, les convulsions hoursières de la planète.

Peugeot a tenu la vedette au cours de la semaine éconiée (voir encadré ci-dessous). En plus des arguments développés par les analystes pour expliquer le subit engouement des investisseurs pour le titre, des rumeurs circulent sous les verrières, à écouter évidentment avec prudence. Elles «affirment» que la firme de Sochaux pourrait s'associer avec Fiat et/ou Toyota, Les boursiers prendraient-ils leurs désirs pour des réalités, à moiss

ANDRÉ DESSOT

Bâtiment, travaux publics Produits chimiques

		Diff.
Auail, d'eatr	1 006 549 1 370 829 1 222 76 985 328,10 494,80 1 100	+ 8 + 18 + 92 + 4 - 34 + 1.59 + 3 + 15.10 + 9.80 inch.

Mines, caoutchouc

	2-3-90		Diff,	
Géophysique Imétal Michelin Métaleurop RTZ	1 130 276 136 185 49	.30 .20 .58	+++++	55 7,40 8,76 2 0,70 0,04

1 965 1 033 953 960 103 174

Pétroles

	3-3-90	Diff.
BP-France	173.	+ 0.80
Elf-Aquitaine	586	+ 11
Esso	653	+ 13
Exact	272	+ 5,50
Pétrofina	1 720	+ 20
Primagaz	8r1	+ 41
Raffipage (Fr.de)	201,90	+ 8,90
Royal Deach	432,20	÷ 7.79
Socerap		

2-3-90 Diff.

330 420

53 77

La reprise de Peugeot

Outre les rumeurs plus ou moins fantaisistes qui courent en Bourse sur les achats de titres Peugeot (voir le bulletin de Bourse), un certain nombre d'analystes attribuent la forte reprise de l'action du constructeur automobile à un « rattrapage », provoqué notamment par l'apponce de l'accord Renault-Volvo. Cet accord évalue la Régie à neuf fois ses bénéfices. alors que Peugeot n'est capitalisé en Bourse qu'un peu plus de trois avec les « amis ».

M. Jacques Calvet, il y a peu de temps, jugeait son titre tout à fait sous-évalué. Maintenant, nombre d'opérateurs le pensent également, d'où la reprise. Quant à une tenta-tive de « raid » sur PSA, bien hypothétique, les analystes soulignent que la famille Peugeot détient 22.7 % du capital et 34.36 % des droits de vote, et Michelin, respectivement 5,82 % et 9,06 %, soit plus de 43 % des droits de vote et, en fait, plus de 45 %

Banques, assurances

Bail Équipement Bancaire (Cie)	319 524	+ 11-
Cetelera	530	+ 33
CCF	215,50	+ 9,40
<u>CFF</u>	1 240	+ 19
CFI	510	+ 13
CPR	479,58	
Chargeurs SA	1 113 2 364	+ 43
Henin (La)	543	+ 63
Locafrance	515	- 17
Locindus	844	+ 'g
Midi	1 200	- 26
Midbad Bank	170	- 1
OFP.	1 621	+ 41
Paribas	616	- 19
Prétabail	£ 160	+ 14
Schneider	875	+ 25
Societé générale	575	+ 27
Suez (Cie fin.)	436	+ 15
UCB	243	- 2

Filatures, textiles

·		
Agache (Fin.)	528 794 645 558 575 685 090 695 569	+ 90 - 15 - 28 + 52 + 4 - 15 inch. - 7 + 5 + 2.79

	5-1-90	Diff.
Anglo-American Amgold Buf. Gold M. De Beers Drief. Cons. Geocor Harmony Randfontein Sainte-Helena Western Deep.	187,80 564 99,8 108,80 73,40 181,30 56,50 435 65,50 259	- 6,28 - 1 + 3,60 + 4,70 - 2,70 + 0,45 - 3,50 + 5 - 9,50

MATIF

<u>Alimentation</u>

| 3 230 | 148,50 | 148,50 | 148,50 | 148,50 | 148,50 | 148,50 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 169,000 | 16

romodès ______3 810 l-Louis-Bouchon ___ 1 448 ource Perrier _____ 1 493

ou indexé

PME 10.6 % 1976...

CNE 3 % CNE 60 5 000 F CNB Paribas 5 000 F CNB Suc2 5 000 F CNB Suc2 5 000 F CNI 5 000 F C

Métallurgie

Avions Dass

De Dietrich ...

Fives-Liffe

Peugeor SA.

construction mécanique

8,80 % 1977 ____ 10 % 1978 ____

9.80 % 1978 _ 9 % 1979____ 10.80 % 1979___ 16 % 1982

Valeurs à revenu fixe

2-3-90

2-3-90

Diff

+ 18

151

- 175

Diff.

5-1-90 Diff.

34 29

+ 7 + 4,20 - 10 + 90 - 71 + 26 + 38 - 13,80

Notionnel 10 % Cotation en Nombre de contrats : 81 276.	pourcentage du 5 janvier	1990
	ÉCHÉANCES	

ECHEANCES						
90	_					
	_					
	_					
	_					
	_					
48	_					
4	18					

			décembre			
Notice CAC 40 _	1 804:10	1 825,38	1 849,68	1 832,44	1	1 860,48
		-				

Motériel électrique

	2-3-90	Diff
CGE	544	+ 14
CSEE (ex-Signaux)	326	+ 15
Générale des eaux	2 150	+ 108
IBM	606	+ 23
Intertectorique	1 590 322,10	+ 3+ 25.30
Legrand	3 350	+ 100
Leroy-Somer	2 101	- 24
Lyonnaise des caux	552	+ 28
Matra	346	+ 16
Merlin-Gerin	4 779	+ 98
Moutines	122,40	+ 0,40
PM Labinal	1 090	+ 40
Radiotechnique	631	+ 29
Schlumberger	283,50	+ 8,50
SEB	1 100	+ 65
Sextand-Avionique	528 2 500	+ 10
Siemens -		

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Rochette (La)	Valeurs	Hense. %	Valence	Baisse
Gray. Gascogne + 6.2 Valloares - 3.9 Ofipar + 6.2 Micrologie Inter - 3.7	Pengert S.A	+ 109	Pechiney INTL Sais Rossigned Groupe Victorie Majorette Asta Midi Ass. U.LS. Sagen UIFB Locabeil CEGID CFAO Essior INTL Valloure	- 44 - 44 - 43 - 43 - 43 - 43 - 43 - 43

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*) Nbre de Val. en titres cap. (F)

	- '		
cupeti SA	1 562 038	1 200 424 396	
utz f wancice	1 193 022	507 008 122	
If Acquitaine	707 794	412 (62 099)	
SN	419 633	295 653 854	
zine-Gobain	480 945	256 435 321	
té Générale « A »	441 448	246 118 388	
G.E.	449 413	241 359 488	
afame-Coppée	5 711 450	226 244 439	
an (Géa.)	102 866	214 599 090	
2735	150 660	212 968 942	
YMPI	45 026	206 493 616	
ir liotzide	337 627	303 231 8651	
MB Packering SA .	1 163 388	194 232 609	
ministration .	302 289		
		191 509 033	
(*) De vendredi .	23 février l	990 au lendi	
mars 1990 inches			

MARCHE LIBRE DE L'OR

Or Sin (föllo en barre)

- (föllo en Singot)

Pièce (sançaise (20 fr.)

- Pièce stançaise (10 fr.)

- Pièce stançaise (20 fr.)

Pièce latine (20 fr.) Pièce trainienne (20 fr.)

5 dollars . 5 dollars . 50 peecs . 20 meries .

Cours 2-3-90

NEW-YORK

BOURSES

ÉTRANGÈRES

En vedette: + 3,75 % Après deux semnines de baisse, Wall Street s'est ressaisi, si bien ressaisi même que, malgré des signes de nervo-sité, le marché à monter sans disconti-nuer. A la weille du week-end, la hausse atteignait 3,75 %.

Selon les spécialistes, New-York a blibérément joué la déconnexion avec

Pinsienrs indicateurs économiques tels que les PNB définitifs pour le quatels que les PNB définitifs pour le qua-trième trimestre et pour 1989, qui démontrent un moindre ralentissement que celui redouté; les dépenses de consommation pour janvier (+0,6%); l'indice des 2gents d'achats pour février en net progres-sion sont constitué des facteurs d'encouragement pour prendre des positions. Mais les investisseurs om aussi prêté une crelle attentive aux propos de M. Alan Greespan, président du Fed, optimiste sur les chances d'évi-ter une récession.

Les milieux financiers attende beaucoup de la visite du premier ministre japonais, M. Kalfu, à

Indice des industrielles du 2 mars : 2660,36 (contre 2564,19 le 26février).

	Cours 23 fev.	Cours 2 mars
icoe	62 3/8 38 1/8	66 5/8 49 3/8
base Man. Bank	29 1/2	647/8 39 3/8
e Poot de Nemous estman Kodek exon	37 3/8 37 1/4 47 1/8	39 1/4 38 1/2 46 3/4
ord	44 3/4 60 5/8	47 1/8 62 3/8
eneral Motors loodyear	43 3/8 33 162 5/8	46 1/8 34 104 7/8
TT fobil Oil	523/4 611/4	54 1/2 61 7/8
fizer chlæmberger	56 47 5/8	61 3/4 48 1/2
exaco AL Cura (es-Aliegis) . zios Carbide	57 1/4 129 23 1/4	59 134 22 3/8
SX	35 1/4 69 1/8	37 73 5/8
erox Corp ,	51 1/4	53 1/8

FRANCFORT Timide reprise

Après la forte baisse de la semaine précédente, Francfort a évolué ces der-niers jours de façon très irrégulière, mais plutôt dans le sens de la hansse. Les incertitudes sur les modalités de l'union monéraire entre les deux Alle-mente les reque d'éfficies de l'entre de la lemagnes, avec le risque d'inflation, ont continué de freiner les initiatives.

Indices du 2 mars : Commercha 2 208,2 (contre 2 192); DAX: 1 818,23 (contre 1 789,64).

	Cours 23 fév.	Cours 2 mars.
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschiebank Hoeclist Karstadt Mannesman Siemeas Valkswagen	305,50 309 301,30 288,59 770 303,59 622 347 734,50 548,56	312 369 313,70 295,50 761,58 318,59 632 346 746,70 545

1374 THE S

LONDRES

Légère amélioration

Malgré la persistance d'une grande nervosité, une légère amélioration s'est fait jour au London Stock Exchange en fin de semaine. Elle aurait ou être plus marquée sans la perte de popularité des conservaients et l'annonce d'une aggravation inartendue du déficit de la alance commerciale. L'activité a été généralement faible. Les fonds d'Etats ont été déprimés.

Indices FT du 2 mars : 100 valeurs, 2 254,8 (contre 2 236,7) ; 30 valeurs 1 774,2 (contre 1 762,3) ; minesCor, 283,5 (contre 295,6); fonds d'Etat, 78,60 (contre 80,15).

.,		
	Conns 23 fév.	Cours 2 mars
owater P Charter Courtealds De Beers (*) Hano HUS CI ceuters inell milwer- Tokers	442 335 442 364 18,59 13,50 14,13 10,37 10,37 460 620 195	436 339 435 360 18,87 13,50 14,13 10,51 458 625 203

(*) Ee dollars. TOKYO

Moins 2,4 % Deux violentes secousses de grande amplitude (- 4,5 % lundi et - 2,2 % jeudi) out derechef ébranlé la grande place tokyote cette semaine. Chaque fois, le marché s'est redressé. Mais il n'a pas réussi néanmoins à combler l'écart, et, à l'issue d'une mini-reprise vendredi, son resard atteignait encore

Indices da 2 mars : Nikkei, 34057,567 (contre 34890,37) ; Tonix, 2 541,97 (contre 2 554,31).

(10 H317.	
	Cours 23 fév.	Cours 2 mags
Aksi Bridgestone Crigostone Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp.	1 676 1 529 1 559 3 366 1 656 2 676 1 020 7 906	1 196 1 546 1 636 3 206 1 660 2 130 1 009 8 356
Toyota Motors	2 320	2 320

Bientôt une Bourse à Moscou?

Soixante-dix ans après leur fermeture, les Bourses de Saint-Petersbourg (aujourd'hui Leningrad) et de Moscou vont-elles rouvrir leurs portes ? L'économiste soviétique Abel Aganbeguian, directeur de l'Institut de l'économie et considéré comme l'un des grands artisans du changement, lui, est formel. Dans cinq ans, un marché finan-

cier fonctionnera en URSS. « Une loi est actuellement en cours d'élaboration et sera vraisemblablement approuvée par le Soviet suprême dans un proche avenir s, a t-il déclaré. Et d'ajouter : « nous préparons une loi sur l'actionnariat qui devrait aboutir à la mise sur pied d'une Bourse de valeurs ères », soviétiques avant tout, bien sûr.

En attendant de voir, peutêtre, réapparaître les titres d'emprunts des chemins de fer russes à la cote moscovite. La Yougoslavie, elle, a pris quelques longueurs d'avance dans le domaine financier.

La cote de Belgrade

Fermée en 1941, lors de l'invasion allemande, la Bourse de Belgrade a rouvert ses portes mardi 27 février 1990 en grande pompe. Fondée en

1894, au temps du royaume de Serbie, elle a pris le nom officiel de Marché yougoslave des capitaux. Sa récuverture avait été décidée en décembre 1989 dans le cadre de la réforme du système économique lancée par le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic.

Des journalistes, la télévision yougoslave et des personnalités olitiques étaient venus assister à cet événement historique, qui n'allait finalement durer oue vingt petites minutes. Pour une première séance, ce n'est déjà

De fait, il a été prévu que, dans un premier temps, les activités de la Bourse yougoslave seraient modestes, quatre banques seulement ayant le droit de procéder à des transactions. Pour l'instant, trois séries d'actions du Fonds d'aide aux régions sous-développées émises par la République de

Serbie sont cotées. Mais déjà de nombreux actionnaires étrangers ont manifesté leur intérêt pour participer aux activités de la Bourse de Belgrade une fois celles-ci développées. M. Branislav Cosic, directeur par intérim de la Bourse, est formel à ce sujet. - (AFP, Reuter.)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 2 janv. 3 janv. 4 janv. 1 889 285 1 713 948 2 421 382 1-621 619 11 612 927 382 869 9 571 908 188 499 10 036 954 534 335 8 099 203 413 173 13 885 081 | 11 474 355 | 12 992 671 | 10 133 995 | INDICES OUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989) 90,9 94,2 SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. | 482,9 | 494,6 | 497,5 | 497,7 | 496,8

••• Le Monde • Dimanche 4-Lundi 5 mars 1990 15

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La transparence d'une adjudication

L'importante adjudication du résor de Copenhague a été l'évé-nement de la semaine passée sur le conserver le produit de leur situation est donc très différente de marché international des capitans Très attendue, elle s'est tenue jeudi le mars, permettant de lever un montant de 771 millions de dollars à un coût de quelque 65 centimes supérieur au rendement des fonds d'Etat américains de cinq ans de durée. Cette marge est tout à fait conforme aux conditions ambiantes. Le contribuable danois n'a donc pas à redouter de faire les frais de ce qui, aux yeux de nombreux critiques, a pu apparaître un moment comme une entreprise bien risquée. Mais, d'autre part, et c'est l'avis du débiteur, il est pro-'. bable que le même résultat auraix pu être atteint sans passer par une formule aussi novatrice pour l'euromarché que celle d'une adjudication où les banques intéressées sont appelées à soumettre leurs offres, à indiquer à quel prix elles sont prêtes à acquerir des titres.

COURSES

NEW YORK

FRINCHRI

1050885

李安置教育、 東京ロックの記録

August 1

1 14. 7

The Property of

MATERIAL SECTION OF SE

2:410

Nicom 24"

فلأرا يثيان مد

1 125

En se limitant à des comparaisons de ce geure, on pourrait être tenté de conclure à l'inutilité de cette methode. Ce serait faire bien peu de cas de son principal mérite. celui d'assurer une transparence parfaite. En laissant au marché lui-même le soin de fixer le prix d'une transaction, on ne donne prise à aucun soupçon d'arbitraire. Le débiteur est le premier à bénéficier de tout ce qui contribue à renforcer l'impression d'objectivité laissée par sa transaction. Si, au contraire, il prête le flanc à des accusations de générosité ou, au contraire, de pingrerie, il risque de souffrir durement d'une réputation dont il mettra longtemps à se

Il reste que la solution de l'adjudication ne permet guère de tirer parti des possibilités d'arbitrage qui s'offrent sur un marché des capitaux. Une adjudication prend du temps à s'organiser et, dans l'incertitude où le débitent demeure jusqu'au bout sur l'issue de l'opération et de son prix, il huifaut renoncer à tout espoir de lier des le départ son émission à la : emprent sous la forme où il a été. lancé. Le cas du Danemark est plutôt rare. Les autorités de ce pays sont en train de remodeler leur dette extérieure: Elles cherchent à accroître la part relative des fonds qu'elles ont à rémimérer à taux fixe, ce à quoi servira leur euro-emprunt de jeudi dernier. Poursuivant ce même objectif, le Trésor de Copenhague s'apprête d'ailleurs à réduire la proportion de son endèttement en dollars à taux variable, dont il envisage d'échanger une partie contre des fonds à taux fixe en deutschemarks et en francs suisses. Toutes devises confondues, il entend parvenir à terme à un équilibre entre taux fixe et taux variable. En tout, le dollar ne devrait pas servir à libeller plus du quart de la dette du pays,

La transaction danoise était confiée au groupe : américain organisé l'adjudication, une autre se chargeant du secrétariat de l'émission. Elles se partageront les cinq points de base (ou centièmes de point de pourcentage) qui leur reviennent spécialement sur l'en-semble de l'emprunt pour leur rôle. dans cette affaire. Ces points s'ajoutent aux vingt points de base de commissions de placement.

La Hongrie sert 10 % d'intérêts en deutschemarks

Depuis la suppression de la reteque à la source sur les revenus de placements de capitaux en Allemagne, il ne subsiste plus outre-Rhin, d'un point de vue fiscal, de distinction entre les deux compartiments du marché des obligations en deutschemarks. Les résidents allemands sont d'ailleurs invités à. souscrire à tous les emprunts compte de débiteurs étrangers (les euro-obligations placées sous le contrôle de la Banque centrale à Francfort, la Bundesbank) ou pour des débiteurs locaux (ils sont alors

celle qui prévaut sur les marchés du franc français, où théoriquement, les euro-obligations sont destinées à des investisseurs étrangers, les particuliers résidant en France étant de toute facon dissuadés d'y souscrire da fait d'un traitement fiscal nettement moins favorable que celui qui s'applique aux titres en francs émis sur le marché national. Ce marché, à de très rares exceptions près, n'est ouvert qu'à des emprunteurs français.

De telles divergences ne manquent pas de se refléter sur l'activité primaire, celle des émissions nouvelles. C'est ainsi que l'importance de la demande d'origine allemande pour des euro-obligations en marks explique en partie que les nouvelles euro-émissions se soient, ces demières semaines, succèdé à un rythme soutenu en dépit des difficultés de la conjoncture. Rien qu'en février, alors que la perspective d'une unification monétaire entre les deux Allemagnes faisaient grimper les taux de rendement des emprunts gouvernementaux à 9 % et plus, onze euro-émissions ont vu le jour à Francfort pour 2,7 milliards de deutschemarks. Dans le même temps, à Paris, il n'y a cu que deux euro-emprunts pour 850 millions de francs.

entend lever 200 millions de marks. On prévoit à Francfort que cet emprunt, d'une durée de sept ans, bénésicie d'une demande importante de la part de la clientèle privée, qui se montre très friande de taux d'intérêt élevés. Pour la première fois depuis des années, un débiteur souverain lui annuelle de 10 %. Mais c'était dans un autre compartiment, celui des emprunts en écus, où elle cherchait publics, qu'ils soient émis pour le à drainer des fonds par le truchement de la Kredietbank. Son emprunt en marks est placé sous la conduite de la Commerchank.

La Banque nationale de Hongrie

DEVISES ET OR

Nouveau recul du mark et du yen

sur les marchés des changes; où deux monnaies réputées « fortes », le yen et le mark, ont à nouveau faibli, tandis que le dollar et le franc français continuaient de se

Le glissement de la monnaie

japonaise, déjà sensible en début

de période, s'est accéléré à la veilledu week-end, avec le franchissement, vendredi, de la barre psychologique des 150 yens pour un dollar à Tokyo. Malgré les interventions massives de la Banque du Japon, 2 milliards de dollars vendus le 2 mars, et 7 à 8 milliards de francs sur la semaine. Le ministre des finances nippon, M. Ryutaro Hashimoto, s'est déclaré extremement inquiet > des aiveaux du yen par rapport au dol-lar, la parité actuelle étant jugée « indésirable » et susceptible de relancer l'inflation au Japon. Ce pays s'apprête à organiser deux réunions du Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde (G 7), l'une officiense et l'autre officielle, oni se tiendront à Tokvo la semaine prochaine. Sans nul doute, le G 7 se penchera à nouveau sur le problème posé par la faiblesse du yen, susceptible de creuser à nouveau le déséquilibre commercial entre le Japon et ses partenaires, puisque la dépréciation de la devise nipponne favorise les exportations du pays du Soleil-

Vendredi après-midi; les ban- a le vent en poupe. ques centrales occidentales sont intervenues assez massivement cait que la progression du produit pour essayer de stopper la dérive du yen, mais en vain, puisqu'après

149,70 yens. Pour la semaine qui vient, les opérateurs ne sont guère optimistes : même un relèvement du taux de l'escompte de la Banque du Japon n'empêchera pas une se raffermit. nouvelle attaque sur le yen qui souffre d'une accumulation d'iquiétudes : sur la solidité du gouvernement, sur les négociations commerciales avec les Etats-Unis, sur la reprise éventuelle de l'inflation, sur la tenue de la Bourse (très

Désaccords entre MM. Poehl et Kohl

De son côté, le mark est resté sous pression. Les déclarations contradictoires du chancelier Kohl et de M. Poehl, président de la Bundeshank, sur le calendrier et les modalités de l'union monétaire de la RFA avec la RDA, ont lourdement pesé sur la devise allemande. Les craintes d'une inflation supplémentaire et d'un alourdissement de la dette sédérale ont ponssé à la hausse les rendements des obligations allemandes (voir-ci-dessous), ce qui reflète bien les inquiétudes des milieux financiers de Francfort. En conséquence, le mark a fléchi contre toutes les monnaies, notamment le dollar, qui est monté à 1.72 DM avant de redescendre un peu, à 1,7140 DM, en progrès de 2 % d'une semaine à l'autre. Il faut dire que la devise américaine

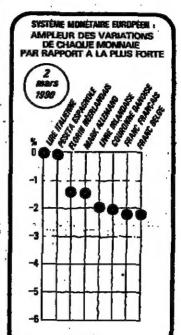
En début de semaine on annonnational brut des Etats-Unis pour le quatrième trimestre 1989 était un plus hant de 150,50 yens, le révisée en hansse à 0,9 % contre

Encore une semaine très agitée dollar ne retombait - qu'à 0,5 %. Les milieux financiers ayant le sentiment que le pays a vraiment évité la récession, ce qui n'incitera pas la Réserve fédérale à abaisser encore son tanx, le dollar Dans toute cette affaire, le franc

français a fort bien tiré son épingle du jeu, se renforçant tès nettement vis-à-vis du mark; dont le cours à Paris est redescendo à 3,3760 F. au plus bas depuis la fin de septembre 1989 (à la fin de décembre 1989, avant la dévaluation de la lire, le mark frôlait les 3,42 F). Outre la faiblesse de la devise allemande, le franc a bénéficié d'un. « bon indice » des prix en janvier (+ 0,3 %), celui de la RFA ayant augmenté de 0,6 % pour le même mois, et d'une forte diminution du déficit de la halance commerciale. ramené à 790 millions de francs en janvier, presque à l'équilibre, mais grace aux exportations de matériel militaire : le déficit des échanges industriels continue

Signalons enfin la suppression du double marché des changes en Belgique et au Luxembourg, ou coexistaient un franc commercial et un franc financier. Sa suppression était attenduc, l'écart entre les deux francs, qui fut assez important dans le passé, ayant pratiquement dispara (voir d'autre part).

FRANÇOIS RENARD



MATIERES PREMIERES

Le déficit en blé résorbé

qui avait prévalu au cours des trois dernières campagnes, est en passe de s'inverser. Pour la saison 1990-1991, la production mondiale de blé devrait progresser de 15 millions de tonnes pour s'établir à 555 millions de tonnes, pendant que la consommation se situerait autous de 547 millions de tonnes.

S'agissant de la campagne 1989-1990 en cours, les stocks définitifs de ble devraient atteindre 100 millions de tonnes, leur niveau le plus faible depuis 1977-1978. Quant aux échanges moudiaux, ils atteindront 98 millions de tonnes, en deça de leur record de 106 millions enregistré en 1987-1988.

Les prévisons de production

montrent en particulier que les Etats-Unis ont sensiblement accru leurs surfaces ensemencées au lendemain de la sécheresse de 1988 dont les conséquences avaient été amplifiées par la politique de gel ampifiées par la politique de get des terres pratiquée alors Outre-Atlantique. Alors que les prix du blé à Chicago faiblissaient légère-ment ces derniers jours, s'établis-sant antour de 3,9 dollars le boiz-seau le 2 mars, les professionnels s'inquiétaient des récents propostenus à Moscou par M. Oleg Kli-mov, le président de l'agence soviétique de négoce céréalier Exportkhleb: Selon lui, l'URSS achètera « sensiblement moins de céréales américaines en 1990 qu'en 1989 ». Il est vrai que l'an passé, les achats soviétiques out atteint le niveau record de 25.7 millions de tonnes, dont 18,5 millions de tounes de céréales secondaires (mais, orge), 5.4 millions de tonnes de blé et 1,8 million de tonnes de tourteaux et de graines de soja. Dans la même déclaration parue dans une publication spécia-lisée des Etats Unis, The Journal of Commerce, M. Klimov a affirmé que dans l'hypothèse où Washington supprimerait ses subventions à l'exportation, les céréales américaines ne seraient plus compétitives sur le marché mondial et l'URSS irait se servir ailleurs, a Les États Unis sont nos

de prix ». Le responsable soviétique conclusit en indiquant que Moscou comptait accroître ses achats de céréales en Australie, et poursuivre ses importations en provenance d'Argentine, de Hongrie et même de Chine...

L'hommage rendu à la souplesse européeane en matière de prix a cependant été écorné par la polémique qui a éclaté fin février entre les exportateurs français de céréales et la Commission de Bruxelles. Les négociants se plaignaient de voir Bruxelles refuser de leur accorder un délai supplémentaire pour des certificats d'exportation de deux millions de tonnes de céréales vers l'URSS arrivant à expiration le 28 février. Ils invoquaient la « force majeure » pour justifier leur impossibilité à decharger leur marchandise avant cette date, les ports de la Bahique ayant été encombrés à cause des

	PRODUITS	COURS DU 2-3
	Cuivre h. g. (Lodes) Tsois mois	I 60 (+ 66) Livres/tonne
	Alember (Leakes) Trois mois	1 532 (+ 35) Livres/tonne
1	Nickel, (Leades) Trais mais	\$ 259 (+ 525) Dollars/tome
	Sacre (Paig Mars	2 444 (+ 34) Franci/tonne
	Cafe (Loubes) Mazs	Livres/towne
	Chess (New York) ::	1 123 (+ 64) Dollars/sounc
	Mars	388,75 (- 5,25) Cents/boissean
	Mails (Chongs) Mass	245,75 (+ 4,75) Cents/bosecous
	Saja Chrossi Mars	159,40 (- 2,48) Dollars/L course
: '	La chilles enter on	reathèses radique

Si l'on en croit les dernières pré-visions du Conseil International du mais le meilleur blé est canadien et sion a refusé d'assimiler ces intemble, rendues publiques le le mars à c'est la Communauté Européenne péries à la force majeure, elle n'a deux millions de tonnes de céréales, comme le laissait entendre le négoce. Elle a en revanche obligé ce dernier à évacuer la marchandise du territoire de la Communauté pour la placer- à ses frais-dans des entrepôts sous douane. C'est cette issue jugée coûteuse qui a provoqué l'émoi des marchands de grain. « Le tout est de savoir si l'on vent garder de bonnes relations avec les Soviétiques et, surtout, leur confiance » expliquait l'un d'eux le 26 février. La livraison concernée porte sur 600 000 tonnes d'orge et 1,3 millions de tonnes de blé tendre, soide d'un contrat de près de 5 millions de fonnes (dont 4,2 millions de tonnes

> comité de gestion des céréales de la CEE en décembre 1989 et en janvier 1990. Au chapitre des coups de colères réréaliers, on notait celui des professionnels français après l'an-nonce par les Etats-Unis d'une vente de 109 250 tonnes de blé au Maroc, avec une subvention de 32,45 dollars par tonne. Le département américain de l'agriculture a précisé que les autorités de Rabat pourraient encore acheter 670

de blé tendre), autorisé par le

750 tonnes aux mêmes conditious. Autre coup de colère, planétaire cette fois, celui du directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) M. Edouard Saouma, à l'occasion de la parution du rapport sur les produits 1989-1990. « Les pays en développement se sont trouvés de plus en plus marginalisés dans le commerce mondial des produits agricoles an cours des années 80 » a souligné M. Saouma, la hansse des prix des céréales en 1989 ayant de surcroit alourdi de 2,9 milliards de dollars la facture de leurs importations. Pour la seule année 1987, la FAO estime enfin que les pays de l'OCDE ont dépensé 290 milliards de dollars pour la protection de leurs agricultures....

None Wash	T,6590		17,310	66,6888	58,5138	2,8169	51,3481	4,8793
New-York.	1,7000	-:	17,6211	67,8426	59,6659	2,8628	52,9661	0.0896
	9,5750	5,775	-	385,13	337.91	16,2676	300,00	4,5833
-	9,6929	5,675		385,80 .	338,60	16,2468	304,5%	4,5766
Zadeh	2,4961	1,4995	25,9653	_	27,7414	4,2239	77,8961	1,1901
	2,51%	1,6740	25,9749	_	37,5474	. 4,2158	78,8720	1,1887
Saudia 1.	2,2336	L.7856	29,977	113,97		4.514	88,7792	1,3563
- Annual Paris	23626	2 26760	29,5333	-MT3.70		4,7981	-38,7712 ·	1,3516
-	58,859	3.50	6,1471	23,5746	28,7724		18,4416	2.8175
M. M	59,5556	3493	6,1550	23,6974	24,8413	-	12,5010	2.8169
	3,1916	1,9250	333,33	128,37	112,64	5,4225		1,5237
	3,2247	2,8880	332,60	128.86	112,65	5,4051	-	1.5225
444	2889,08	1360	218,18	840,28	731,27	35,4930	654,55	-
·	2117,92	1240	218.50	841,25	739,86	35,696	656,78	~
74	248,26	140,70	25,9221	99,8333	87,5951	42169	71,7662	6,1128
Tobe	251,50	146,50	25,9000	99,660\$	27,6491	4,2855	77,8072	4J115
				de la m				

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 FÉVRIER AU 2 MARS 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

MARCHE MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Inquiétantes tensions

Après la folle semaine dernière, un peu de calme semblait revenir sur le marché financier. A Francfort, et sur le marché à terme de Londres (LIFFE), le rendement de l'emprunt fédéral (BUND) à dix ans, qui avait flamblé à 9%, redescendait à 8,50% et bien audessous.A Paris, le cours de l'échéance mars du MATIF se maintenait au-dessus de 99 et le rendement de l'OAT à dix ans oscillait autour de 10%.

Tout le monde commençait à respirer lorsque, jeudi, la tempète se leva à nouveau, l'ouragan venant, comme la semaine dernière, de Francfort, où le rendement du BUND dix ans crevait le plafond des 9%, 1.9,06%, au plus haut depuis sept ans. Motif: les propos contradictoires du gouver-nement et de la Bundesbank sur la fusion monétaire de la RFA et de la RDA avec son cortège d'inquie-tudes sur la parité d'échange des billets, l'inflation, le financement de l'aide, par emprunt sans doute, A

Immédiatement le MATIF plongea, se retrouvant, jeudi, à 97.50, tandis que le rendement de l'OAT à dix ans bondissait de 10% à 10,35% et que les opérateurs simisme, avec une consolation. toutefois: l'écart entre les rendements à dix aus diminue entre la France et l'Allemagne.De 2% à la fin 1989, il oscille actuellement entre 1,30% et 1,50%, ce qui traduit un edecrochements progressif du marché français per rapport an marché allemand, dont il ne suit plus obligatoirement l'ascension. Cela rappelle que, la semaine dernière, pour un BUND dix ans à 9%, l'OAT dix ans avait bondi à 10,60%. Cette fois-ci, le bond s'est arrêté à 10,35%; c'est nettement plus rassurant.

A la veille du week end toute-ERIC FOTTORINO | fois, le marché allemand réagissant

contre un excès de pessimisme et les vendeurs à découvert se mettaient à racheter, on vit le BUND. dix ans redescendre an peu, à 8,90%, l'OAT à 10,28%, tandis que le MATIF remontait à 98,40% et que la Bourse de Paris se raffermissait sensiblement. Toutes ces cabrioles ont été plutôt mai accueillies sur le marché obligataire parisien. Le Tresor, qui procédait à son adjudication mensuelle d'obligations assimilables, n'a pas en de chance: il est tombé justé sur le coup de vent, ce qui lui a coûté cher. Pour 7,65 milliards de F recueillis, les rendements offens sont passés, en un mois, de 9,63% à 22% pour l'échéance à dix ans et sie 9,55% à 10,26% pour celle à quinze ans. Une tranche en écus (225 millions, soit 1,6 milliard de F environ) a été adjusée à 10,78% contre 8,95% en octobre, ce qui traduit la hausse des taux européens, en RFA notamment. Comme le mois dernier, la lemande finale des invessisseurs a

été presque nulle, les étrangers ont boudé (ils préférent du vingt-cinq ans) et les spécialistes en valeur du Trésor (SUT) ont du une fois de plus, faire leur devoir, se hâtant de se couvrir sur le MATIF, c'est-àdire de vendre par avance, ce qui a contribué à faire baisser les cours dudit MATIF, jeudi. Les choses allaient si mal que, vendredi, ces pauvres SUT out renoncé aux soumissions non compétitives, non adjudicatione(?): Lavantage offert aurait été absolument reineux le papier étant décoté par avance... Les autres émetteurs out égale-

ment souffert de la tempête, mais à an moindre degre puisqu'ils s'adressent moins aux 300 ou 400 gestionnaires de SICAV qui, chaque mois, attendent le Tresor avec une arquebuse, qu'aux grands investisseurs institutionnels et aux menages. Ces derniers sont très contents avec un rendement de

10%, pour une inflation de 3.5%. ce qui leur laisse un intérêt positif intéressant. Ainsi, le Crédit agricole, avec son très large réseau, a pu placer chez lui sans difficultés 2 milliards d'obligations à huit ans. au taux nominal de 10% et au taux réel de 10,54%. Le même Crédit agricole, chef de file de l'emprunt de 1.2 milliard de F de Crédit local de France, à 10% nominal et 10.35% a été en mesure d'en placer une partie. Il faut dire que l'émission CLF a pris de plein fouet le coup de vent, se trouvant très décoté sur le marché gris à la veille du week-end. Le coup de vent mis à part, il a souffert de la nouvelle réglementation des OAT «européens», qui plafonne à 10% de leurs actifs les emprunts d'un même émetteur non garanti par l'Etat Car le CLFt a beauconn émis depuis un an, il y a plafonnement. L'établissement, conscient de ce handicap, envisage de se tourner davantage vers les particuliers, via les banques à réseaux et via l'international: cette fois-ci, le Crédit suisse lui a pris du papier. Ledit. plafonnement ne jouant pas pour le CEPME, qui jouit de la garantie de l'Etat, il a pu lever assez aisément l'milliard de F, sous la direction du Crédit agricole.

Signalons enfin que la valorisation des bons du Trésor dans le bilan des banques, c'est-à-dire l'estimation de leur valeur boursière en fin d'année, qui devrait entrer en vigueur pour l'exercice 1989, a été reportée d'un an. Les décotes sont telles (6% et 8% et plus sur les bons à cinq ans) que les pouvoirs publics ont eu pitié des banques. qui auraient du provisionner les décotes à due concurrence. Quant à la Direction des Impôts, elle en est toute soulagée: une déduction

Les débats de la droite et la préparation du congrès du PS

Grands principes et petite cuisine...

sera celle de toutes les ébuili-

Ça va mijoter très fort dans la marmite de l'opposition. MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac n'ont pas l'inten-tion de laisser MM. Michel Noir et François Léotard parader ant l'électorat centriste. Puisque le maire de Lyon et son compère de Fréjus ont décidé de ser à l'offensive dès lundi 5 mars pour proposer aux Fran-çais la création d'une « Coordination pour une force unie » qui puisse préfigurer « la formation d'une grande structure nouvelle dans laquelle se réuniraient les multiples partis et courants existants > et constituer ensuite « une alternative crédible au socialisme mou et ambigu dans lequel notre pays s'enlise », l'ancien président de la République et le maire de Paris essaieront de leur barrer le chemin, dès mardi. à l'occasion de la réunion du « Comité de coordination de l'opposition » qui veut, lui aussi, réorganiser la droite mais se trouve d'ores et déjà saisi par le RPR d'une question préalable : la mise au point d'un système d'élections primaires capable d'aboutir à la désignation d'un candidat unique pour la future échéance présidentielle. Il faut donc s'attendre à de nouvelles

En sachent que les « ministres de l'ouverture » du gouverne-ment de M. Michel Rocard n'entendent pas, eux non plus, rester inertes. La preuve : le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Election municipale à Bastia h

25 mars. - La date du premier tour

de l'élection municipale de Bastia

(Haute-Corse) a été officiellement

aux fourneaux pour concurrencer annoncant le lancement de la « France unie », un nouveau « mouvement de centre cauche a dont l'ambition est « de donner la majorité à la majorité ». « Un mouvement, a tenu à préciser M. Soisson, pas un parti, un mouvement avec une liberté de pansée et d'allure, une souplesse dans l'organisation que ne connaissent plus les partis politiques. » Il faut s'attendre à des clapotis.

Problèmes d'éthique

Ca va bouillir, surtout, dans le chaudron socialiste. Pas seulement parce que le bilan des votes des fédérations sur les sect motions en compétition au congrès de Rennes ne permettra sans doute pas vraiment de clarifier le débat fumeux entre les frères ennemis de feu le courant mitterrandiste mais aussi parce que le sort de l'équipe gouverne-mentale de M. Rocard dépendra en partie du nouveau rapport de forces à l'intérieur du parti. C'est la raison pour laquelle, au nom des rocardiens, qui se veulent plus rassembleurs que les mitterrandistes, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Claude Evin, s'est, bien entendu, déclaré, samedi, favorable à la sacro-sainte synthèse, à condition qu'elle ne se résume pas à un simulacre de réconciliation entre les fabiusiens et les jospi-

no-mauroyistes qui intervien

drait. in extremis, avant- le congrès, ce qui pourrait empëcher M. Rocard d'arriver à nnes en tête du ballottage.... Mais ça risque de déborder,

M. Rocard, à cause de l'affaire du fichier des Renseignements généraux qui met en émoi le monde politique en brouillant les frontières traditionnelles. Qui eût dit qu'on verrait un jour côteà-côte, pour dénoncer une décision administrative prise sous un gouvernement socialiste, des personnalités aussi diverses que M- Simone Veil, M. Charles Pasqua, M. Claude Cheysson, tous d'accord avec le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, pour opposer à cette décision surprenante en invoquant la défense des libertés individuelles ? Le ministère de l'intérieur aurait voulu apporter de l'eau au moulin de ceux des socialistes qui accusent M. Rocard de déviationnisme droitiste qu'il ne s'v serait pas

Il fut une époque où M. François Mitterrand lui-même se plaisait à soutigner que la différence entre la droite et la gauche se vovait surtout devant les probièmes d'éthique. Quand on lui signalait des mises en fiche policières ou des écoutes téléphoniques, il disait avec mépris : « Je ne mange pas de ce pain là... » Le temps ast-il donc venu de voir traiter les grands principes avec la même dérision que les

petites salades de cuisine ? **ALAIN ROLLAT**

Responsable de l'innovation au ministère de la défense

L'amiral Le Pichon dénonce le « lobby militaro-industriel »

Au cours d'un colloque sur le désarmement et la sécurité en Europe, organisé à Paris par la Fondation pour les études de défense nationale, le vice-amiral Hervé Le Pichon a vivement dénoncé, vendredi 2 mars, l'influence politique exercée par les industriels de l'armement dans le monde, et il a critiqué la décision du gouvernement français à propos des intercepteurs Crusa-der de défense aérienne qui doivent armer les porte-avions.

Après avoir commandé le groupe aéronaval de la marine nationale, notamment en océan Indien et en Méditerranée, le vice-amiral Le Pichon, aujourd'hui cadre de réserve, a été chargé, par M. Jean-Pierre Chevènement, d'animer une mission « innovation » an sein du ministère de la défense,

Dans une déclaration écrite qu'il a commentée devant une soixan-taine de diplomates, militaires et chercheurs européens, qui participaient à ce colloque de la Fonda-tion, présidée par M. Pierre Dabe-zies. L'amiral Le Pichon a expliqué : « Alimentées par des budgets gigantesques, sans grandes retombées économiques réelles sur la vie quotidienne, les industries de l'armement ont leur finalité propre qui n'a parfois que peu de rapports avec l'intérêt militaire des matériels qu'ils fabriquent. »

« Ce qui compte, à la limite, c'est le chiffre d'affaires, d'où des maté-riels inutilement sophistiqués et invraisemblablement coûteux », a

« innovation ». « Les budgets nationaux, malgré leur énormité, n'étant pas suffisants pour absorber les capacités de production, ou alimenter les crédits d'études, c'est à l'exportation qu'on a recours. Une exportation à tout va, qui devient une fin en soi, au point que, pour ne pas handicaper un nouveau pro-gramme d'avions de combat, on n'hésite pas à priver les porte-avions français de défense aérienne

Par cette aliusion, l'amiral Le Pichon s'en est pris au fair que le ministre de la défense a, dans l'attente de la version navale du Rafale en 1997 et par souci de pro-téger l'avenir de cette production de Dassank, choisi de renover lesvieux Crusader actuels des porteavious, de préférence à l'achat, ou à la location, d'avions F-18 plus modernes aux Etats-Unis.

« La France et la Grande-Bre-

l'Union soviétique, les plus grands fournisseurs d'armes du monde, a déclaré l'amiral. La recherche militaire absorbe, en France, 30 milliards de francs chaque année, au moins autant que chez nos allies britanniques. Comment peut-on imaginer que le lobby militaro-industriel de ces deux pays se laissera dépouiller d'un marché particulièrement fructueux par les deux nations initiatrices des nécociations de Vienne Jour le désarmement classique en Europe] ? Handicap important pour les Européens, ces accords sont pain bent pour les industries d'armement des deux super-puissances, des Corèens, des Japonais ou des Brésiliens. Il faut s'attendre, dans ce domaine, 2-1-il conclu, à un détournement de fait des dispositions du traité. »

JACQUES ISNARD

Le recul des commandes d'armes atteindrait 40 % pour l'année 1989

provisoires du ministère de la défense, les prises de commandes de matériels militaires reçues de l'étranger par la France ont atteint en 1989 entra 23 milliards et 25 milliards de francs. C'est l'un des chiffres d'affaires à l'exportation les moins élevés depuis le milieu de la décennie 80, où, par exemple, en 1984, on avait enregistré 61,8 milliards de francs de commandes.

Par rapport à 1988, cette première évaluation pour 1989, si elle se confirmait, marquerait un déclin de près de 40 % du monprises de commandes à l'exportation. En 1988, la France avait reçu pour 37,5 milliards de

de clients étrangers. Des projections pour l'année en cours donnent à penser que 1990 se situerait dans la même « fourchette > que celle de 1989.

Dans les milieux industriels chute des activités militaires à l'exportation par la contraction des débouchés extérieurs (fin de certains conflits, endettement de la clientèle, création par cette même clientèle de ses propres capacités de production) et par l'existence de négociations – comme celles de Vienne sur la sécurité en Europe - qui incitent des pays à anticiper sur un prochain désarme-

 $g = e^{\alpha_1 - \alpha_2 - \alpha_1 + \alpha_2}$

e in the Contract of

12 July 1 1982

 $\underline{\omega} \sim \sqrt{2} e^{2\pi i n} e^{-n}$

 $c_{\rm opt}/c^{2} v/d r/d$

44.2...

Company of the last

24 17 Bear

Bright St.

B. St. B. W.

Bay Vind

THE PARTY

Bring w

*

11/2

a.

Train .

William Born

E ...

Imbroglio « sportivo-politique » à Chambéry

Le déficit des championnats du monde de cyclisme entraîne une information judiciaire pour abus de confiance

M. Eric de Montgotfier, procureur de la République de Chambéry (Savoie), a ordonné, le vendredi 2 mars, l'ouverture d'une information contre X, pour abus de confiance dans l'organisation des championnats du monde de cyclisme, qui ont eu lieu à Lyon et à Chambéry du 14 au

de notre correspondant

M= Agnès Lupin, juge d'instruction, désormais chargée de vérifier s'il y a en abus de confiance dans l'organisation des

grande instance a décidé la liquidation judicieire du comité d'organisation, confronté à un déficit approchant les 20 millions de francs. Son président, M. Jean Boilon (UDF-PR), s'est démis de son mandat de conseiller municipal.

27 août 1989. Le même jour, le tribunal de

n'aura pas la tâche facile. Un mois après avoir été saisi du dossier, le procureur de la République, M. de Montgolfier, n'a pas réussi à tirer au clair certains aspects suspects de cette affaire, ni à dégager les responsabilités : «La seule présomption ne traduit pas une fraude reconnue ou existante», explique-t-il. La question est quand

même posée. A la fin du mois de janvier, il n'était pourtant question que d'un bilan financier jugé « peu glo-rieux » par le président du comité hi-même. Le budget initial de 35 millions de francs avait dérapé à 53 millions, avec, à la fin, un déficit de 19,5 millions (le Monde du 30 janvier). Pour les organisateurs, le maigre succès populaire de cette manifestation, qui n'a enregistre que 43 000 entrées payantes an lieu des 150 000 spectateurs attendus, était la cause essentielle de ce « trou » considérable.

« Le désordre a atteint l'équivoque », selon l'expression du procu-reur, lorsqu'on a déconvert qu'il manquait 516 carnets de 100 bil-

A des fins électorales ?

lets. Une partie, composée de sou-ches utilisées, a fini par être retrouvée par hasard dans le conrant du mois de février, sans qu'il ait été possible de déterminer à quel usage avait été affecté l'argent correspon-dant. Partagée entre le comité luimême et la société parisienne Pampelone chargée des contrats commerciaux (33 millions de francs), la répartition de la billetterie, assurée sur le terrain par un millier de bénévoles, n'a jamais pu être clairement établie. Pour M. de Montgolfier, ce simple fait suffisait à engager une procédure.

En transmettant toutefois le dossier à la chambre criminelle de la cour d'appel de Chambéry, le magistrat a étendu cette procédure à un autre domaine d'investiga-tion : il s'agit désormais de vérifier sation n'out pas été utilisées à d'autres fins, notamment durant la période précédant les élections municipales, lorsque M. Bollon président du comité d'organisation

était adjoint ou maire et candidat aux élections, au il fut battu par M. Louis Besson, maire (PS) de la ville et ministre du logement. Les faits pourraient toutefois être couverts par la loi du 16 janvier sur le financement des activités politi-

Le président du comité s'est par avance défendu de cette accusation implicité: « Je n'ai rien à me reprocher et j'ai toujours évité de mêler ces deux activités », 24-il répété avec force. Quoi qu'il en sort, l'affaire a déjà comut un pro-longement politique. Dans la sourée de jeudi, M. Bollon annonçait sa démission du conseil municipal, où il siège dans la minorité. Selon lui, la ville n'a pas consenti les efforts financiers nécessaires pour contri-buer à trouver une solution en favour des quelque cent vingt créanciers qui, depuis la décision de liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de grande instance, n'ont guère de chances d'être

Le maire de Chambéry avait, pour sa part, évoqué son intention de renoncer à un facture de 2,4 millions de francs correspon-dant aux prestations engagées par la ville, bien que cette éventualité ne fut pas prévue dans la conven-tion signée avec la municipalité d'alors. M. Besson a rappelé qu'il s'en était tenu à l'engagement sons-crit par ses prédécesseurs. Malgré la réussite sportive et médiatique de ces champioanats du monde, Chambéry craint les retombées négatives d'un événement qui, à l'origine, devait contribuer à son

MICHEL DELBERGHE



Y A-T-IL D'AUTRES TERRES HABITÉES?

Froler les bornes extrêmes de l'Univers, s'approcher au plus près du point d'origine, voir des objets cosmiques inconnus, mettre à l'épreuve la théorie du big bang, voilà quelques-uns des objectifs du plus coûteux de tous les appareils scientifiques : le télescope spatial qui sera lancé prochainement.

Les grandes aventures de notre époque sont devenues scientifiques. Découvrez-les chaque mois dans SCIENCE & VIE.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- POURQUOI LES TEMPÉTES **SUR LA FRANCE?**
- LES JOUEURS SONT DES DROGUÉS
- . LA GUERRE DES LESSIVES

N° I DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

fixée au dimanche 25 mars . (Nos dernieres éditions du 3 mars). Le 23 fevrier dernier, le conseil d'Etat, saisi d'un recours déposé par MM. Emile Zuccarelli, maire (MRG) de Bastia et Pierre Joxe. ministre de l'intérieur, avait confirmé la décision d'annulation du scrutin, prononcée par le tribu-nal administratif le 16 juin 1989 (*Le Monde* des 25-26 février) Cette décision d'annulation avait été motivée par le fait que huit cents procurations n'avaient pu être acheminées à temps, en raison de la grève des agents de la fonction publique qui paralysait la Corse au moment du scrutin. Une délégation spéciale, composée de sept membres et chargée d'assurer l'intérim jusqu'à l'élection

L'ESSENTIEL

DATES

If y a sociante-dix ans, Horthy prend le pouvoir en Hongrie 2

ETRANGER

Les troubles en Côted'Ivoire et au Gabon.. 4

Le débat sur la réunification de l'Allemagne et la frontière Oder-

SOCIETE

L'affaire des fichiers informatisés Le point de vue de la CNIL : Les

réactions politiques 8

à la cour d'assises du Gers

Jean-Paul Bonnemazou condamné à quatorze ans de réclusion crimi-

CULTURE

Le corps

dans tous ses états De Michel Ange à Rodin ou Mailloi, présente l'art du fragment dans la

Une lettre d'Elia Kazan Contraint de suspendre la produc-tion de son prochain film, Au-delà de la mer Egée, à la suite des nouveaux décrets régissant la nationa-lité des films, le réalisateur améri-

ECONOMIE

La construction d'Airbus Une chaîne de montage transférée à Hambourg ; Fin de la grève à Britist

Déficit japonais Pour la première fois depuis six ans un déficit des comptes courants. 13

Télécommunications Vers un démantèlement du géant

Revue des valeurs.. 14

Crédits, changes, grands marchés 15

Services

Mots croi Radio-Télévision 12 Spectacles11 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Le saméro da « Monde » daté 3 mars a été tiré à 530 635 exes

3615 LM